

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

Israël-Iran : la guerre qui coûte des milliards et fissure le mythe de l'invincibilité

” L'affaire Jeffrey Epstein, officiellement close depuis sa mort en 2019, continue de hanter la politique américaine comme un fantôme impossible à enterrer. ”

L'AFFAIRE EPSTEIN

REVIENT AU CŒUR DE LA TEMPÊTE POLITIQUE AMÉRICAINE

CHRONIQUEURS

Les États-Unis et la déclaration de guerre : Le président ou le congrès?

EXPERTS

Le Maroc, le Golfe et l'Iran : la constance d'une ligne stratégique

ROOM

Israël-Iran : la guerre qui coûte des milliards et fissure le mythe de l'invincibilité

رمضان كريم
By Lodj



Ramadan outside of the box

Ce Ramadan, on ne tourne pas en rond
On sort officiellement du carré..

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

16

**EXPERTS
INVITÉS**

26

**QUARTIER
LIBRE**

48

ROOM

66

BILLET

IDÉBATS

By Lodi



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
23
MAR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALD - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

L'AFFAIRE EPSTEIN REVIENT AU CŒUR DE LA TEMPÊTE POLITIQUE AMÉRICAINE

Frappes contre l'Iran, accusations de diversion et pression du Congrès : pourquoi le scandale Epstein continue de hanter Washington six ans après la mort du financier américain.

L'affaire Jeffrey Epstein, officiellement close depuis sa mort en 2019, continue de hanter la politique américaine comme un fantôme impossible à enterrer.

Ces derniers jours, elle est revenue brutalement dans le débat public à Washington, mêlée cette fois à la crise géopolitique autour de l'Iran et aux décisions militaires du président américain Donald Trump.

Ce mélange explosif entre scandale judiciaire, soupçons politiques et tensions internationales nourrit désormais une question centrale dans les cercles politiques américains : l'affaire Epstein est-elle redevenue un facteur de déstabilisation politique au sommet de l'État ?

La controverse a pris de l'ampleur après les déclarations de la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez. Selon elle,

la décision d'autoriser des frappes aériennes conjointes entre les États-Unis et Israël contre des cibles iraniennes pourrait avoir aussi une dimension politique interne : détourner l'attention médiatique du dossier Epstein et de ses ramifications.

Dans une série de déclarations publiques, la parlementaire a évoqué un schéma qu'elle juge troublant : à chaque moment où des révélations ou des discussions autour des « Epstein files » réapparaissent, l'actualité nationale se retrouve brusquement dominée par une crise internationale ou militaire.

L'accusation serait restée une polémique partisane classique si elle n'avait pas trouvé un écho inattendu dans l'autre camp politique. Plusieurs élus républicains, dont Thomas Massie et Marjorie Taylor Greene, ont eux aussi évoqué publiquement la possibilité que les opérations militaires puissent détourner l'attention d'un scandale embarrassant.

Lorsque des responsables politiques idéologiquement opposés formulent des soupçons similaires, le phénomène mérite au minimum d'être examiné.

Les « Epstein files », un dossier toujours sensible

Depuis plusieurs années, journalistes, associations et parlementaires réclament la publication complète des documents liés à l'enquête Epstein. Ces archives contiendraient notamment des carnets d'adresses, des témoignages, ainsi que des éléments recueillis par les enquêteurs fédéraux.

Le problème est que ces documents touchent potentiellement des personnalités influentes issues de plusieurs sphères : finance, politique, universités, médias ou célébrités internationales. Toute divulgation complète pourrait provoquer un séisme politique et médiatique.



C'est précisément cette opacité qui alimente les suspicions. Pour certains observateurs, les lenteurs administratives s'expliquent par les contraintes juridiques et la protection des victimes. Pour d'autres, elles reflètent plutôt la difficulté des institutions à exposer des réseaux impliquant des élites puissantes.

Entre ces deux lectures, la frontière reste floue.

Le rôle du Congrès et la pression institutionnelle

L'affaire connaît aujourd'hui une nouvelle phase avec les investigations menées par la House Oversight Committee, la commission de surveillance de la Chambre des représentants.

Cette commission examine notamment la gestion des documents par le ministère de la Justice et la manière dont certaines informations ont été communiquées au public. Des auditions et demandes d'explications ont été adressées à plusieurs responsables politiques, dont le secrétaire au commerce Howard Lutnick et la procureure générale Pam Bondi.

L'objectif officiel de la commission est d'établir si des informations ont été retenues ou si les procédures ont été respectées dans la gestion des archives liées à Epstein.

Mais dans la pratique, l'enquête se déroule dans un climat de suspicion généralisée. Chaque camp politique accuse l'autre d'instrumentaliser l'affaire pour affaiblir ses adversaires.

Une affaire devenue symbole de défiance

Au fil des années, le dossier Epstein s'est transformé en symbole d'un malaise plus large dans la société américaine : la défiance envers les institutions et les élites.

Pour une partie de l'opinion publique, cette affaire illustre l'idée que certains réseaux de pouvoir pourraient échapper à la justice. Pour d'autres, elle est devenue un terrain fertile pour les théories complotistes amplifiées par les réseaux sociaux.

Dans tous les cas, la perception d'un manque de transparence nourrit une méfiance durable.

À ce stade, aucun élément factuel ne prouve que les décisions militaires américaines aient été prises pour détourner l'attention de l'affaire Epstein. Les opérations contre l'Iran s'inscrivent aussi dans un contexte stratégique réel au Moyen-Orient.

Mais la simple existence de ce soupçon révèle une réalité politique profonde : le scandale Epstein reste une fracture ouverte dans la vie publique américaine.

Six ans après sa mort dans une cellule du Metropolitan Correctional Center, Jeffrey Epstein continue d'agir comme une ombre portée sur la politique américaine.

Et tant que l'ensemble des documents et responsabilités ne seront pas clairement établis, cette ombre risque de continuer à alimenter rumeurs, accusations et confrontations politiques au sommet de l'État.



par :
La rédaction

LES ÉTATS-UNIS ET LA DÉCLARATION DE GUERRE : LE PRÉSIDENT OU LE CONGRÈS?

La récente frappe américaine contre l'Iran, décidée par l'administration Trump sans autorisation explicite du Congrès, ravive aux États-Unis un débat ancien sur la répartition des pouvoirs en matière de guerre.

Mustapha Sehimy revient sur l'autorité constitutionnelle du président en tant que commandant en chef et la compétence du Congrès pour déclarer la guerre, l'équilibre institutionnel demeurant marqué par une ambiguïté juridique et par une pratique politique qui, au fil des décennies, a renforcé l'initiative de l'exécutif dans l'engagement militaire à l'étranger.

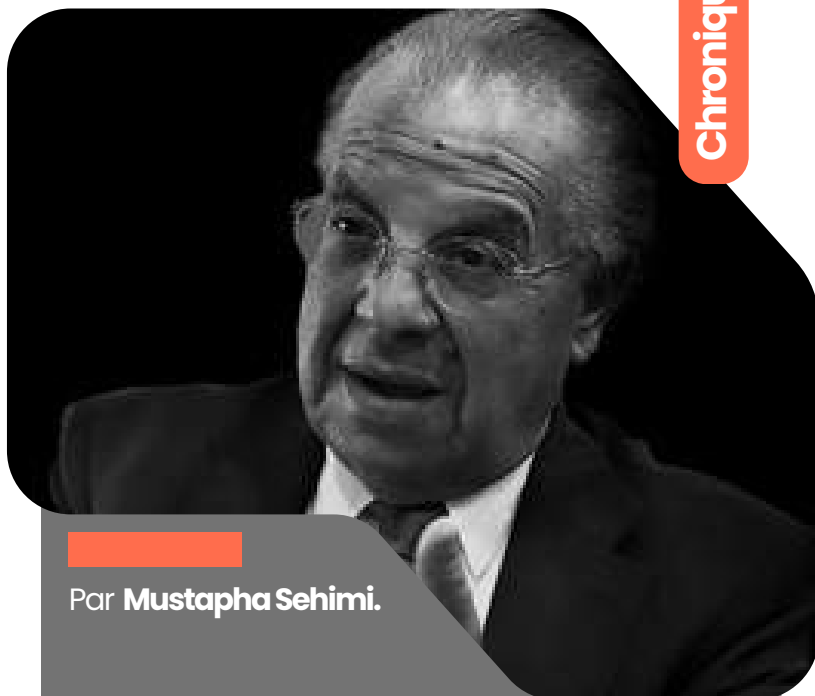
« L'ordre que nous avons reçu de notre commandant en chef était précis, clair et sans équivoque ».

C'est ainsi que Pete Hegseth, ministre américain de la défense, fait état à la presse de l'action menée par les États-Unis sur le territoire iranien dans la nuit du 21 au 22 juin 2025.

Il a souligné que celle-ci « avait pour seul objectif (...) de dégrader la capacité clandestine d'enrichissement d'uranium qui menace la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. (...) Il s'agissait d'une mission de précision, planifiée à l'avance et hautement classifiée ; il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une action défensive destinée à conjurer une future menace existentielle ».

Aux États-Unis, de nombreuses voix se sont élevées contre une telle action, intervenue alors même qu'un projet de résolution bipartisan (« concurrent war power resolution ») avait été présentée dès les premiers jours des frappes entre Israël et l'Iran à la Chambre des représentants dans le but précis de « retirer les forces armées des États-Unis des hostilités non autorisées dans l'État islamique d'Iran » et ordonnant à Trump de « mettre fin » au déploiement de troupes américaines contre l'Iran sans « déclaration de guerre autorisée ou autorisation spécifique d'utilisation de forces militaires contre l'Iran ».

Cela n'aura pas entravé la décision du Président Trump de frapper de nouveau aujourd'hui l'Iran au nom de la menace imminente du programme nucléaire à la sécurité nationale.



Par **Mustapha Sehimy.**

Il n'a pas même eu à opposer son veto, contrairement à ce qu'il avait fait en 2020 contre une résolution du Congrès dont l'objet visait à limiter les actions militaires américaines en Iran après la frappe contre le général Soleimani.

La Constitution, adoptée en 1787, opère une répartition précise des pouvoirs respectifs du Président et du Congrès.

Celle-ci est cependant sujette à interprétation. L'article I, section 8, attribue en effet au Congrès le pouvoir de déclarer la guerre ainsi que celui d'entretenir des armées et de réglementer les forces armées tandis que l'article II section 2 fait du Président le commandant en chef des forces armées et détenteur à cet titre des « war powers ».

Ce partage de compétences reflète la volonté des Pères fondateurs de maintenir un équilibre entre les branches exécutive et législative : au Congrès le pouvoir de décider de l'entrée en guerre, au Président la conduite militaire une fois la guerre décidée.

Cette architecture constitutionnelle conserve néanmoins une part d'ambiguïté : la Constitution ne définit pas ce qu'est une guerre au sens juridique.

Elle ne précise pas non plus si des interventions limitées ou des frappes ponctuelles doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du Congrès.

WASHINGTON, DC – 2 MARS : Le secrétaire d'État américain Marco Rubio au Capitole américain, le 2 mars 2026, à Washington, DC. Les membres de l'administration Trump se limitent à informer les dirigeants du Congrès sur les opérations militaires américaines en Iran. (AFP)

La variété d'interprétations du texte constitutionnel a ouvert la voie à une pratique extensive du pouvoir présidentiel.

L'histoire américaine révèle en effet une tendance progressive à la concentration du pouvoir de guerre entre les mains de l'Exécutif.

La guerre de Corée (1950-1953), menée par le président Truman sans déclaration formelle, constitue un précédent majeur : elle fut justifiée par une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, sans approbation explicite du Congrès.

La guerre du Vietnam a renforcé encore cette dynamique.

Face à cette prééminence présidentielle, le Congrès adopte en 1973 la War Powers Resolution, censée limiter la capacité du président américain à lancer ou à intensifier des actions militaires à l'étranger.

En vertu de ce texte, le Congrès doit être consulté avant d'engager les forces armées dans des hostilités ou des situations où une implication militaire est imminente.

En outre, la résolution définit trois cas où le Président peut engager les forces armées : une déclaration de guerre par le Congrès, une autorisation législative spécifique (Authorization for the Use of Military Force ou AUFM), une urgence nationale résultant d'une attaque contre les États-Unis, ses territoires ou ses forces armées.

Cette résolution n'a pas empêché les États-Unis de mener des interventions militaires sans déclaration de guerre, notamment à Grenade (1983), au Panama (1989), au Kosovo (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Libye (2011), en Syrie ou encore au Yémen (depuis 2014).

Barack Obama a par exemple justifié l'intervention en Libye en 2011 sans solliciter l'autorisation du Congrès, en arguant que les opérations étaient limitées en durée et en portée.

Les frappes visant à mener des exécutions extrajudiciaires, notamment par drone, hors des théâtres de guerre traditionnels excluent également une autorisation du Congrès.

Depuis les années 2000, les présidents américains ont justifié de telles frappes ciblées contre des individus identifiés comme terroristes présumés, parfois citoyens américains, sur le fondement des pouvoirs inhérents du président comme commander in chief et des AUMF adoptées par le Congrès en 2001 et en 2002 dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ».

La première a servi de base à l'action américaine notamment en Afghanistan, au Yémen et en Syrie; la seconde a justifié l'intervention en Irak en 2003.



Les administrations américaines respectives ont également pu, selon les circonstances, fonder de telles actions sur le droit international, et plus précisément sur la légitime défense.

Tel est le cas des frappes menées en Iran le 22 juin.

Si le Président Trump n'a fourni aucune justification juridique précise dans ses déclarations, la représentante des États-Unis à l'ONU, Dorothy Shea, a cependant déclaré devant les membres du Conseil de sécurité que « cette opération visait à éliminer une source d'insécurité mondiale de longue date mais en rapide augmentation, et à aider notre allié Israël dans notre droit inhérent à la légitime défense collective, conformément à la Charte ».

Cette position relève toutefois d'une interprétation extensive du droit international en vue de mener des frappes préemptives, des ripostes à des menaces non immédiates, et des attaques contre des groupes non étatiques.

Selon cette doctrine, le Président peut ordonner l'élimination d'une menace imminente, même hors du territoire américain et en dehors d'un cadre de guerre conventionnelle.

Une telle interprétation est-elle toutefois conforme à l'article 51 de la Charte des Nations Unies ? Ce texte conditionne en effet une telle action à l'existence d'une agression armée préalable.

Flou du droit américain

L'usage répété des autorisations d'emploi de la force (AUMF), souvent anciennes, a fait l'objet de critiques importantes, y compris de la part des présidents eux-mêmes.

En 2021, Joe Biden a justifié des frappes en Syrie uniquement par son autorité de commandant en chef et par la légitime défense internationale au titre de la Charte des Nations Unies, sans évoquer l'AUMF, qu'il souhaitait justement réformer.

Ce choix illustre une volonté politique : celle d'éviter de légitimer davantage l'usage extensif et parfois controversé de ces anciennes autorisations pour des opérations de force. Certains élus souhaitent restaurer une vraie délibération démocratique avant tout engagement militaire significatif.

Mais les enjeux de sécurité nationale, la rapidité des menaces contemporaines et la concentration des moyens dans les mains de l'Exécutif compliquent toute réforme profonde.

Malgré l'affirmation constitutionnelle de ses compétences, le Congrès éprouve des difficultés récurrentes à s'opposer aux décisions du Président.

Plusieurs raisons expliquent cette faiblesse : la lenteur du processus législatif, inadaptée à l'urgence militaire ; le coût politique d'un blocage des crédits militaires ; la polarisation partisane, qui freine l'émergence de majorités critiques, surtout en temps de crise. Le contrôle budgétaire reste un outil potentiel.

Quant aux juridictions nationales, la Cour suprême n'a jamais statué clairement sur la question de savoir qui détient, en dernière analyse, le pouvoir de déclencher un conflit armé.

Elle s'est refusée à trancher des litiges sensibles en invoquant la « political question doctrine », une règle jurisprudentielle selon laquelle certaines questions relèvent du champ politique et non du droit justiciable.

Cependant, la Cour est intervenue sur des points liés à la guerre et aux droits fondamentaux. Dans l'affaire *Hamdi Vs. Rumsfeld* (2004), elle affirme qu'un citoyen américain capturé comme combattant ennemi en Afghanistan a droit à une procédure judiciaire minimale. Dans *Rasul Vs. Bush* (2004), elle reconnaît aux détenus de Guantanamo le droit de recours devant les tribunaux fédéraux.

Ces décisions limitent les pouvoirs présidentiels en matière de détention, mais ne s'attaquent pas directement à la question de l'entrée en guerre.

Le cas des frappes menées contre l'Iran en juin 2025 et depuis le 1er mars courant montrent une fois de plus combien la frontière entre action militaire ponctuelle et guerre peut être floue dans le droit américain.

L'ambiguïté constitutionnelle, combinée à la rapidité des menaces et à l'évolution des technologies (notamment les frappes ciblées et les opérations par drones), a contribué à renforcer de manière continue le pouvoir du Président au détriment du Congrès.

Si des garde-fous existent, ils peinent à contrecarrer la dynamique présidentielle, souvent portée par les exigences de la sécurité nationale.

En réalité, le Congrès a de plus en plus souvent laissé s'installer une forme de délégation implicite, rarement remise en cause sauf en cas d'échec ou de scandale...



رمضان كريم
By Lodi



**FINI
LE RÉCHAUFFÉ
ET LES RIRES
FORCÉS**

Place à l'émotion vraie et au frisson

@lodymaroc



TRUMP, MOYEN-ORIENT, GUTERRES, CONSEIL DE PAIX... ET GRAMSCI

Le grand bâtiment de verre qu'on voit sur l'image est désormais une coquille qui se vide, et qui se vide rapidement de son contenu et de son influence.

Tour à tour, la guerre en Ukraine, puis le génocide à Gaza, et encore l'enlèvement du président vénézuélien, les manœuvres insistantes autour de Taiwan, la guerre générale au Moyen Orient, auront détruit ce qui reste de l'ancien ordre international. Et, bien évidemment, le Conseil de la Paix émerge et tente de se faufiler entre les décombres de cet ancien ordre...

Rarement la formule de Gramsci aura été aussi pertinente.

En effet, aujourd'hui, en cette année 2026, « le vieux monde se meurt, le nouveau est lent à apparaître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres ».

Reprenons cette phrase, lentement... « Le vieux monde se meurt », il semblerait que personne de sensé ne remettrait cette sentence en question ; « le nouveau est lent à apparaître », et de fait il aura mis plus de 30 ans à germer, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, quand l'équilibre de la puissance et de la terreur maintenait les Super-Grands dans des actions limitées.

Mais quand le monde n'eut plus qu'une seule superpuissance, l'impérialisme et la domination de cette dernière n'avaient plus de contre-poids ou d'adversaire et de nouvelles règles commençaient à s'imposer ; « c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres », à l'image du sanguinaire Netanyahu, du narcissique Trump ou des très dociles Européens qui assurent l'animation et le service après-vente, permettant et entérinant tout ce que font les deux premiers.

L'impérialisme américain, contenu quelques décennies durant par son pendant soviétique, a donné libre cours aux théories de ses penseurs les plus extrêmes, les plus extrémistes, des néo-conservateurs aux suprémacistes, en passant par les géants de la tech et les fondamentalistes religieux chrétiens évangéliques et juifs sionistes.



Par **Aziz Boucetta**

L'Amérique actuelle dispose de l'argent et de la puissance, et assume ainsi ses violations répétées du droit international. Donald Trump est le game-changer, débarrassé de tout scrupule juridique ou toute autre entrave autre que lui-même...

L'émergence de la Chine comme puissance planétaire a bousculé les plans américains, en les accélérant.

En s'en prenant au Venezuela, puis à l'Iran, en attendant peut-être d'autres pays, le président Trump s'insinue dans des zones d'intérêt économique chinois de premier ordre, profitant de l'incapacité actuelle de la Chine de contenir l'avancée américaine. Washington conquiert des positions et marque des points.

De son côté, Pékin déploie d'autres méthodes : si, pour son « étranger proche », il est prêt à déployer sa force et en user le cas échéant, il développe une autre approche, économique et commerciale celle-là, pour conquérir le monde. Washington en profite pour avancer ses pions.

Quant à la Russie qui, contrairement aux thèses occidentales, n'a jamais eu dans l'histoire de prétentions territoriales en Europe hors, là aussi, de son « étranger proche » (concept russe), elle se défend contre un hégémonisme économique (UE) et militaire (OTAN) occidental qui rejoint les thèses de Spykman et de Brzezinski.

Mais de sa position défensive, elle prend progressivement une posture offensive, intrusive, s'en prenant indirectement aux Etats et aux sociétés européennes.

Et dans cet ordre qui s'instaure, où une triade impérialiste de formes différentes s'installe avec les Américains, les Chinois et les Russes, le système du droit international mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et incarné par l'ONU recule, s'estompe, s'évanouit en faveur d'un ordre qui prend position depuis des années, mais dont les contours s'affirment et se précisent de plus en plus vite.

A chacun son hinterland géostratégique méridional – Amérique latine pour Washington et Asie du Sud-Est pour la Chine –, et l'Afrique, où l'Europe n'a pas su conserver et développer son « avantage » historique, est ouverte aux appétits de tout le monde :

Les Russes y vendent leurs armes et y exportent leur sécurité, les Chinois y font commerce et s'en servent pour leur implantation mondiale et les Américains n'ont d'yeux que pour les richesses naturelles, et les cerveaux.

Et alors que les Etats-Unis, dans leurs actions militaires, ne cherchent même plus à donner l'illusion d'un respect du droit et des règles (comme Bush, Obama, Biden l'avaient fait en leur temps...), la situation de non-droit se normalise et se banalise.

Et l'ONU se fragilise, s'effrite, s'effondre. Antonio Guterres n'est plus que l'ombre de lui-même et ses discours ne font plus écho auprès de personne ; il ne semble même plus y croire lui-même.

Et c'est là que le multilatéralisme onusien, souffrant et agonisant, reçoit le coup de grâce avec ce Conseil de la Paix institué par Donald Trump, avec un groupe de premiers membres, dont le Maroc. « Le nouveau monde, lent à apparaître », est en train d'apparaître justement avec ce Conseil.

Il ne conservera sans doute pas sa forme initiale, comme l'ONU en son temps avait dû faire évoluer ses structures, mais face à ce qui semble être une entente entre les Américains, les Russes et les Chinois, ce Conseil de la Paix a de grands jours devant lui, avec Donald Trump pour les premières années, sans lui après.

Dans ce monde actuel, « clair-obscur » donc, il y a les grands, les puissants et les incontournables et inévitables monstres qui nous viennent de l'ancienne réalité ; et dans le monde qui s'annonce dans un avenir plus ou moins proche, il y aura toujours les mêmes grands, puissants et monstres, avec désormais des puissances moyennes (comme les a qualifiées le premier ministre canadien récemment à Davos) ascendantes et descendantes.

L'ordre nouveau, dont personne ne peut vraiment définir les contours, se fera autour des Grands, selon leurs volontés et soumis à leurs objectifs planétaires ; et cet ordre sera fait avec ceux qui sauront se positionner avec intelligence politique et opportunisme diplomatique, et les premiers installés à la table des Grands seront les premiers servis, ou les derniers



L'IRAN FACE À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ : LA FIN D'UN MYTHE RÉGIONAL ?

Encore une séquence de tensions majeures au Moyen-Orient, mettant en lumière les fragilités profondes du régime iranien.

Depuis son avènement en 1979, la République islamique s'est construite sur un récit politique d'une puissance révolutionnaire en opposition frontale au «Grand Satan» les USA, défenseur intransigeant de la cause palestinienne et de la libération de Jérusalem.

Ce positionnement idéologique a permis à Téhéran de gagner des relais dans une partie du monde arabe, notamment au sein des mouvements hostiles à Israël.

Elle a développé une stratégie d'influence fondée sur la création, le financement et l'armement de groupes affiliés :

Hezbollah au Liban, milices chiïtes en Irak, soutien au régime syrien, Houthis au Yémen, formant ce qu'elle présente comme «l'axe de la résistance».

Elle finance sûrement d'autres mouvements dans bien d'autres pays, avec une connivence contre nature avec les islamistes sunnites. Une stratégie d'expansion aux effets déstabilisateurs.

Là où l'Iran a étendu son influence, son empreinte est indissociable d'une militarisation accrue et d'une fragmentation des États.

La projection repose moins sur la construction étatique que sur l'essor de réseaux politico-militaires parallèles défiant les institutions nationales.

Cela a certes permis à Téhéran de disposer de leviers de pression sur ses adversaires et de se poser en champion de la «résistance» à l'ordre régional dominé par les USA et leurs alliés. Mais cela a également contribué à prolonger des conflits, à affaiblir des institutions étatiques déjà fragiles et à exacerber des fractures confessionnelles.

À long terme, le coût humain et économique de cette «stratégie» est considérable pour les pays concernés et pour l'Iran lui-même, soumis à des sanctions sévères et à un isolement international persistant.



Par
Aziz Daouda

La cause palestinienne est en fait plus instrumentalisée que défendue, depuis près d'un demi-siècle, alors que le régime iranien affirme en faire un pilier central de sa diplomatie et de sa légitimité révolutionnaire.

Téhéran a noué des liens avec des acteurs armés palestiniens, comme le Hamas ou le Jihad islamique, qu'il présente comme les prolongements de sa propre «résistance».

Pourtant, force est de constater que la situation des Palestiniens ne s'est nullement améliorée: occupation galopante, colonisation et blocus se poursuivent, tandis que les cycles de violence se succèdent sans perspective politique crédible.

La Palestine a énormément perdu en territoire, en vies humaines et en sympathie au sein même du monde arabe.

Les divisions internes palestiniennes, enfermant la cause dans une logique essentiellement militarisée en l'absence d'horizon diplomatique, interrogent l'efficacité réelle de cette posture.

Comme durant l'ère Gamal Abdel Nasser, marquée par un panarabisme imprudent, la période actuelle n'a pas apporté de progrès.

L'Iran a, en partie, supplanté un certain leadership arabe sur le dossier, sans pour autant produire de résultats tangibles en faveur d'un règlement durable, ni d'amélioration concrète de la vie des Palestiniens, bien au contraire.

Au-delà du registre géopolitique, le régime est confronté à une contestation interne profonde.

Les mouvements de protestation récents, et ceux déclenchés après la mort de Jina Mahsa Amini en septembre 2022, ont révélé une fracture majeure entre une partie de la société iranienne et ses dirigeants.

La répression, comme unique réponse, s'est traduite par des milliers de morts et d'arrestations, documentées par des organisations internationales et les mécanismes onusiens.

La rigidité sécuritaire et idéologique contraste avec les aspirations d'une jeunesse connectée en quête de libertés civiques et individuelles. L'Iran d'aujourd'hui n'est plus celui de 1979: la société s'est transformée, le régime non.

Le décalage entre le discours révolutionnaire, la promesse de justice sociale et la réalité socio-économique: inflation élevée, chômage, précarité, fuite des cerveaux, corruption et isolement diplomatique, nourrit un sentiment de désenchantement qui fragilise la légitimité de l'État.

Le Maroc a officiellement rompu ses relations avec l'Iran en 2018, Téhéran soutenant le Front Polisario via le Hezbollah et son ambassade à Alger, avec l'appui de l'Algérie.

Rabat détient des preuves de livraisons d'armes et de formation de cadres du Polisario. La rupture marocaine apparaît comme une décision stratégique visant à prévenir toute perception d'ingérence dans ses intérêts vitaux, en particulier au Sahara.

Elle s'inscrit aussi dans une recomposition plus large des alliances régionales, marquée par le rapprochement de Rabat avec certains partenaires du Golfe et les USA, sur fond de rivalités croissantes avec l'axe irano-algérien.

Les développements militaires et diplomatiques récents mettent en évidence une réalité inquiétante pour Téhéran: l'Iran semble souvent réagir dans l'urgence, davantage qu'il ne maîtrise le tempo stratégique.

La multiplication des fronts périphériques, du Liban à Gaza, de l'Irak au Yémen, intervient alors même que ses relais régionaux subissent des pressions croissantes, des sanctions et des éliminations ciblées qui érodent la cohésion de «l'axe de la résistance».

Cette situation peut apparaître autant comme un aveu de fragilité. La facilité avec laquelle les USA et Israël arrivent à neutraliser les dirigeants interroge jusqu'aux compétences de l'État.

Pour autant, annoncer l'effondrement imminent du régime serait hasardeux.

L'appareil sécuritaire se veut encore puissant, les réseaux d'influence régionaux restent actifs. Mais le régime va-t-il encore une fois faire preuve de résilience, y compris au prix d'une violence accrue à l'intérieur et d'une gestion dure de la contestation ?

Il convient de distinguer clairement le régime du peuple iranien, pris en tenaille. Il est l'héritier d'une civilisation millénaire et d'une riche tradition intellectuelle, et ne doit pas être réduit aux choix de l'élite politico-religieuse.

Les souffrances liées aux sanctions, à la répression et à l'isolement international pèsent d'abord sur les citoyens ordinaires, y compris ceux qui aspirent à un changement pacifique et à une réintégration du pays dans la communauté internationale.

L'histoire enseigne bien des choses dans des situations identiques. Les transitions exigent lucidité, responsabilité et une vision inclusive de l'avenir.

La stabilité régionale ne naîtra ni de la surenchère idéologique, ni de la destruction, mais d'un rééquilibrage fondé sur le droit, la souveraineté, la sécurité collective, la coopération et la confiance, aujourd'hui bien érodée.

Dans cette séquence troublée, la solidarité va d'abord aux peuples de la région, pris dans des dynamiques qui les dépassent.

Les mollahs devront tôt ou tard rendre des comptes à l'histoire, et répondre à une question simple, mais décisive:

Ont-ils servi le peuple, ou l'ont-ils sacrifié au nom d'un mythe politique devenu, avec le temps, de plus en plus difficile à soutenir ?



REGARD, RÉCIT, SOUVERAINETÉ ET MIROIR ASYMÉTRIQUE

Si la souveraineté mentale du Maroc reste inachevée, si le pays manque d'espaces robustes de débat, l'indifférence face aux campagnes de dénigrement ne saurait constituer une posture mature. Entre maturité critique et devoir de riposte, l'enjeu n'est pas de se taire, mais de parler mieux et plus fort.

Les constats de Adnan Debbarh

Dans le diagnostic de Adnan Debbarh, le Maroc demeure hypersensible aux articles publiés dans les capitales occidentales. Louanges et critiques y déclenchent des réactions excessives, révélatrices d'un rapport psychique encore marqué par l'histoire.

L'auteur estime que si le Royaume a consolidé sa souveraineté matérielle à travers infrastructures, diplomatie et performances économiques, il accuse un retard sur le terrain symbolique. Produire ses propres récits, ses diagnostics, ses controverses demeure un chantier ouvert.

Le déficit d'espaces de débat conséquent accentue ce déséquilibre. Peu de grandes revues d'idées, peu de controverses argumentées et de plateformes d'analyses influentes. Dans ce quasi vide, chaque texte étranger prend une importance disproportionnée.

Pour Debbarh, la maturité consiste à écouter, comparer et dépasser, en assumant la critique interne et externe comme une force.

Une lucidité nécessaire

Sans doute, un pays sûr de lui n'a pas peur du regard des autres. Il l'intègre dans son propre diagnostic et ne surinterprète pas chaque tribune publiée à l'étranger. Cependant, il existe une réelle différence entre la critique argumentée, l'analyse construite qui aide à mieux se comprendre, et la ligne éditoriale systématiquement dévalorisante. Le diagnostic de Adnan Debbarh est en partie fondé, les Marocains étant effectivement sensibles à ce qui se dit d'eux. Cette sensibilité révèle un besoin de reconnaissance et parfois un manque d'assurance.



Par
Naïm Kamal

Il est tout aussi exact que, malgré des efforts et les déclarations d'intention, le Maroc n'a pas encore réussi à se doter d'un écosystème médiatique, et par voie de conséquence politique, porteur de ses idées, de ses débats et de ses intérêts.

L'absence de médias capables d'immuniser le front intérieur et de porter une voix audible et crédible à l'international constitue une carence qui s'explique en partie par l'appréhension et la circonspection que suscite la presse dans de nombreux centres de pouvoir. Dans cet environnement le débat public tend à s'aseptiser.

Or une souveraineté solide suppose la capacité de produire des analyses indépendantes, d'accepter une presse forte et autonome, de tolérer la critique interne, future en rupture de ban, et d'assumer les divergences sans les percevoir comme des fractures. Ce qui en soi mériterait une réflexion collective et un débat national.

Indifférence ou vigilance

Ce constat de nos faiblesses étant, faut-il rester indifférent à ce qui s'écrit du et sur le Maroc à l'extérieur ?

Toute analyse, positive ou négative, d'où qu'elle vienne, peut constituer une contribution utile. Elle peut révéler ce que l'habitude empêche de voir, enrichir la réflexion, et mettre le doigt sur les frilosités qui entravent le débat et qui sont les symptômes d'un système qui a des difficultés à concilier les impératifs de la stabilité et les expressions du pluralisme.

Sans doute, un pays sûr de lui n'a pas peur du regard des autres. Il l'intègre dans son propre diagnostic et ne surinterprète pas chaque tribune publiée à l'étranger.

Cependant, il existe une réelle différence entre la critique argumentée, l'analyse construite qui aide à mieux se comprendre, et la ligne éditoriale systématiquement dévalorisante.

Lorsque semaine après semaine, mois après mois, année après année, avec ou sans occasion, certains médias agissent avec une constance déconcertante et écrivent à travers le même prisme pernicieux, la répétition n'est plus un hasard.

La guerre des récits

Le commentaire dans ce positionnement dépasse le cadre analytique pour entrer dans une posture partielle réfléchie. Au point d'outrepasser la position éditoriale pour entrer dans l'hostilité déclarée. L'épisode de la crise maroco-espagnole de 2021-2022 l'a illustré.

L'appel explicite d'un journal à « remettre le Maroc à sa place » ne relève pas du simple commentaire. Il dévoile les préconçus qui le sous-tendent.

Ce vocabulaire met en évidence un imaginaire hiérarchique, une difficulté à accepter l'affirmation d'un pays qui redéfinit ses alliances et ses priorités. Difficile dans ces conditions de ne pas soupçonner derrière l'intensité et la virulence de la production éditoriale, outre l'héritage postcolonial, le biais géopolitique, l'expression d'intérêts économiques, ou l'inspiration d'un lobby, si ce n'est la main d'une composante d'un Etat profond.

Dans ces conditions, réagir n'est pas signe d'immaturité ou de blessure narcissique. C'est un acte de clarification.

Il ne s'agit pas de s'indigner systématiquement, mais de montrer aux observateurs de bonne foi les mécanismes à l'œuvre, de déconstruire les raccourcis, d'exposer les ressorts et de produire des contre-analyses argumentées. Certes, la bataille est asymétrique. La puissance de feu médiatique n'est pas équivalente. Les grands groupes internationaux disposent d'audiences et de relais incomparables. Mais le silence n'est pas une stratégie.

L'argumentation, la constance et la production d'un contre-récit crédible sont à concevoir comme un acte de résistance.

Produire et défendre

Bien sûr, la souveraineté consiste à produire massivement ses propres analyses, tout en sachant défendre ses intérêts lorsque ceux-ci sont attaqués. Il ne s'agit pas de transformer chaque critique en affrontement diplomatique.

Il s'agit de distinguer la critique fondée du bellicisme éditorial. La maturité tient dans cet équilibre. Ecouter sans se soumettre. Réagir sans s'emporter. Construire sans s'isoler.

La souveraineté commence incontestablement lorsque le regard extérieur cesse de déterminer l'humeur collective.

Mais elle se consolide aussi lorsque les citoyens d'un pays savent identifier, avec sang-froid, les semences du doute, les opérations orchestrées de dénigrement et les tentatives de déstabilisation.

C'est dans ce carré que se joue la véritable souveraineté du regard.



LE MAROC, LE GOLFE ET L'IRAN: LA CONSTANCE D'UNE LIGNE STRATÉGIQUE



Par **Lahcen Haddad**

Chers amis, chères amies, Je partage avec vous mon article publié aujourd'hui sur Le360 :

« Le Maroc, le Golfe et l'Iran : la constance d'une ligne stratégique ».

J'y analyse la logique de la position marocaine dans les tensions actuelles au Moyen-Orient et la profondeur de l'axe stratégique Rabat-Golfe.

Bonne lecture et au plaisir d'avoir vos impressions.

[PAR LAHCEN HADDAD/LE360.MA](https://www.le360.ma/le-maroc-le-golfe-et-l-iran-la-constance-d-une-ligne-strategique)

Merci de retweeter en cliquant sur le lien suivant :

LODJ

WEB RADIO

By Lodj

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

GUERRE AU MOYEN-ORIENT ET TENSIONS MARITIMES

Le Maroc peut-il devenir le nouveau pivot stratégique entre l'Afrique et l'Europe ?

À seulement 14 kilomètres de l'Europe, le Maroc occupe une position géographique unique au monde. À la jonction de l'Afrique, de l'Europe et de l'Atlantique, il se situe à proximité de l'un des passages maritimes les plus stratégiques de la planète :

- Le détroit de Gibraltar, par lequel transitent chaque année des flux massifs de pétrole, de gaz et de marchandises.

Dans un contexte marqué par les tensions internationales et les perturbations potentielles des routes énergétiques liées aux confrontations indirectes entre États-Unis, Israël et Iran, la sécurisation des corridors maritimes et énergétiques devient une priorité mondiale.

Dans cette nouvelle configuration géopolitique, le Maroc se positionne progressivement comme un hub logistique et énergétique stratégique grâce à un triptyque portuaire structurant :

Tanger Med , aujourd'hui l'un des plus grands hubs portuaires de la Méditerranée et d'Afrique.

- Nador West Med, dont la mise en service prochaine renforcera la capacité du Maroc en matière de stockage et de traitement des produits pétroliers et gaziers.

- Port Dakhla Atlantique, futur levier stratégique pour connecter l'Afrique de l'Ouest aux grandes routes commerciales atlantiques.



Experts invités

Par
**Abdelghani
El Arrasse.**

Ce réseau portuaire traduit une vision claire : faire du Maroc un carrefour énergétique, logistique et commercial entre l'Europe, l'Afrique et l'Atlantique.

Mais la géographie et les infrastructures ne suffisent pas à créer une puissance durable. Pour transformer cet avantage stratégique en leadership économique, le Maroc devra accélérer son industrialisation, renforcer son rôle de hub énergétique, investir dans l'innovation et développer davantage ses corridors économiques vers l'Afrique.

Dans un monde marqué par les tensions et la reconfiguration des routes commerciales, les pays capables d'assurer stabilité, logistique et sécurité des flux stratégiques deviendront les véritables pivots du commerce international.

Le Maroc possède aujourd'hui les atouts pour jouer ce rôle.

La question reste ouverte : Le Royaume restera-t-il un simple passage stratégique ou deviendra-t-il l'un des centres de puissance économique du continent africain ?

رمضان كريم
By Lodi



**ZAPPEZ
LA ROUTINE**

Scrollez vers l'excellence.

@lodjmaroc



L'IRAN NE PERD PAS LA GUERRE. IL LA TRANSFORME.

Experts invités

Ras Tanura, arrêt de la production du GNL au Qatar, Hormuz, les monarchies du Golfe, Washington fracturée, l'Europe hésitante : Téhéran exécute une partition stratégique que ses adversaires n'avaient pas anticipée.

Il y a une image qui résume tout. Le 2 mars 2026, à J+3 d'une offensive américano-israélienne présentée comme la fin du régime iranien, des drones du Corps des Gardiens de la Révolution islamique frappent simultanément la raffinerie de Ras Tanura — 550 000 barils par jour, le cœur battant d'Aramco — et les complexes industriels de Ras Laffan et Mesaieed au Qatar, forçant QatarEnergy, premier exportateur mondial de GNL, à suspendre toute production.

Pendant ce temps, le détroit d'Ormuz est partiellement fermé, un pétrolier gît au fond du Golfe Persique, et le brut dépasse 80 dollars le baril.

En une seule après-midi : la principale raffinerie saoudienne à l'arrêt, 20% des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié suspendues, le principal couloir maritime des hydrocarbures paralysé. Téhéran est en ruines ? Peut-être. Mais l'économie mondiale tremble.

Un État au bord de l'effondrement militaire ne se comporte pas ainsi. Ou alors, il faut accepter que cet effondrement soit lui-même un calcul.

La thèse : une stratégie de rupture par le chaos

Partons d'un postulat que les analystes occidentaux refusent d'admettre : les dirigeants iraniens sont des stratèges rationnels. Ils ne cherchent pas une victoire sur le champ de bataille — ils savent depuis le premier jour qu'elle est impossible.

Ils cherchent une modification durable de l'architecture de sécurité régionale : briser le système d'alliances américain au Moyen-Orient en transformant les alliés de Washington en otages géographiques. Ce n'est pas de l'improvisation.

C'est de la « compellence » — contrainte coercitive — au sens de Thomas Schelling dans *Arms and Influence* (1966) : forcer l'adversaire à changer de comportement par la menace d'une escalade progressive et crédible



Par
Hicham EL AADNANI.

Premier levier : rendre le prix de l'alliance américaine insupportable

Depuis le premier jour, l'Iran a envoyé un message limpide aux monarchies du Golfe : héberger des bases américaines, c'est devenir une cible. Ce message avait d'ailleurs été transmis en amont — l'INSS documente que l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Koweït avaient informé Téhéran dès avril 2025 qu'ils n'autoriseraient pas Washington à utiliser leurs bases contre l'Iran.

Preuve que la stratégie d'intimidation iranienne fonctionnait déjà avant l'ouverture des hostilités. En frappant Ras Tanura de façon calibrée — des dégâts réels mais non définitifs, un incendie maîtrisé, deux drones interceptés sur cinq — Téhéran délivre un avertissement existentiel à Riyad : la prochaine frappe peut être sans retour. Dubaï ne peut pas se battre.

C'est un État-hub, pas un État-guerrier : Emirates Airlines, le DIFC, les capitaux de milliers de milliardaires réfugiés — tout cela exige la paix comme condition d'existence.

L'Arabie Saoudite, de son côté, a tout misé sur Vision 2030, NEOM et la Coupe du Monde 2034 — un agenda de croissance qui exige la paix comme condition d'existence. Ces États sont structurellement incapables de soutenir une guerre prolongée.

Leur seul horizon rationnel est la neutralité contrainte, puis l'apaisement. C'est exactement ce que Téhéran veut.

Deuxième levier : l'arme énergétique comme bombe géopolitique

En fermant partiellement le détroit d'Hormuz et en frappant Ras Tanura simultanément, l'Iran n'attaque pas seulement l'Arabie Saoudite.

Il envoie une facture à l'Europe, à l'Asie, aux marchés financiers mondiaux. Vingt-et-un pour cent du pétrole mondial transite par Ormuz. Le brut à 80 dollars est un premier avertissement.

Goldman Sachs chiffre déjà la prime de risque actuelle à 18 dollars par baril. Citigroup a relevé ses prévisions à 85-90 dollars pour la semaine en cours, avec 120 dollars si les infrastructures régionales continuent d'être frappées.

Dans le scénario de fermeture totale et durable du détroit — que Goldman Sachs et JPMorgan qualifient de « doomsday scenario » — les deux banques projettent un baril entre 150 et 200 dollars, un niveau qui ferait basculer les grandes économies dans la stagflation.

À ce seuil, ce ne sont plus les marchés financiers qui paniquent — c'est l'économie réelle mondiale qui s'arrête. La récession en Europe. La déstabilisation des pays émergents importateurs nets — dont la majorité de l'Afrique.

Une crise alimentaire globale par effet de cascade sur les coûts de transport et d'engrais. L'Iran n'a pas besoin d'une bombe nucléaire pour faire trembler le monde. Il a Hormuz. Le tableau est devenu encore plus saisissant quelques heures plus tard.

QatarEnergy — premier exportateur mondial de GNL — a annoncé la suspension totale de toute production de gaz naturel liquéfié après que des drones iraniens ont frappé les complexes industriels de Ras Laffan et Mesaieed. Le Qatar assure à lui seul 20% des exportations mondiales de GNL.

Pour l'Europe, qui dépend du gaz qatari depuis la rupture avec Moscou en 2022, c'est un deuxième choc énergétique simultané.

C'est le paradoxe que les chancelleries occidentales peinent encore à formuler : l'État présenté comme en ruines depuis 72 heures vient de frapper en une après-midi trois des nœuds énergétiques les plus critiques de la planète.

Ce n'est pas la signature du chaos. C'est celle d'une doctrine.

C'est la grande leçon de l'histoire des conflits asymétriques : un acteur régional ne peut pas battre militairement une superpuissance, mais il peut internationaliser le coût de la confrontation jusqu'à rendre celle-ci politiquement intenable.

L'Iran n'a pas besoin de gagner. Il a besoin que le monde exige la paix.

Troisième levier : Washington se fracture de l'intérieur

Il y a une guerre au Moyen-Orient. Et il y en a une autre à Washington.

Le 1er mars 2026, lors de briefings confidentiels au Congrès d'une durée de plus de 90 minutes, des responsables du Pentagone ont déclaré explicitement qu'il n'existait aucune information de renseignement indiquant que l'Iran préparait une attaque en premier contre les forces américaines — contredisant directement la justification officielle de l'Opération Epic Fury présentée par Trump comme une action préventive face à une menace imminente.

Reuters a confirmé l'information. Politico a commenté : " Les efforts déployés par l'administration Trump pour justifier la guerre après les premiers coups de feu ont peu d'équivalents dans l'histoire.

" Ce n'est pas un détail. C'est une « guerre de choix » — le terme utilisé par les démocrates — désormais factuellement validée par l'appareil militaire lui-même. Et les démocraties ne tiennent pas longtemps les guerres de choix. Le sondage Reuters/Ipsos du 1er mars est impitoyable :



27% des Américains adultes soutiennent les frappes.

Pour contextualiser, même la guerre en Irak de 2003 — aujourd'hui perçue comme une catastrophe stratégique — avait enregistré 72% de soutien lors des premières frappes. Ici, les deux tiers de l'Amérique sont contre la guerre ou indifférents dès J+1.

Et détail décisif : 42% des républicains eux-mêmes déclarent qu'ils deviendraient moins enclins à soutenir l'opération si des soldats américains sont tués — or trois soldats US sont déjà morts, des avions de combat ont été abattus. Téhéran n'a pas besoin de vaincre militairement Washington.

Il lui suffit de tenir suffisamment longtemps pour que l'opinion américaine contraigne Trump à une sortie politique.

L'Histoire lui a fourni le mode d'emploi : Vietnam, Irak, Afghanistan. Le calendrier joue pour lui.

Quatrième levier : le vide de puissance comme horizon stratégique

Un Iran militairement diminué reste une puissance démographique et géographique centrale au Moyen-Orient. Sa masse géographique, ses 90 millions d'habitants, et surtout ses réseaux de proxys — Hezbollah résiduel au Liban, Houthis au Yémen, milices irakiennes — constituent une infrastructure qui survit à l'attrition militaire directe.

Dans un environnement régional fragmenté post-conflit, même un Iran affaibli peut dominer ses voisins épuisés.

C'est précisément la thèse de l'Institut Clingendael : la stratégie de forward defense par les proxys est « un pilier structurel » de la doctrine iranienne — une assurance-vie que les frappes américaines ne peuvent pas détruire intégralement.

L'entrée de l'Europe : élargissement ou bourbier ?

Le 1er mars 2026, les dirigeants de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni ont publié une déclaration commune d'une gravité inédite, se disant prêts à prendre des « actions défensives nécessaires et proportionnées pour détruire à la source les capacités iraniennes de tir de missiles et de drones ».

Londres illustre à elle seule la mécanique de la contrainte coercitive iranienne. Pendant dix jours, Keir Starmer avait refusé à Trump l'accès à Diego Garcia et à RAF Fairford, craignant une violation du droit international — une friction inédite entre les deux pays selon Trump lui-même, qui a déclaré se sentir « très déçu » du délai.

Le 1er mars au soir, sous la pression des 200 000 ressortissants britanniques dans la région et après que des drones iraniens eurent touché la base d'Akrotiri en Chypre, Starmer a capitulé — en autorisant un usage « strictement défensif et limité » des bases. Ce n'est pas un alignement.

C'est une reddition contrainte, habillée en solidarité d'alliance.

Paris a rehaussé sa posture défensive après qu'une base française aux Émirats a été touchée par un drone iranien. Berlin, elle, n'assume même pas cette reddition — elle l'habille en ambiguïté stratégique : Merz co-signe la déclaration E3, soutient les objectifs américano-israéliens, mais refuse de valider la légalité des frappes et s'envole ce mardi pour Washington sans mandat clair de son opinion publique, dont 61% s'oppose au conflit.



رمضان كريم
By Ladj

LÂCHEZ

la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN

@lodjmaroc



Mais sur le plan stratégique, cette implication européenne nourrit exactement le récit que Téhéran construit depuis le premier jour :

L'Iran contre l'Occident collectif. Chaque drapeau européen qui se déploie dans le théâtre transforme une opération américano-israélienne en croisade occidentale perçue à Moscou, Pékin, dans le monde arabe et en Afrique.

C'est un don narratif pour Téhéran.

Ni la France, ni le Royaume-Uni, ni l'Allemagne ne peuvent s'engager militairement de façon substantielle sans fracturer leurs opinions publiques intérieures, déjà éprouvées par les crises économiques, le choc énergétique et les guerres précédentes.

Keir Starmer, en autorisant l'usage des bases britanniques tout en insistant sur le caractère « strictement défensif » de l'engagement, a lui-même évoqué le spectre irakien — signe que même Londres entre dans ce conflit en regardant dans le rétroviseur.

Ce glissement de l'E3 vers le conflit se fera donc au compte-gouttes, sous contrainte, sans jamais atteindre la masse critique nécessaire pour changer l'issue militaire. Ce que l'implication européenne change véritablement, c'est la durée du conflit.

Elle donne à Washington une couverture politique pour prolonger l'engagement, ce qui — paradoxalement — sert l'objectif iranien d'épuisement.

Plus la guerre dure, plus les 27% d'Américains favorables s'effritent, plus les prix de l'énergie pèsent sur les économies européennes, plus les monarchies du Golfe calculent le prix réel de leur alignement occidental.

Le nouveau Moyen-Orient se dessine dans le chaos

Quel que soit le résultat militaire des prochaines semaines, la région post-2026 ne ressemblera plus à celle d'avant.

Un Iran militairement diminué peut demeurer un vainqueur stratégique si les monarchies du Golfe pivotent vers la neutralité contrainte — achetant ainsi leur paix relative avec Téhéran.

Un Israël sans profondeur stratégique régionale.

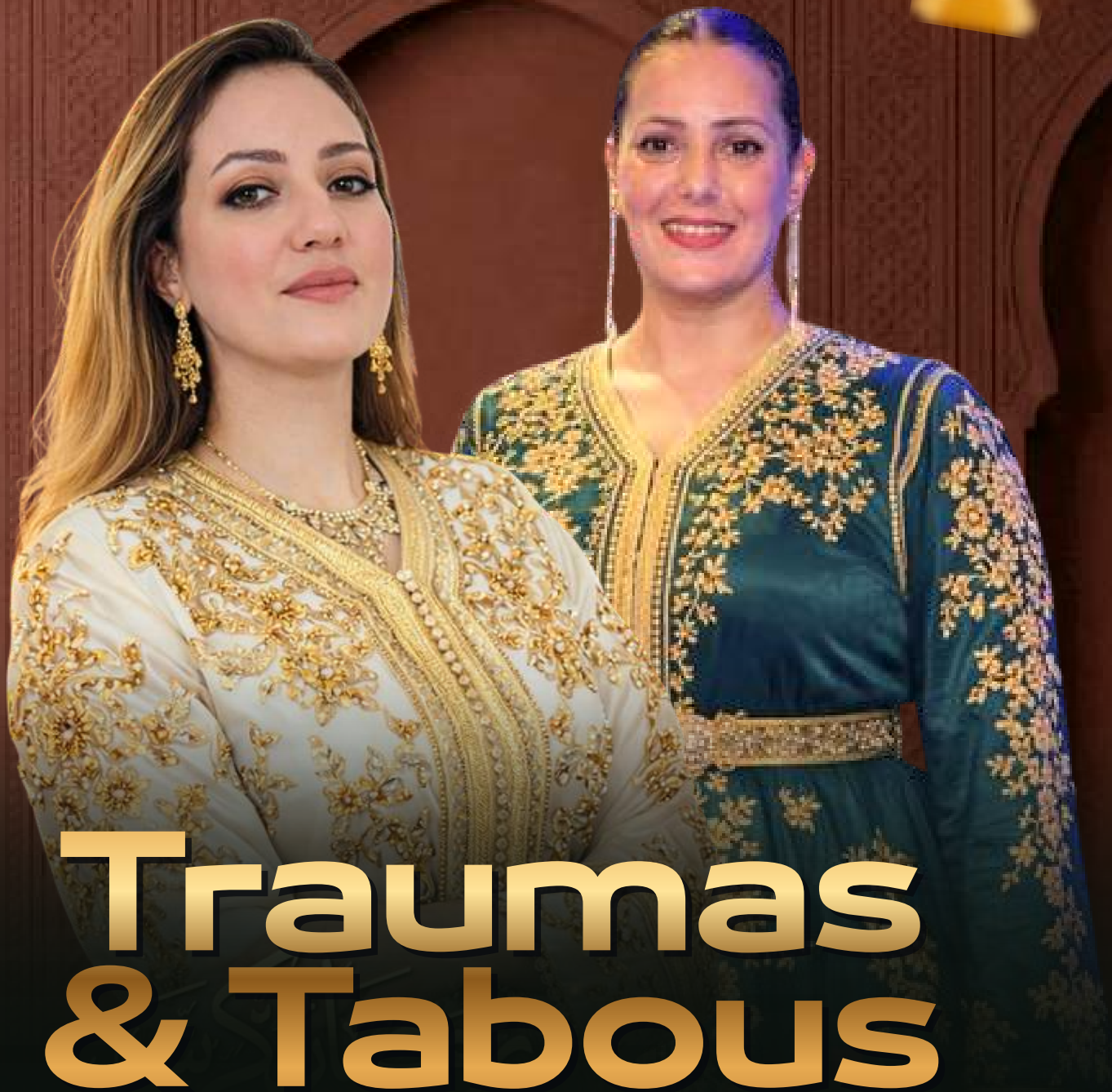
Un ordre américain au Moyen-Orient structurellement fragilisé par la lassitude domestique et la fracture institutionnelle entre la Maison-Blanche et son propre Pentagone.

Et une fenêtre ouverte pour de nouveaux équilibres — sino-golfe, russo-iranien résiduel, intra-arabe — que la région n'avait pas connus depuis Sykes-Picot. Téhéran joue une partition vieille de quarante ans : la survie par le chaos, la victoire par l'épuisement.

Tactiquement, le régime iranien brûle. Stratégiquement, il a réussi à transformer le Moyen-Orient en une question que personne — ni Washington, ni Riyad, ni Bruxelles — ne sait plus comment refermer. C'est peut-être cela, la définition d'une victoire iranienne.



رمضان كريم
By Lody



Traumas & Tabous

Parler vrai pour guérir mieux.

Ici, on ouvre les dossiers que les autres ferment

@lodjmaroc



LA VICTOIRE DES « MARTYRS » : ANATOMIE D'UNE DÉFAITE STRATÉGIQUE AMÉRICANO-ISRAÉLIENNE EN IRAN

Quartier libre

Il y a sept jours, l'armada américaine et l'aviation israélienne déchaînaient leur foudre sur Téhéran. L'objectif, clair et assumé : décapiter le régime, éliminer le Guide suprême, et provoquer l'effondrement rapide de la République islamique. Aujourd'hui, au sixième jour d'une guerre qui devait être une « promenade de santé » technologique, le bilan provisoire dessine une tout autre réalité.

Trois F-15E abattus au Koweït, plus de 500 victimes côté iranien mais aussi six soldats américains tués, des bases alliées dans le Golfe pilonnées, et un détroit d'Ormuz paralysé où 20 000 navires marchands restent prisonniers. Mais le plus grand choc pour Washington et Tel-Aviv n'est ni militaire, ni économique. C'est un choc politique, existentiel même.

La mort d'Ali Khamenei, présentée par les stratèges du Pentagone comme le coup de grâce porté à la « tête du serpent », se révèle être un boomerang historique. Selon des sources concordantes au sein des services de renseignements régionaux, le Guide suprême n'a pas été la victime involontaire d'une frappe de précision. Il a choisi de tomber en martyr.

Cette information, qui commence à filtrer des cercles iraniens proches du pouvoir, change radicalement la donne. Khamenei, âgé et malade, aurait, avec ses plus proches disciples, organisé sa propre « chute » en héros. Avant de mourir, il a eu le temps de régler la succession, de verrouiller les allégeances, et de mettre en place une structure de commandement décentralisée, conçue pour survivre à sa disparition et pour poursuivre le combat quoi qu'il arrive. L'axe de la résistance n'est pas décapité ; il est, au contraire, cimenté par le sang de son chef.

Dans ce contexte, la question qui hante désormais les états-majors occidentaux n'est plus « comment vaincre l'Iran ? », mais « comment l'Iran est-il en train de nous vaincre par l'épuisement et la transformation de notre 'victoire' en piège ? ». Examinons les scénarios de cette défaite stratégique annoncée.

1- Le Martyre comme Arme de Destruction Massive

La mort de Khamenei, dans les conditions que l'on connaît, a été immédiatement filtrée par le prisme culturel et religieux le plus puissant du chiisme : le récit de Kerbala.



Par
**Abderrahmane
Karmane.**

Comme l'analyse le professeur Brahma Chellaney, stratège reconnu des affaires asiatiques, « dans la culture politique chiite, le meurtre d'un guide suprême par des forces étrangères est immédiatement filtré à travers le récit de « l'Achoura : le martyr de l'imam Hussein à Kerbala ».

Ce qui devait être une « décapitation du leadership » par Washington est ainsi « remanié comme un sacrifice sacré ».

La déclaration de quarante jours de deuil national par Téhéran, l'utilisation du terme « shahadat » pour qualifier la mort du Guide, tout concourt à transformer le choc en énergie politique. Le régime invoque désormais le principe de « mazloumiat », la vertu d'être l'opprimé.

Les conséquences pour la stratégie américaine sont dévastatrices. Le renseignement occidental tablait sur un effondrement psychologique des lignes arrière iraniennes. C'est l'inverse qui se produit. « Le sang du martyr exige justice », et toute velléité de dissidence peut désormais être présentée comme une trahison, un alignement sur les assassins du Guide.

Loin d'affaiblir le système, l'assassinat pousse l'Iran vers une théocratie plus militarisée, plus soudée, et idéologiquement surarmée.

2- Le Syndrome du « Régime Invisible » : La Succession Organisée

L'erreur fondamentale des planificateurs du Pentagone a été de projeter sur l'Iran leur propre conception du pouvoir : une structure pyramidale dont le sommet, une fois tranché, entraîne l'effondrement de l'ensemble.

Or, Téhéran avait anticipé cette hypothèse. Depuis l'accident d'hélicoptère ayant coûté la vie au président Raïssi en mai 2024, le régime avait accéléré la préparation de sa propre survie.

Avant sa mort, Khamenei avait non seulement désigné un successeur – très probablement son fils Mojtaba, connu pour ses liens étroits avec les Gardiens de la Révolution – mais il avait surtout organisé la transition autour d'un conseil de direction collective.

Des figures comme Alireza Arafî (membre du conseil de transition) ou d'autres hauts dignitaires issus du cercle des fidèles du Guide ont pris les rênes d'un système désormais conçu pour fonctionner sans son chef historique.

Plus important encore, la structure de commandement militaire a été délibérément décentralisée. Les Gardiens de la Révolution, devenus l'épine dorsale du régime, opèrent désormais en cellules autonomes mais coordonnées.

Chaque commandant régional sait ce qu'il doit faire sans attendre d'ordres venus d'un centre qui pourrait être neutralisé.

Le régime a survécu à son chef parce que son chef avait organisé sa propre disparition comme un acte de renforcement du système.

3- L'Engrenage des Proxy : La Régionalisation Systématique du Conflit

Le sixième jour de guerre confirme une réalité que les stratèges israéliens redoutaient : l'Iran n'est pas seul. La « défense vers l'avant » théorisée par les Gardiens de la Révolution est devenue une réalité opérationnelle.

Au Yémen, les Houthis, qui avaient prouvé leur capacité à frapper des navires en mer Rouge lors de l'opération Prosperity Guardian en 2024-2025, ont intensifié leurs attaques.

Le détroit de Bab el-Mandeb est désormais une zone de guerre ouverte, complétant le blocus asymétrique d'Ormuz. Au Liban, le Hezbollah, après avoir observé une retenue calculée, a franchi le seuil rouge que constituait la mort du Guide.

Ses tirs de roquettes et de missiles à guidage de précision contre le nord d'Israël et ses infrastructures critiques (ports, centrales électriques) contraignent Tsahal à une guerre sur deux fronts, saturant ses défenses et épuisant ses réserves d'intercepteurs.

Dans le Golfe, les frappes iraniennes ont délibérément visé des États jusqu'alors considérés comme des sanctuaires. Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, et même Oman – pays médiateur – ont été touchés.

L'objectif de Téhéran est clair : faire payer à tous les voisins leur soutien, même implicite, à l'opération américaine, et les contraindre à faire pression sur Washington pour un cessez-le-feu.

Le Conseil de coopération du Golfe, réuni en urgence, a condamné ces attaques, mais les déclarations ne suffisent pas à protéger les infrastructures pétrolières ni à rassurer des populations et des investisseurs qui fuient la région.

L'unité fragile des monarchies sunnites derrière le parapluie américain se fissure.

4- L'Économie de Guerre : L'Étranglement par l'Asymétrie

Le champ de bataille économique est peut-être celui où la « défaite » américaine se dessine le plus clairement. Le coût astronomique de l'opération pour Washington – estimé à environ un milliard de dollars par jour, incluant les 13 millions quotidiens pour chaque porte-avions et les missiles Tomahawk à 2 millions l'unité – contraste avec la guerre d'usure à bas coût menée par Téhéran.

Le blocus asymétrique d'Ormuz : L'Iran n'a pas eu besoin de « fermer » physiquement le détroit. Il lui a suffi de mener quelques attaques ciblées, de miner certaines eaux, et de laisser les primes d'assurance maritime s'envoler.

Résultat : 20 000 navires sont à l'arrêt ou en attente, et environ 20 à 25 % de la consommation mondiale de pétrole sont suspendus. Le baril de Brent, qui évoluait autour de 75 dollars avant le conflit, flirte désormais avec les 120 dollars et menace de franchir le seuil des 150 dollars si la situation se prolonge.



Pour les États-Unis, pourtant devenus exportateurs nets de pétrole, la hausse des prix est une bombe à retardement politique. Elle nourrit l'inflation, augmente le coût de la vie, et plonge l'économie dans ce que les experts redoutent le plus : la stagflation.

À huit mois des élections de mi-mandat, le scénario est cauchemardesque pour la Maison Blanche. La dédollarisation accélérée : Plus profondément, la guerre agit comme un accélérateur de la dédollarisation.

La Chine, premier acheteur de pétrole iranien, continue ses achats via des circuits contournant le dollar et le système SWIFT. Les paiements en yuan, les échanges bilatéraux en monnaies locales, se multiplient.

L'hégémonie monétaire américaine, déjà fragilisée, subit un choc systémique dont elle ne se remettra peut-être pas.

5- Les Scénarios de la Défaite Stratégique Américano-Israélienne

Comment se matérialiserait concrètement la défaite d'une coalition aussi puissante que celle menée par les États-Unis et Israël ?

Elle n'emprunterait pas les chemins classiques de la capitulation militaire. Elle serait progressive, multiforme, et d'autant plus déstabilisatrice.

Scénario 1 : L'Enlisement et le Retrait Négocié
Dans ce scénario, le plus probable à courte échéance, Washington réaliserait que l'objectif de changement de régime est hors de portée. Les frappes aériennes, aussi massives soient-elles, ne pourraient pas détruire la volonté de combat d'un régime soudé par le martyre de son chef et appuyé sur des proxies régionaux déterminés.

Donald Trump, dont l'instinct politique a toujours privilégié les "victoires" rapides et télégraphiques aux guerres d'usure, commencerait à chercher une porte de sortie. Après avoir perdu des soldats américains et vu ses alliés du Golfe subir des dégâts significatifs, il activerait ses canaux de communication.

Une négociation s'engagerait, probablement via Oman ou la Suisse. Les termes d'un tel accord seraient humiliants pour Washington, mais présentés en interne comme une "stabilisation" : cessez-le-feu immédiat, gel des frappes en échange d'un arrêt des tirs de missiles iraniens sur les bases américaines, et surtout, engagement américain à ne pas poursuivre l'objectif de renversement du régime.

Concession implicite : l'Iran, dirigé par un nouveau Guide issu de la lignée Khamenei, conserverait son système et, surtout, son programme de missiles, seule garantie de sa survie future.

Pour Israël, ce serait une double défaite : non seulement le régime iranien ne serait pas tombé, mais il sortirait de l'épreuve renforcé militairement (son programme nucléaire, bien que retardé, resterait actif) et politiquement (il aurait tenu tête à la coalition et obtenu un retrait américain). La crédibilité de la dissuasion israélienne en prendrait un coup sévère.

Scénario 2 : La Poursuite de l'Enlisement et la Fracture de la Coalition Si Trump, poussé par son aile dure et par Netanyahu, refusait la négociation et poursuivait les frappes, le scénario de l'enlisement prolongé se profilerait.

Les stocks de munitions de précision américains s'épuiseraient, l'industrie de défense ne pourrait pas suivre le rythme, et les alliés européens, déjà réticents, commenceraient à prendre leurs distances. Sur le terrain, la guerre s'étendrait.

Le Hezbollah multiplierait les tirs, les Houthis intensifieraient leurs attaques en mer Rouge, et les milices irakiennes harcèleraient les bases américaines. Le Golfe, cœur économique du monde arabe, deviendrait une zone de guerre permanente.

Les mégaprojets saoudiens et émiratis (NEOM, Dubaï Expo City) se videraient de leurs investisseurs. Le tourisme s'effondrerait. À ce stade, la pression des alliés régionaux sur Washington deviendrait insoutenable.



Riyad et Abou Dabi, voyant leurs intérêts vitaux sacrifiés sur l'autel de la stratégie israélienne, activeraient leur rapprochement avec la Chine. Des contrats pétroliers en yuan seraient signés.

L'alliance américaine dans le Golfe, pilier de la stratégie moyen-orientale des États-Unis depuis 1991, se déliterait. La défaite serait alors autant diplomatique que stratégique.

Scénario 3 : L'Implosion Interne Retardée mais l'Affaiblissement Durable de l'Iran ? Un dernier scénario, évoqué par certains analystes israéliens, envisagerait un régime iranien maintenu mais stratégiquement "cassé" : privé de sa marine, de ses capacités de projection, et contraint à une soumission de fait aux volontés américaines.

Ce scénario supposerait que la frappe initiale ait réussi à dégrader suffisamment l'outil militaire iranien pour le neutraliser pour des années. Mais même dans cette hypothèse, la "victoire" américaine n'en serait pas une.

Le régime, même affaibli, conserverait sa légitimité intérieure forgée dans le martyre de Khamenei. Il conserverait ses proxies. Et surtout, il garderait une capacité de nuisance asymétrique.

Un Iran "faible" mais revanchard, doté d'une capacité nucléaire latente, serait peut-être plus dangereux qu'un Iran "fort" mais gérable.

6- La Réaction en Chaîne Globale Au-delà du théâtre moyen-oriental, les répercussions de ce conflit redessinent la carte du monde. La Chine, grand bénéficiaire :

Pékin observe avec satisfaction l'enlisement de son principal rival stratégique dans un nouveau borborygme moyen-oriental.

Ses approvisionnements pétroliers, bien que perturbés, sont sécurisés par des accords bilatéraux avec Téhéran.

Elle apparaît sur la scène diplomatique comme la puissance responsable appelant à la désescalade, tandis que Washington s'enfonce.

Le pivot américain vers l'Asie, censé contenir la Chine, est définitivement mort : l'US Navy est clouée au Moyen-Orient pour des années. L'Europe, spectateur impuissant : L'Union européenne, consultée après coup, tente de jouer les médiateurs mais reste marginalisée.

La crise énergétique la frappe de plein fouet, ravivant les tensions internes et les débats sur la dépendance aux importations. Le Sud global, en recomposition :

Pour les pays du BRICS+ et une grande partie du Sud global, ce conflit confirme une intuition : l'unipolarité américaine est révolue.

Un État « moyen » comme l'Iran peut tenir tête à la superpuissance et lui infliger une défaite stratégique. La crédibilité de la garantie de sécurité américaine s'effondre, poussant de nombreux pays à diversifier leurs alliances et à chercher des protections alternatives.

Le Chant du Cygne de l'Hégémonie

Ce qui se joue dans le Golfe, en ce sixième jour de guerre, dépasse très largement le sort de la République islamique d'Iran.

Il s'agit ni plus ni moins que du test ultime de la capacité de la puissance militaire occidentale à imposer sa volonté par la force dans un monde devenu multipolaire, asymétrique, et idéologiquement fragmenté.

La mort choisie de Khamenei, cet acte de « martyr souverain », aura réussi là où des décennies de sanctions et d'isolement avaient échoué : unir le peuple iranien derrière son régime, décrédibiliser l'intervention américaine, et jeter les bases d'une guerre d'usure que les États-Unis, avec leur opinion publique lassée des guerres éternelles et leur économie fragilisée, ne peuvent soutenir.

La défaite américano-israélienne, si elle se confirme, ne sera pas une défaite sur le terrain, au sens classique du terme.

Ce sera une défaite stratégique : celle d'une puissance qui a perdu la guerre des récits, qui a vu ses alliances se fissurer, qui a épuisé ses munitions et sa crédibilité sans parvenir à ses fins.

L'Iran, lui, n'aura pas « gagné » la guerre au sens militaire. Il aura simplement survécu. Mais dans l'arène impitoyable des relations internationales, survivre à une attaque existentielle de la première puissance mondiale est la forme la plus éclatante de la victoire.

Une question demeure, lancinante, pour les stratèges de Washington et de Tel-Aviv : si la décapitation du régime, présentée comme l'option la plus rapide et la moins coûteuse, aboutit à un tel fiasco, quelle option reste-t-il ?

La réponse, pour l'instant, se perd dans le bruit des frappes et le silence des diplomates.



LA FRACTURE SUNNITE-CHIIITE : MÊME DIEU , MÊME CORAN , MÊME PROPHÈTE, MÊME PRIÈRES... MAIS !

Le monde musulman compte aujourd'hui environ 1,9 milliard de fidèles. À l'intérieur de cet ensemble, deux grandes traditions structurent la majorité des pratiques et des références théologiques : les sunnites et les chiïtes.

Sunnites V/S Chiïtes. Autrement dit : la première fracture est une question de légitimité politique.

Les sunnites représentent environ 85 à 90 % des musulmans, soit près de 1,6 à 1,7 milliard de personnes. Les chiïtes constituent quant à eux 10 à 15 %, soit environ 180 à 250 millions de fidèles. Cette répartition varie selon les régions : l'Iran, l'Irak, l'Azerbaïdjan ou encore Bahreïn sont majoritairement chiïtes, tandis que la grande majorité du monde musulman – du Maroc à l'Indonésie – est sunnite.

Et pourtant, au cœur de ces deux traditions, les fondements religieux restent largement communs : même Dieu (Allah), même Prophète (Muhammad), même Coran, mêmes piliers de l'islam. Alors pourquoi cette division qui traverse l'histoire depuis plus de treize siècles ?

À l'origine, la fracture n'est pas théologique mais politique et successorale. À la mort du prophète Muhammad en 632, une question surgit immédiatement : qui doit diriger la communauté musulmane ?

Une majorité estime que le chef doit être choisi parmi les compagnons compétents du Prophète. Ils soutiennent Abu Bakr, proche compagnon de Muhammad. Ce courant deviendra plus tard le sunnisme, du mot sunna, qui renvoie à la tradition du Prophète.

Un autre groupe considère que la direction de la communauté devait revenir à Ali ibn Abi Talib, cousin et gendre du Prophète. Pour eux, la légitimité est familiale et spirituelle. Ce courant deviendra le chiïsme, issu de l'expression shi'at Ali, « le parti d'Ali ». Avec le temps, cette divergence politique va produire des différences doctrinales.

Dans le sunnisme, l'autorité religieuse est plus diffuse. Il n'existe pas de clergé centralisé. L'interprétation de la religion repose sur les savants (oulémas), les écoles juridiques et la tradition collective.



Par
La rédaction

Dans le chiïsme, en revanche, la notion d'imam prend une dimension centrale. Les chiïtes considèrent que certains descendants d'Ali possèdent une autorité spirituelle particulière, inspirée et légitime. Dans le chiïsme duodécimain – le plus répandu – on reconnaît douze imams. Le douzième imam, selon la tradition, est entré en occultation au IX^e siècle et doit revenir à la fin des temps. Cette idée du Mahdi attendu structure une part importante de la pensée chiïte.

Dans la pratique religieuse quotidienne, les différences existent mais restent souvent modestes :

Les deux prient cinq fois par jour, mais les chiïtes regroupent parfois certaines prières.

Les chiïtes commémorent avec une intensité particulière l'Achoura, qui rappelle le martyr de Hussein, petit-fils du Prophète, tué à Karbala en 680. Certaines écoles juridiques diffèrent sur des détails de pratique.

Mais le socle reste le même : Coran, profession de foi, prière, jeûne du Ramadan, pèlerinage à La Mecque.....

Aujourd'hui, la fracture sunnite-chiïte est souvent perçue à travers la géopolitique. L'opposition entre l'Arabie saoudite (sunnite) et l'Iran (chiïte), ou les tensions en Irak, au Liban ou au Yémen, donnent l'impression d'un conflit religieux permanent.

Pendant des siècles, sunnites et chiïtes ont vécu ensemble dans les mêmes villes, les mêmes empires et les mêmes familles. Les grandes civilisations musulmanes – abbasside, ottomane ou safavide – ont souvent été traversées par ces deux traditions.

La division devient explosive surtout lorsque la religion sert de drapeau à des rivalités de pouvoir.

Vu à distance, la séparation entre sunnites et chiites ressemble presque à un paradoxe historique : même texte fondateur, même prophète, même prière... mais deux récits de légitimité.

Les historiens aiment rappeler que cette division est née moins d'une querelle théologique que d'une crise politique du VII^e siècle. Treize siècles plus tard, cette question continue d'imprégner la géographie du monde musulman.

La vraie interrogation n'est peut-être donc pas théologique, mais historique : comment une divergence sur la succession d'un leader au VII^e siècle a-t-elle pu façonner l'équilibre politique et religieux d'un milliard et demi de croyants jusqu'au XXI^e siècle ?

Une question qui montre que, dans l'histoire des religions comme dans celle des nations, les fractures originelles ont souvent une mémoire étonnamment longue.

Il existe en effet, dans certaines franges du chiisme, une croyance singulière qui intrigue souvent les historiens des religions.

Dans le chiisme duodécimain, majoritaire en Iran et en Irak, la tradition affirme que le douzième imam, Muhammad al-Mahdi, est entré en occultation au IX^e siècle. Selon cette doctrine, il n'est pas mort : il est simplement caché aux yeux du monde et réapparaîtra à la fin des temps pour rétablir la justice et l'ordre divin.

La très grande majorité des autorités religieuses chiites reconnaît pleinement le Coran actuel comme intact et authentique, exactement comme les sunnites. Sur ce point, le consensus est large dans l'islam contemporain.

Mais l'histoire religieuse n'est jamais totalement homogène. Dans certaines lectures très littéralistes ou ultra-minoritaire, une idée a circulé au fil des siècles : celle selon laquelle le message divin aurait été partiellement altéré ou incomplet, et que la pleine vérité du message de Dieu ne serait révélée qu'au moment du retour du Mahdi.

Cette hypothèse s'appuie sur une croyance eschatologique : le Mahdi ne viendrait pas seulement restaurer la justice politique, il viendrait aussi révéler la compréhension parfaite du message divin, débarrassée des interprétations humaines accumulées au fil de l'histoire.

Il faut toutefois insister sur un point essentiel : cette position n'est pas celle de l'orthodoxie chiite dominante. Les grands centres théologiques de Nadjaf, Qom ou Karbala considèrent que le Coran transmis depuis le VII^e siècle est le texte complet de la révélation.

La divergence porte donc moins sur le texte lui-même que sur son interprétation ultime, qui, selon la théologie duodécimaine, ne pourra être parfaitement éclairée qu'au retour de l'imam caché.

Et c'est là que l'histoire des religions devient fascinante. Dans presque toutes les grandes traditions spirituelles apparaît cette idée d'un retour final d'une figure salvatrice : le Mahdi dans l'islam (Chiite), le Messie dans le judaïsme, le retour du Christ dans le christianisme.

Comme si les civilisations gardaient toujours au fond d'elles une conviction intime : l'histoire n'est peut-être pas encore terminée.



LA CHUTE DU MUR DE BERLIN A ENGENDRÉ UNE PÉRIODE D'ESPOIRS DANS LE MONDE ENTIER.

Même le dernier conflit de civilisation, celui du Moyen-Orient, semblait trouver une issue paisible avec les accords d'Oslo.

Ces accords ont été signés, en 1993, sur le perron de la Maison Blanche par les protagonistes, Issac Rabin, un des plus grands généraux de l'histoire d'Israël et, par celui qui a fait de la Palestine une cause, Yasser Arafat.

Plus de trente ans plus tard on assiste à un scénario encore plus dramatique et meurtrier que celui d'avant 1993.

Les rapports de force ont changé et se présentent comme suit:

1. Le Monde occidental est fissuré, en quasi guerre fratricide entre l'Europe et les USA. De cette fissure les USA imposent leur tempo.

Ils ont, avec Israël, un allié inspirant pour ne pas dire un allié qui décide du chemin. Un allié dirigé par le gouvernement le plus extrémiste de l'histoire israélienne.

2. La Chine, en plein essor économique et technologique, reste très prudente et ne s'implique jamais officiellement sur le plan militaire.

3. La Russie deuxième puissance militaire du monde bute depuis 4 ans sur l'Ukraine, c'est dire son inefficacité. Le Monde arabe et surtout l'Iran et ses milices multiplient les actes de résistances et les échecs.



Par
**Bargach
Larbi.**

Sans allié crédible et actif, ce "Monde" est en manque de stratégie efficace. Il se proclame puissance mais n'exerce vraiment sa puissance qu'en interne et vend ses quelques coups d'éclats comme des victoires décisives. Il a ses laudateurs mais de ses échecs, il ne sait pas tirer les bons enseignements.

Il se limite à proclamer les bonnes accusations. Il faut les deux et il faut aussi choisir entre la Guerre, on ne fait pas la guerre si on n'est pas sûr de la gagner, et la Paix.

Une paix pragmatique qui se distingue à la fois de la reddition, on ne bâtit pas sur l'humiliation, et de celle qui consiste à obtenir par la paix ce qu'on a perdu par la guerre.

Une vraie paix qui assure la sécurité des plus faibles et qui leur donne des raisons de la défendre. Un scénario qui n'a malheureusement pas encore rencontré son casting et encore moins son public.



رمضان كريم
By Ladj

LÂCHEZ

la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN

@lodjmaroc



QUAND LES ARMATEURS INTERNATIONAUX DÉSERTEMENT

Ce que la guerre au Moyen-Orient enseigne au Maroc sur la nécessité d'une flotte stratégique.

Suite à l'enclenchement de la guerre au Moyen-Orient et à la fermeture par l'Iran du détroit d'Ormuz, le secteur du transport maritime n'a pas été épargné par ce réveil brutal.

En effet, les armateurs ont subi la suspension de leurs assurances contre les risques de guerre, et se sont vus interdire le passage de ce détroit stratégique par lequel transitent 20% du pétrole mondial, 25% du gaz naturel liquéfié et jusqu'à 33% des engrais mondiaux.

Mesurant à peine 50 km, ce couloir stratégique constitue pour l'Irak, le Koweït, le Qatar et le Bahreïn, leur seul et unique débouché maritime vers l'Océan Indien, avec peu d'alternatives terrestres viables.

La réaction des armateurs majeurs ne s'est pas fait attendre, avec des mesures en cascade : suspension des traversées du détroit d'Ormuz jusqu'à nouvel ordre, suspension du transit par le canal de Suez et reroutage via le cap de Bonne-Espérance, application de surcharges de risque de guerre sur l'ensemble des cargaisons à destination ou en provenance de la région...

Les armateurs internationaux ont de bonnes raisons d'éviter le Golfe Persique, tentant de garantir la sécurité des personnes et des biens à bord.

Les deux premiers jours de mars ont vu quatre attaques contre des navires marchands recensées par l'Organisation Maritime Internationale (OMI), causant deux morts et six blessés parmi les équipages.

Mais ces suspensions coupent des chaînes de valeur essentielles pour les pays de la région, dont certains dépendent de leurs ports pour la majorité de leurs importations alimentaires, de matières premières non énergétiques et de biens manufacturés, provoquant des ruptures aux répercussions directes et dangereuses sur leur sécurité alimentaire et sur leur tissu industriel national.



Par
**Marwane
Benhima**

Cette situation révèle une réalité souvent sous-estimée :

Lorsque les armateurs internationaux se retirent pour des raisons de sécurité ou de rentabilité, les États qui ne disposent pas de capacités maritimes propres se retrouvent exposés à des carences logistiques majeures.

Au niveau du Maroc, les analyses sur la guerre au Moyen-Orient ciblent en premier lieu les retombées sur notre économie nationale et s'articulent, à juste titre, autour de deux axes majeurs : la hausse des cours du pétrole et la hausse du coût du fret.

Ces analyses mesurent les retombées immédiates du conflit autant qu'elles sondent la capacité du Maroc à absorber les retombées d'une guerre prolongée.

Mais elles passent sous silence une leçon plus fondamentale ; celle de la souveraineté logistique, réalisable à travers une flotte maritime stratégique, et prérequis indispensable aux souverainetés alimentaire, énergétique et industrielle.

La souveraineté logistique, non comme slogan politique, voire populiste, mais comme nécessité réalisable.

Il ne s'agit pas d'assurer l'ensemble des échanges moyennant des navires battant pavillon national, mais de disposer d'une flotte stratégique, mobilisable en temps de crise, permettant de garantir l'acheminement des approvisionnements critiques et de constituer une soupape de sécurité en cas de nécessité.

Les événements récents, ajoutés aux tensions sur les approvisionnements observées pendant la crise du Covid-19, ont remis au-devant de la scène la nécessité de se doter d'une flotte maritime de commerce.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la vision atlantique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui, dans son discours du 6 novembre 2023 à l'occasion du 48ème anniversaire de la Marche Verte, appelait explicitement à réfléchir à la constitution d'une flotte nationale de marine marchande forte et compétitive.

La guerre au Moyen-Orient, sur fond de fragmentation continue du commerce international et de retour en force des questions de souveraineté, ne fait que conforter le Maroc dans ce chantier initié par la clairvoyance de Sa Majesté.



L'ÉQUATION PERSE : ANATOMIE D'UNE CONFRONTATION ET SES CONSÉQUENCES SYSTÉMIQUES SUR L'ORDRE MONDIAL

Quartier libre

Depuis quelques semaines déjà un vrai bras de fer est engagé entre les USA et l'Iran avec Israël en position d'attaque et de défense. J'aimerais ici développer une analyse que j'espère être aussi rigoureuse que possible, fondée sur les dynamiques réelles et les données vérifiables par le commun des mortels. J'espère que ce texte offrira au lecteur une profondeur géopolitique, militaire et économique pour l'éclairer un tant soit peu sur les risques majeurs que courent le moyen orient et notre monde.

A l'heure où ces lignes sont finalisées, la fièvre est montée en flèche. En effet, les Américains, les chinois et les anglais viennent de demander à tous leurs ressortissants de quitter l'Iran et d'autres informations indiquent que les USA ont ordonné l'évacuation de leur ambassade à Tel Aviv. Depuis plusieurs semaines, une concentration navale américaine d'une ampleur rare se déploie dans le golfe Persique et la mer d'Oman.

Simultanément, Téhéran orchestre des manœuvres conjointes avec Moscou et Pékin dans les eaux stratégiques du détroit d'Ormuz, tandis que des négociations indirectes patinent à Genève sur le dossier nucléaire.

Ce ballet militaire et diplomatique, presque chorégraphié, ravive une question que les stratèges préfèrent souvent éluder : que se passerait-il réellement si la guerre éclatait entre les États-Unis (épaulés par Israël) et la République islamique d'Iran ?

La tentation est grande, dans les cercles médiatiques et académiques, de répondre par des scénarios de politique-fiction, peuplés de dates précises et de chiffres de pertes arbitraires. Pourtant, une analyse rigoureuse, fondée sur les réalités doctrinales, les données économiques vérifiables et les précédents historiques récents, dessine un tableau bien plus complexe – et potentiellement plus déstabilisateur pour l'ordre mondial actuel.

Car ce qui se joue aujourd'hui dans les eaux turquoises du Golfe dépasse largement le simple contentieux nucléaire. Il s'agit ni plus ni moins que de l'avenir de l'hégémonie américaine sur les routes énergétiques planétaires, de la résilience du dollar comme monnaie de réserve, et de la capacité d'un État dit « paria » à imposer sa loi à la première puissance militaire du monde.



Par
**Abderrahmane
Karmane.**

1- Le Détroit d'Ormuz : Anatomie d'un Goulot d'Étranglement Planétaire

Abderrahmane Karmane

Avant d'envisager les conséquences d'un conflit, il faut comprendre ce que représente véritablement le détroit d'Ormuz. Les médias répètent à l'envie qu'il s'agit d'une « artère vitale » de l'économie mondiale. Mais cette formule masque une réalité plus nuancée et, paradoxalement, plus dangereuse.

Les chiffres, d'abord : selon l'Energy Information Administration (EIA) américaine, environ 20 à 25 % de la consommation mondiale de pétrole et près de 20 % du GNL transitent chaque jour par ce passage de 34 kilomètres de large dans sa partie la plus étroite.

Ce sont environ 18 à 20 millions de barils qui franchissent quotidiennement le détroit, empruntés par des supertankers reliant les terminaux saoudiens, koweïtiens, émiratis, qataris et, bien sûr, iraniens aux marchés asiatiques et européens.

La répartition des flux est essentielle à comprendre : la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde sont les principaux bénéficiaires de ce transit. Pékin importe à elle seule près de 2,5 millions de barils par jour via Ormuz, soit environ 40 % de ses importations pétrolières totales. Toute perturbation majeure frapperait donc d'abord l'Asie, avant de se répercuter en cascade sur l'économie mondiale par l'effet-prix.

Mais la vulnérabilité réelle du détroit ne réside pas tant dans sa géographie que dans la doctrine militaire iranienne. Trop de commentateurs imaginent encore une « fermeture » physique du détroit – des navires coulés bloquant le chenal – comme on condamnerait une porte.

Cette vision est techniquement erronée et stratégiquement naïve.

L'Iran, qui a hérité de la guerre des tankers des années 1980-1988 une expertise inégalée dans la guerre navale asymétrique, a développé une tout autre approche. Son objectif ne serait pas de bloquer hermétiquement le détroit – entreprise impossible face à la puissance de déminage de l'US Navy – mais de créer un climat de risque insoutenable pour les assureurs maritimes, les armateurs et les compagnies pétrolières.

Le mécanisme est simple et redoutablement efficace : il suffit de miner quelques eaux, de lancer une salve de missiles antinavires contre un tanker isolé, ou de saturer les défenses d'un porte-conteneurs avec un essaim de drones pour que les primes d'assurance de guerre s'envolent.

À 500 000 dollars par voyage et par navire, le transport devient économiquement irrationnel. Les armateurs préfèrent immobiliser leurs flottes plutôt que de risquer des pertes humaines et matérielles.

Le détroit n'est pas « fermé », il devient simplement trop dangereux pour être emprunté.

L'effet est le même, mais la responsabilité juridique et militaire est diluée. Cette approche a été testée avec succès par les Houthis en mer Rouge lors de l'opération Prosperity Guardian en 2024-2025.

Ce qu'une milice yéménite a réussi à faire – perturber le trafic mondial pendant des mois –, un État organisé comme l'Iran pourrait le systématiser avec une efficacité décuplée.

2 – L'Engrenage Militaire : La Leçon du Yémen et l'Asymétrie des Coûts

Parlons de Prosperity Guardian, justement. Cette opération, lancée fin 2024 pour protéger le trafic maritime en mer Rouge contre les attaques houthies, constitue le laboratoire le plus récent et le plus instructif de ce que serait un conflit avec l'Iran.

Les chiffres sont éloquentes : entre décembre 2024 et mars 2025, la coalition menée par les États-Unis a dépensé l'équivalent de plus d'un milliard de dollars par mois en opérations, principalement en missiles intercepteurs.

Face à elle, les Houthis tiraient des drones Shahed-136 (fournis par l'Iran, soit dit en passant) d'une valeur unitaire oscillant entre 15 000 et 20 000 dollars. Pour abattre un seul de ces drones, l'US Navy devait lancer un missile Standard SM-2 ou SM-6, dont le coût unitaire varie entre 2 et 4 millions de dollars selon les versions.

Le rapport de force économique atteignait donc des sommets vertigineux :

100 contre 1, parfois 200 contre 1. Aucune puissance, pas même les États-Unis, ne peut soutenir durablement un tel déséquilibre sans mettre en péril ses stocks stratégiques et son budget de défense. L'OTAN, qui a attentivement ce qui se passait au Yémen, en a tiré toutes les conclusions.

Son programme militaire, sous la houlette des Gardiens de la Révolution, est désormais entièrement calibré pour cette guerre d'usure technologique.

Le budget de défense iranien, estimé entre 10 et 15 milliards de dollars en parité de pouvoir d'achat, est prioritairement alloué à la production massive de drones, de missiles de croisière et de missiles balistiques antinavires.

Le dispositif anti-accès iranien (A2/AD) est aujourd'hui l'un des plus denses et des plus sophistiqués au monde. Il repose sur trois piliers :

1. Les missiles balistiques antinavires : la famille des Khalij Fars (dérivée du Fateh-110) permet de frapper une cible mobile comme un porte-avions depuis le territoire iranien, avec une portée de 300 à 500 kilomètres. Guidés par imagerie infrarouge en phase terminale, ils sont extrêmement difficiles à brouiller.



2. Les drones « essaims » : les exercices Great Prophet et les manœuvres conjointes avec la Russie et la Chine en février 2026 ont démontré la capacité iranienne à lancer des dizaines de drones simultanément, saturant les défenses rapprochées (CIWS) des navires de guerre. Le drone Rezvan, notamment, est conçu pour cette mission de saturation.

3. Le minage asymétrique : l'Iran possède l'une des plus importantes réserves de mines navales au monde, et sa marine de surface légère (vedettes rapides) est parfaitement entraînée pour les poser discrètement dans les eaux peu profondes du détroit.

Contre ce dispositif, l'US Navy ne ferait pas face à une poignée de tirs isolés comme au Yémen, mais à des salves coordonnées, appuyées par des moyens de détection terrestres et aériens.

Le groupe aéronaval américain, avec son porte-avions et ses escortes, constitue une cible trop précieuse pour être exposée à l'intérieur du Golfe.

La doctrine actuelle imposerait probablement de le maintenir en mer d'Oman, réduisant d'autant l'allonge de ses chasseurs et compliquant les missions de ravitaillement.

Cette réalité militaire, trop souvent ignorée dans les débats médiatiques, est pourtant centrale : la puissance américaine n'est pas annulée, mais elle est sérieusement entravée par la géographie et la stratégie iranienne.

L'époque où un porte-avions pouvait s'approcher impunément des côtes ennemies est révolue.

3 - Les Fronts Multiples : Hezbollah, Houthis et la Régionalisation du Conflit

Une autre erreur fréquente consiste à imaginer un conflit « bilatéral » entre les États-Unis et l'Iran. Or, la doctrine iranienne, théorisée par les Gardiens de la Révolution sous le nom de « défense vers l'avant » (défense avancée), repose précisément sur l'activation de tous les proxies régionaux en cas d'attaque contre le territoire national.

Le front nord : le Hezbollah libanais Malgré les coups sévères reçus fin 2024, le Hezbollah a démontré une capacité de résilience impressionnante.

Son arsenal, estimé entre 130 000 et 150 000 roquettes et missiles, inclut désormais des missiles à guidage de précision (PGM) capables de frapper des infrastructures critiques israéliennes avec une marge d'erreur de quelques mètres.

L'engagement du Hezbollah aux côtés de l'Iran ne ferait aucun doute. Les déclarations répétées de son secrétaire général, Naïm Qassem, comme ce fut le cas de feu Hassan Nasrallah depuis son bunker, l'ont martelé :

Toute attaque américaine contre l'Iran serait interprétée comme une attaque contre l'ensemble de l'axe de la résistance.

Concrètement, cela signifierait pour Israël : La saturation quotidienne de ses défenses antiaériennes par des milliers de roquettes.

La mise hors service probable des infrastructures critiques : port de Haïfa, centrales électriques de Hadera, aéroport Ben Gourion.

Un exode massif des populations du nord du pays, déjà éprouvées par les affrontements de 2024. Israël dispose évidemment de l'une des meilleures défenses antiaériennes au monde, avec le Dôme de Fer, la Fronde de David et le système Arrow pour l'interception balistique.

Mais aucun système n'est conçu pour résister à une saturation continue.

Les réserves d'intercepteurs sont limitées et leur renouvellement dépend entièrement des livraisons américaines.

Le front sud : les Houthis et Bab el-Mandeb Les Houthis yéménites, qui contrôlent Sanaa et une large portion de la côte de la mer Rouge, ont prouvé leur capacité à frapper des navires à des centaines de kilomètres.



By Lody



PLUS QU'UN MEDIA,

un nouvel état
d'esprit pour
ce mois sacré



@lodjmaroc



Leur drone Samad-3 et leur missile de croisière Quds-1 ont déjà touché des pétroliers et des navires de guerre en 2024-2025.

En cas de conflit généralisé, leur rôle serait de paralyser le détroit de Bab el-Mandeb, verrou méridional de la mer Rouge.

Le résultat serait double : Interruption du trafic vers le canal de Suez, privant l'Égypte de ses revenus de péage (environ 7 milliards de dollars par an) et forçant les navires à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, allongeant les trajets de 10 à 15 jours. Renchérissement supplémentaire des primes d'assurance sur l'ensemble du corridor maritime Europe-Asie.

Le front irakien et syrien Les milices chiites irakiennes, regroupées au sein des Unités de mobilisation populaire (Hachd al-Chaab), sont étroitement liées à Téhéran. Leur intervention se traduirait par des attaques à la roquette et au drone contre les bases américaines encore présentes en Irak et en Syrie orientale (zone d'Al-Tanf notamment).

L'objectif ne serait pas de conquérir du terrain, mais de maintenir une pression constante, de faire saigner les forces américaines et de les contraindre à un nouveau retrait humiliant.

Cette réalité militaire, trop souvent ignorée dans les débats médiatiques, est pourtant centrale : la puissance américaine n'est pas annulée, mais elle est sérieusement entravée par la géographie et la stratégie iranienne.

L'époque où un porte-avions pouvait s'approcher impunément des côtes ennemies est révolue.

3 - Les Fronts Multiples : Hezbollah, Houthis et la Régionalisation du Conflit

Une autre erreur fréquente consiste à imaginer un conflit « bilatéral » entre les États-Unis et l'Iran. Or, la doctrine iranienne, théorisée par les Gardiens de la Révolution sous le nom de « défense vers l'avant » (défense avancée), repose précisément sur l'activation de tous les proxys régionaux en cas d'attaque contre le territoire national.

Le front nord : le Hezbollah libanais Malgré les coups sévères reçus fin 2024, le Hezbollah a démontré une capacité de résilience impressionnante.

Son arsenal, estimé entre 130 000 et 150 000 roquettes et missiles, inclut désormais des missiles à guidage de précision (PGM) capables de frapper des infrastructures critiques israéliennes avec une marge d'erreur de quelques mètres.

L'engagement du Hezbollah aux côtés de l'Iran ne ferait aucun doute. Les déclarations répétées de son secrétaire général, Naïm Qassem, comme ce fut le cas de feu Hassan Nasrallah depuis son bunker, l'ont martelé :

Toute attaque américaine contre l'Iran serait interprétée comme une attaque contre l'ensemble de l'axe de la résistance.

Concrètement, cela signifierait pour Israël : La saturation quotidienne de ses défenses antiaériennes par des milliers de roquettes.

La mise hors service probable des infrastructures critiques : port de Haïfa, centrales électriques de Hadera, aéroport Ben Gourion.

Un exode massif des populations du nord du pays, déjà éprouvées par les affrontements de 2024. Israël dispose évidemment de l'une des meilleures défenses antiaériennes au monde, avec le Dôme de Fer, la Fronde de David et le système Arrow pour l'interception balistique.

Mais aucun système n'est conçu pour résister à une saturation continue.

Les réserves d'intercepteurs sont limitées et leur renouvellement dépend entièrement des livraisons américaines.

Le front sud : les Houthis et Bab el-Mandeb Les Houthis yéménites, qui contrôlent Sanaa et une large portion de la côte de la mer Rouge, ont prouvé leur capacité à frapper des navires à des centaines de kilomètres.

Leur drone Samad-3 et leur missile de croisière Quds-1 ont déjà touché des pétroliers et des navires de guerre en 2024-2025.

En cas de conflit généralisé, leur rôle serait de paralyser le détroit de Bab el-Mandeb, verrou méridional de la mer Rouge.

Le résultat serait double : Interruption du trafic vers le canal de Suez, privant l'Égypte de ses revenus de péage (environ 7 milliards de dollars par an) et forçant les navires à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, allongeant les trajets de 10 à 15 jours. Renchérissement supplémentaire des primes d'assurance sur l'ensemble du corridor maritime Europe-Asie.

Le front irakien et syrien Les milices chiites irakiennes, regroupées au sein des Unités de mobilisation populaire (Hachd al-Chaab), sont étroitement liées à Téhéran.

Leur intervention se traduirait par des attaques à la roquette et au drone contre les bases américaines encore présentes en Irak et en Syrie orientale (zone d'Al-Tanf notamment).



L'objectif ne serait pas de conquérir du terrain, mais de maintenir une pression constante, de faire saigner les forces américaines et de les contraindre à un nouveau retrait humiliant.

La simultanéité de ces trois fronts – Liban, Yémen, Irak/Syrie – est la clé de voûte de la stratégie iranienne.

Il ne s'agit pas de vaincre militairement les États-Unis, ce qui est hors de portée, mais de les enliser dans une guerre multidimensionnelle, aux coûts humains et financiers insoutenables pour leur opinion publique.

4 – Le Facteur Extérieur : Russie, Chine et le Grand Échiquier

Les manœuvres navales conjointes entre l'Iran, la Russie et la Chine, qui se sont déroulées dans le nord de l'océan Indien en février 2026, ne sont pas un simple exercice de communication. Elles traduisent un réalignement stratégique majeur, dont les conséquences dépassent le cadre régional.

Le partenaire russe : de la défense à l'offensive technologique.

Le partenariat militaire russo-iranien s'est considérablement approfondi depuis 2022.

Initialement centré sur la fourniture de drones iraniens à la Russie pour sa guerre en Ukraine, il s'est aujourd'hui inversé. Moscou dispose de technologies que Téhéran convoite : systèmes de guerre électronique, missiles hypersoniques Kinzhal (ou leur version export), et surtout systèmes de défense antiaérienne S-400.

Si la guerre éclatait, il est peu probable que des soldats russes viennent combattre aux côtés des Iraniens.

En revanche, des « techniciens » et des « conseillers » russes pourraient être présents pour opérer les systèmes les plus sensibles.

Surtout, la livraison massive de S-400 transformerait la défense aérienne iranienne, actuellement poreuse aux pénétrations profondes (comme l'a montré le raid israélien contre Ispahan en avril 2024), en un système intégré beaucoup plus difficile à percer.

Le partenaire chinois : l'acheteur silencieux et l'arbitre énergétique.

La position de la Chine est plus subtile, mais potentiellement plus déterminante à long terme. Pékin est le premier acheteur de pétrole iranien, malgré les sanctions américaines.

Des millions de tonnes de brut transitent chaque mois via un système de tankers « sans identification » et de paiements en yuan contournant le système SWIFT. Pour la Chine, une guerre américaine contre l'Iran serait perçue comme une attaque contre sa sécurité énergétique.

Ses dirigeants, quels qu'ils soient, ne peuvent accepter qu'une puissance hostile puisse, par la force, couper les approvisionnements qui font tourner son industrie. La réponse chinoise ne serait probablement pas militaire directe.

Elle serait : Diplomatique : veto systématique à toute résolution du Conseil de sécurité condamnant l'Iran. Financière : activation accélérée du CIPS (Cross-Border Interbank Payment System) pour permettre aux paiements pétroliers de contourner le dollar.

Économique : rachat au rabais de tout le pétrole iranien que les sanctions empêcheraient d'exporter vers d'autres marchés.

La Chine jouerait donc le rôle d'amortisseur économique pour Téhéran, rendant les sanctions bien moins efficaces qu'elles ne l'ont été par le passé.

La position des monarchies du Golfe : L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, officiellement alliés des États-Unis, se trouveraient dans une position intenable. Leur survie économique dépend de la stabilité des marchés pétroliers et de l'absence de conflit régional.

Une guerre généralisée ferait fuir les investissements étrangers de leurs mégaprojets (NEOM, Vision 2030, Dubaï Expo City) et menacerait directement leurs installations pétrolières, déjà ciblées par les drones houthis en 2019 (Abqaiq, Khurais). Leur calcul stratégique évoluerait rapidement.

Si Washington semble perdre le contrôle de la situation, Riyad et Abou Dhabi activeraient leurs canaux de communication avec Téhéran et, surtout, avec Pékin.

Des contrats pétroliers en yuan, déjà discutés depuis des années, pourraient être signés précipitamment.

Ce serait l'accélération soudaine de la dédollarisation du marché pétrolier, un scénario que les stratèges américains redoutent depuis des décennies.



5 - L'Économie de Guerre : Stagflation, Choc Pétrolier et Fin de l'Hégémonie Monétaire

Venons-en au cœur du sujet, trop souvent négligé dans les analyses géopolitiques classiques : l'impact économique systémique d'un conflit.

Le choc pétrolier : modélisation des scénarios Le prix du baril de Brent évoluait autour de 70-75 dollars en février 2026, dans un contexte de demande mondiale modérée et d'offre abondante. Un conflit modifierait radicalement cette équation.

Phase 1 : escalade des tensions et frappes limitées : le marché intégrerait une prime de risque, portant les cours à 90-100 dollars.

Phase 2 : frappes américaines massives contre les installations nucléaires et pétrolières iraniennes : le baril franchirait rapidement les 120-150 dollars, l'Iran représentant 3 à 4 % de la production mondiale.

Phase 3 : perturbation du trafic à Ormuz (blocus de fait) : les prix pourraient atteindre 200 dollars, voire plus en cas de pics de panique. À 150 dollars le baril, l'économie mondiale entre en récession.

L'OCDE, dans ses modèles de stress, estime qu'un choc de cette ampleur réduit la croissance mondiale de 1,5 à 2 points la première année, avec un effet particulièrement marqué sur les économies importatrices (Europe, Japon, Inde).

L'inflation et la politique monétaire : le cauchemar des banquiers centraux La particularité de ce choc, contrairement à ceux des années 1970, est qu'il survient alors que les banques centrales sortent à peine d'un cycle historique de hausse des taux.

L'inflation sous-jacente n'est pas complètement maîtrisée, les dettes publiques sont à des niveaux records, et les marges de manœuvre budgétaires sont quasi inexistantes. La Réserve fédérale américaine se trouverait confrontée à un dilemme insoluble :

Si elle maintient ou augmente ses taux pour lutter contre l'inflation importée, elle asphyxie une économie déjà fragilisée par la hausse de l'énergie.

Si elle baisse ses taux pour soutenir l'activité, elle laisse l'inflation s'installer durablement, amorçant une spirale prix-salaires.

Le terme technique pour cette situation est la stagflation : croissance nulle ou négative, inflation élevée.

C'est le scénario que les économistes redoutent le plus, car aucun instrument de politique économique classique ne permet d'y répondre efficacement. Le paradoxe du dollar :

Dans les premières semaines d'un conflit, le dollar se renforcerait, comme il le fait traditionnellement en période de crise (phénomène de « fuite vers la qualité »).

Mais ce renforcement serait paradoxal, car il interviendrait alors même que la puissance militaire américaine serait contestée et que les flux pétroliers, adossés historiquement au dollar, seraient perturbés.

À moyen terme (6-18 mois), le conflit accélérerait brutalement les tendances à la diversification des réserves de change.

Les banques centrales des pays émergents, notamment asiatiques, chercheraient à réduire leur exposition à un dollar dont la puissance sous-jacente est remise en question.



رمضان كريم
By Lody



Paranormal

L'invisible : "Il y a ce que vous voyez...
et ce qui vous regarde depuis l'ombre."

@lodymaroc



L'or, déjà en hausse constante depuis 2024, deviendrait une valeur refuge privilégiée. Les accords bilatéraux en monnaies locales se multiplieraient.

Le système monétaire international, tel qu'il existe depuis Bretton Woods et sa version informelle post-1971, entrerait dans une phase de transition chaotique.

Non pas un effondrement brutal, mais une érosion accélérée de l'hégémonie dollar, remplacée par un monde multipolaire où plusieurs devises (dollar, euro, yuan, or) coexisteraient sans qu'aucune ne domine vraiment.

6 - Les Scénarios d'Issue : De la Défaite Stratégique à l'Enlèvement

Que signifierait, concrètement, une « victoire » ou une « défaite » dans un tel conflit ? Le scénario de la « frappe chirurgicale » C'est le plus probable, car il correspond à la doctrine américaine post-2011 : frappes aériennes massives, limitées dans le temps, sans occupation terrestre.

L'objectif serait de détruire les installations nucléaires (Natanz, Fordow, Isfahan) et les bases des Gardiens de la Révolution. Les avantages de ce scénario : il évite un enlèvement, limite les pertes humaines américaines, et peut être présenté comme un succès (« le programme nucléaire iranien est retardé de 3 à 5 ans »).

Les inconvénients : il ne règle rien sur le fond. L'Iran, comme l'Irak après 1991, conserverait ses capacités de nuisance régionales. Les proxies continueraient leurs attaques. Le régime, soudé par l'agression extérieure, sortirait renforcé politiquement. Et surtout, le programme nucléaire, dispersé et enfoui, reprendrait dès que possible.

Le scénario de l'invasion terrestre :

Celui-ci est hautement improbable, pour des raisons simples : La taille de l'Iran (1,6 million de km²) et son relief montagneux. Sa population (88 millions d'habitants) L'absence de volonté politique américaine après l'expérience afghane et irakienne.

Le coût exorbitant : les études du Pentagone évoquent discrètement le besoin de 400 000 à 500 000 soldats pour une occupation minimale, et un budget annuel supérieur à 100 milliards de dollars La défaite stratégique américaine :

Si les États-Unis ne parviennent pas à une victoire rapide et décisive – ce qui est le scénario le plus probable –, ils subiraient une défaite stratégique sans perdre une bataille décisive. Celle-ci se mesurerait à plusieurs indicateurs :

1. Économique : récession, inflation, chute du dollar.
2. Militaire : épuisement des stocks de munitions de précision, difficultés à renouveler les flottes de drones et missiles intercepteurs.
3. Diplomatique : isolement croissant à l'ONU, perte de crédibilité auprès des alliés régionaux (Saoudiens, Émiratis) qui chercheraient des garanties ailleurs.
4. Intérieur : impopularité de la guerre, pressions politiques pour un retrait rapide. Le vainqueur silencieux : la Chine : Dans tous les scénarios, sauf celui d'une victoire éclair américaine (improbable), la Chine est le grand bénéficiaire.

Elle sécurise ses approvisionnements pétroliers en achetant à prix cassé le brut iranien. Elle consolide son partenariat stratégique avec Téhéran. Elle apparaît comme une puissance responsable appelant à la paix.

Et surtout, elle regarde son principal rival stratégique s'enliser dans un borborygme moyen-oriental, ce qui lui laisse les mains libres en Asie-Pacifique.



7 – Leçons de l'Histoire et Erreurs à Éviter :

Pour conclure cette analyse, il est utile de revenir sur quelques précédents historiques qui éclairent la situation présente.

La guerre des tankers (1984-1988) : pendant la guerre Iran-Irak, l'Iran a attaqué des pétroliers koweïtiens et saoudiens soutenant l'Irak. La réaction américaine (opération Earnest Will) a consisté à réarmer et escorter les navires koweïtiens.

Les leçons : la guerre navale asymétrique est longue, coûteuse, et n'offre jamais de victoire décisive. L'opération Desert Storm (1991) : souvent citée comme modèle de guerre rapide et victorieuse.

Mais l'Irak de 1991 n'avait ni la profondeur stratégique, ni la cohésion sociale, ni les capacités de nuisance régionale de l'Iran actuel. L'analogie est trompeuse.

L'opération Prosperity Guardian (2024-2025) : le laboratoire le plus récent. Il a démontré la vulnérabilité des grandes puissances à la guerre d'usure technologique.

Les Houthis n'ont pas été vaincus militairement ; ils ont simplement cessé leurs attaques quand ils l'ont décidé, sans jamais avoir été délogés de leurs positions. L'assassinat de Soleimani (2020) : l'escalade puis la désescalade rapide qui a suivi montre que les deux parties connaissent les limites à ne pas franchir.

L'Iran a répondu par des frappes symboliques contre des bases irakiennes, évitant soigneusement de tuer des Américains pour ne pas déclencher une guerre totale. La dissuasion mutuelle a fonctionné.

Ces précédents suggèrent que la probabilité d'une guerre totale reste faible, précisément parce que les conséquences en seraient si catastrophiques pour toutes les parties que personne n'a intérêt à franchir le Rubicon.

L'Équation sans Solution.

Au terme de cette analyse, une conclusion s'impose : il n'existe pas d'issue « propre » à un conflit américano-iranien.

La puissance de feu américaine peut détruire des infrastructures, mais elle ne peut pas vaincre la logique asymétrique iranienne.

L'Iran peut infliger des dommages économiques considérables, mais il ne peut pas expulser militairement les États-Unis de la région.

L'issue la plus probable d'une guerre ne serait donc ni une victoire américaine à la manière de 1991, ni une défaite à la manière de l'Afghanistan, mais un chaos systémique prolongé :

Flambée des prix de l'énergie, récession mondiale, accélération de la dédollarisation, recomposition des alliances au Moyen-Orient au détriment de Washington, et consolidation de l'axe Moscou-Téhéran-Pékin. Les décideurs américains, qu'ils soient à la Maison Blanche ou au Pentagone, ont parfaitement intégré ces paramètres.

C'est pourquoi la stratégie actuelle reste celle de la « pression maximale » combinée à des frappes ciblées et à la cyberguerre, plutôt que l'affrontement direct.

Une guerre avec l'Iran n'est pas impossible, mais elle requerrait un tel degré d'aveuglement ou de désespoir de part et d'autre qu'elle reste, pour l'instant, dans la catégorie des risques gérables plutôt que des probabilités immédiates.

Reste une inconnue de taille : le facteur israélien. Pour Tel-Aviv, le programme nucléaire iranien est une menace existentielle, tandis que pour Washington, ce n'est qu'une complication stratégique parmi d'autres.

Cette divergence de perception est la principale source d'incertitude dans l'équation perse.

Si Israël devait agir unilatéralement, entraînant les États-Unis dans son sillage, alors toutes les analyses ci-dessus devraient être révisées à l'aune d'une nouvelle donne : celle d'une guerre que personne ne voulait, mais que personne n'a pu ou n'a voulu éviter.



LA CONFUSION DES LOYAUTÉS

Quartier libre

Il y a des naïvetés qui frisent l'irresponsabilité. Et il y a des postures qui, sous couvert de morale ou de religion, deviennent politiquement dangereuses.

Appeler à manifester au Maroc en faveur de la République islamique d'Iran, tout en feignant d'ignorer sa position constante contre l'intégrité territoriale du Royaume, n'est pas une simple opinion. C'est une faute d'analyse. Une faute de hiérarchie.

Une faute de loyauté politique.

Les faits sont têtus. Depuis 1980, Téhéran reconnaît une entité contestant la souveraineté du Maroc sur son Sahara. Cette reconnaissance n'a jamais été retirée. Elle constitue un acte diplomatique clair.

Elle touche au cœur même de notre stabilité stratégique. On peut débattre de tout, sauf de l'intégrité territoriale du Maroc.

La solidarité n'est pas un réflexe pavlovien. Elle ne se déclenche pas au simple mot « musulman ». Elle ne s'improvise pas au gré des émotions médiatiques. Un État n'est pas une confrérie spirituelle. C'est une entité souveraine fondée sur des intérêts, des frontières, une sécurité.

Or que voit-on ?

Des appels enflammés à soutenir un régime iranien qui, sur un point central, se tient objectivement dans le camp opposé à celui du Maroc. Des discours vibrants sur la dignité des peuples, mais un silence assourdissant sur la dignité territoriale du sien.

On ne peut pas, d'un côté, exiger que le monde respecte l'intégrité du Maroc, et de l'autre, applaudir un État qui reconnaît sa fragmentation.

On ne peut pas brandir le mot « souveraineté » lorsqu'il s'agit d'autres causes, et relativiser la nôtre lorsqu'elle dérange nos sympathies idéologiques. La souveraineté n'est pas sélective et n'est pas négociable non plus. Ce n'est pas de la censure que de rappeler cela.

Ce n'est pas de l'autoritarisme que d'exiger un minimum de lucidité stratégique. C'est du réalisme.

La géopolitique n'est pas une scène de théâtre moral. Elle est un rapport de forces.

L'Iran poursuit sa propre stratégie régionale. Elle est cohérente du point de vue iranien. Elle vise à étendre son influence, à multiplier ses leviers indirects, à peser sur les équilibres. C'est le droit de tout État puissant. Mais le Maroc a, lui aussi, le droit et le devoir, de défendre ses lignes rouges.



Par
**Rachid
Boufous**

Et la première d'entre elles s'appelle : l'unité territoriale. Manifester pour un État qui maintient une position contraire à cette ligne rouge n'est pas un acte neutre. C'est un signal politique.

Et tout signal a une signification. Il ne s'agit pas d'interdire une opinion. Il s'agit de poser une question simple : Peut-on prétendre défendre la dignité nationale tout en relativisant ce qui fonde son existence ?

La liberté d'expression est un pilier.

Mais la liberté n'abolit pas la responsabilité. L'histoire enseigne une leçon constante : les nations qui survivent sont celles qui savent hiérarchiser leurs priorités. Les nations qui se fragilisent sont celles qui confondent émotion et intérêt vital.

Le Sahara n'est pas une variable diplomatique parmi d'autres. C'est la matrice stratégique du Maroc contemporain. On peut critiquer la diplomatie marocaine. On peut débattre des alliances. On peut proposer d'autres visions.

Mais on ne peut pas jouer avec le socle de l'unité du territoire national. La confusion des loyautés n'est jamais anodine. Elle commence par des slogans. Elle se termine par des fractures...

La maturité politique consiste à comprendre que toutes les causes ne se valent pas lorsqu'elles entrent en collision avec la sienne.

Le Maroc n'a pas besoin d'unanimité. Il a besoin de clarté. Et la clarté impose une vérité simple : la souveraineté ne se négocie pas, ne se relativise pas, ne se fragmente pas. Elle se défend. Toujours.



رمضان كريم
By Lody

**Nourrissez
votre esprit**

AUSSI BIEN QUE VOTRE CORPS.

LE FTOUT DE LA CONSCIENCE

@lodjmaroc



QUAND UNE PHOTO NUCLÉAIRE DEVIENT UNE FUITE STRATÉGIQUE.. LA LEÇON INVISIBLE DE L'OSINT..

Room

Il arrive parfois que les plus grandes erreurs stratégiques ne viennent ni d'une fuite de documents classifiés, ni d'un espion infiltré, ni même d'un satellite espion. Elles viennent d'une simple photographie. Une image officielle, destinée à célébrer une réussite technologique, peut devenir — entre de mauvaises mains ou simplement entre des yeux attentifs — une mine d'informations stratégiques.

Natanz : comment quelques images publiques ont nourri la guerre cybernétique

Les images diffusées à l'époque montrant l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad visitant l'installation nucléaire de Natanz illustrent parfaitement ce phénomène. À première vue, ces clichés semblaient relever de la communication politique classique : un dirigeant entouré d'ingénieurs en blouse blanche, marchant au milieu d'impressionnantes rangées de centrifugeuses. Une scène presque banale dans la mise en scène du pouvoir technologique.

Mais dans l'univers du renseignement moderne, rien n'est banal.

Des analystes spécialisés dans l'OSINT — l'Open Source Intelligence, c'est-à-dire l'exploitation des informations accessibles publiquement — ont disséqué ces images avec une précision quasi chirurgicale. Une photographie n'est jamais seulement une photographie. Elle contient des couches d'informations invisibles pour le grand public : disposition des machines, câblages, interfaces de contrôle, modèles industriels, architecture des installations.

Dans le cas de Natanz, les experts ont pu observer bien plus qu'une simple visite présidentielle. Le nombre approximatif de centrifugeuses visibles, leur agencement, la configuration des salles techniques et même certains éléments des systèmes de contrôle industriels apparaissaient dans le champ des caméras. Autrement dit, ces images offraient une cartographie partielle du cœur technologique du programme nucléaire iranien.



par **Mohamed Ait Bellahcen**

L'arme invisible : quand l'OSINT transforme les photos en renseignement

Le paradoxe est fascinant. Ce que la propagande voulait montrer comme une démonstration de puissance industrielle a peut-être contribué à révéler, involontairement, des détails précieux à ceux qui cherchaient à comprendre et à fragiliser ce programme.

C'est ici que l'histoire rejoint un autre épisode majeur de la guerre technologique contemporaine : Stuxnet. Découvert en 2010, ce malware sophistiqué ciblait précisément les systèmes industriels SCADA utilisés dans les installations nucléaires iraniennes. Son objectif était clair : perturber le fonctionnement des centrifugeuses d'enrichissement d'uranium tout en dissimulant les anomalies aux opérateurs humains.

Selon plusieurs analyses d'experts en cybersécurité et des institutions internationales comme l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'attaque aurait endommagé des centaines, voire près d'un millier de centrifugeuses à Natanz. Elle aurait aussi ralenti le programme nucléaire iranien de plusieurs années.

Bien sûr, les photos publiques ne suffisent pas à elles seules à concevoir une cyberattaque d'une telle sophistication. Mais elles peuvent fournir des indices précieux. Dans la guerre moderne, chaque pixel peut devenir une donnée. Chaque reflet métallique, chaque écran d'ordinateur, chaque panneau technique peut aider à reconstruire l'architecture d'un système complexe.

Ce phénomène révèle quelque chose de plus profond sur la nature des conflits contemporains. Les guerres ne se déroulent plus seulement sur les champs de bataille ou dans les salles de commandement. Elles se jouent aussi dans l'analyse des images, dans l'exploration des réseaux sociaux, dans la capacité à transformer une information ouverte en renseignement stratégique.

L'OSINT est devenu une discipline à part entière, utilisée par les services de renseignement, les journalistes d'investigation, les chercheurs et même les citoyens curieux. À l'ère numérique, l'information circule librement, mais cette liberté produit un paradoxe : plus un système cherche à démontrer sa puissance publiquement, plus il expose parfois ses vulnérabilités.

La leçon est simple, mais redoutable : dans un monde saturé d'images, la transparence peut devenir un risque stratégique.

Les États le comprennent progressivement. Aujourd'hui, les protocoles de communication des installations sensibles sont infiniment plus stricts. Les images sont contrôlées, recadrées, filtrées. Les écrans sont floutés, les machines partiellement dissimulées.

Car l'histoire récente l'a prouvé : une photo destinée à impressionner l'opinion publique peut, sans le vouloir, aider un adversaire à comprendre comment frapper.

Dans la guerre du XXI^e siècle, l'information est une arme. Et parfois, l'arme est déjà visible... sur une simple photo.



UN SCÉNARIO À LA SYRIENNE EN IRAN OU UN NOUVEAU VIETNAM POUR L'AMÉRIQUE !?

Room

Ni Irak ni Afghanistan, mais plutôt un scénario à la syrienne pour le régime iranien !?

Nouveau Vietnam !?

La guerre sera-t-elle longue !?

Si oui , Téhéran en usant et abusant tous azimuts de la stratégie de la terre brûlée promet aux américains un nouveau Vietnam alors que ces derniers imaginaient volontiers un plan où des milices armées venant d'Irak et de Turquie, voire de Syrie, s'introduiraient en Iran afin d'y mener une guérilla comme celle qui avait mené à la chute du régime El Assad !

Le Pentagone peut-il envoyer des troupes et des forces spéciales pour une intervention au sol , pour sécuriser les stocks d'uranium enrichi ou s'emparer de l'île du pétrole, vu que les bombardements pourraient durer des semaines sans résultats concrets !?

Alors , quels objectifs pour cette guerre entre déclarations contradictoires et la brutalité d'une zone de turbulences qui pourrait ouvrir la voie à une grande période d'incertitudes et d'instabilité !?

Le président américain avait multiplié les interventions médiatiques souvent confuses depuis le début de l'offensive, samedi 28 février, alors qu'à peine un tiers des Américains estiment que les frappes américano-israéliennes sont justifiées. !

Entre nous, Tel-Aviv et Washington n'ont certainement pas les mêmes objectifs entre la capitulation des Mollahs , le pétrole, l'uranium du nucléaire et la chute du régime iranien !

Un changement de régime qui pourrait mener au chaos !

Nonobstant les divergences survenues entre Tel-Aviv et Washington, voire entre le Pentagone et la Maison Blanche, un changement de régime qui pourrait mener au chaos !

Pour l'Iran, qui ne peut certainement pas vaincre militairement, il s'agit d'une guerre de survie car si Téhéran ne peut pas gagner de manière conventionnelle, il poursuit une guerre d'usure, avec une dimension psychologique, consistant à épuiser ses adversaires en leur infligeant des pertes afin de réduire leurs ressources et affaiblir leurs capacités de combat !



par **Hafid Fassi fihri**

Inutile de rappeler que lors de la guerre des douze jours en juin dernier, Trump avait assuré mis hors service et hors d'état de nuire les installations nucléaires iraniennes, avant d'être contredit par un rapport de la CIA , dont le responsable avait été licencié par la Maison Blanche !

Soumission à Israël ?

De Ben Gourion à l'opération "Epic Fury", une idéologie qui se prétend messianique unit Washington et Tel-Aviv. Pour le Grand Israël , la Bible a été transformée en doctrine militaire au prix d'une convergence politique faite au nom du divin entre Israël et la Maison Blanche.

Pour cette croisade satanique , il fallait des textes fondateurs bibliques, des soldats évangéliques et des bombes qui tombent sur Téhéran !

Mais, personne en Amérique n'est dupe car l'enfer est pavé de bonnes intentions et .Ils bombardent les Iraniens pour leur bien !

La guerre va coûter très cher à l'Amérique avec les bases américaines au Golfe qui sont en train de brûler..

La guerre va coûter très cher à l'Amérique avec les bases américaines au Golfe qui sont en train de brûler.. Après la décision de la Cour suprême, Trump est en train de vivre un véritable cauchemar avec le très délicat remboursement des droits de douane qui se chiffre à plus de 160 milliards de dollars..

L'impérialisme américain est en train de perdre les instruments militaires et technologiques qui lui assuraient supériorité , hégémonie et pouvoir !

D'autant plus avec cette flagrante incapacité à défendre ses bases et ses alliés et cette vulnérabilité qui a un coût militaire et un coût politique que la Maison Blanche devra assumer même si le Congrès et le Sénat n'ont pas jugé utile de remettre en question les pleins pouvoirs de Trump !

Avec les kurdes d'Irak qui entrent en guerre contre l'Iran, poussés certainement par la Maison Blanche , même si Trump prétend le contraire , et les Emirats qui sont sur le point d'entrer en guerre : n'est- ce pas là le flagrant révélateur que les américains ne maîtrisent plus la situation militaire !?

Et la France, en de disant prête et disposée à défendre ses alliés, qui cherche une nouvelle forme d'influence au Moyen- orient et qui n'attend que le feu vert pour que ses rafales et son porte-avions Charles de Gaulle puissent participer au feu d'artifice !

La Maison Blanche a transformé le Moyen-Orient en champ de guerre avec des frappes contre des installations en Arabie Saoudite, aux Emirats et au Qatar qu'ils ont voulu imputer à l'Iran, alors qu'Israël sévit dans l'ombre !

Les Etats du golfe peuvent légitimement se demander pourquoi, en dépit des accords de sécurité, l'armée américaine ne défend, lorsqu' elle le peut , que l'entité sioniste !?

Nonobstant les prétextes fallacieux et mensongers dont une éventuelle imminente menace iranienne , et n'en déplaise à ceux qui accusent Trump d'avoir lancé l'offensive sans savoir en maîtriser les conséquences ou d'en déterminer exactement les objectifs , il est évident que le Pentagone a élaboré plusieurs scénarios en fonction de l'évolution de la situation sur le front.

Quels sont les scénarios possibles ? En premier lieu, Trump tablait sur une victoire expéditive et une chute rapide du régime , sauf que le conflit est entré dans sa deuxième semaine et comme la vérité est la principale victime de la guerre , il faut bien admettre que la réalité n'a certainement rien à voir avec les déclarations tonitruantes et contradictoires du président américain !

Deuxième scénario, l'engrenage mène à l'enlisement et l'Amérique se retire de la guerre sans reconnaître son échec !

Troisième scénario : des forces spéciales sont envoyées au sol et des milices armées par Washington pénètrent en Iran depuis l'Irak, la Syrie et la Turquie afin d'y mener une guérilla comme celle qui avait mené à la chute du régime de Bachar el-Assad ! Dernier scénario : Washington , pour ne pas perdre la face, se satisfait de l'affaiblissement de l'Iran, offre une voie de sortie à Téhéran et propose une levée des sanctions et une reprise des négociations !

Mais, en même temps, ce scénario où la Maison Blanche abandonne Israël dans un Moyen-Orient à feu et à sang pourrait être la dernière carte pour Washington dans cette région du monde où l'on avait cette habitude de dire que les barils de poudre et de pétrole jouent une symphonie funèbre et macabre !



Un dangereux engrenage» !

L'impérialisme américain est en train de perdre les instruments militaires et technologiques qui lui assuraient supériorité et pouvoir !

La guerre en Iran met l'économie mondiale sous pression, et le blocage du détroit d'Ormuz menace de relancer l'inflation mondiale , mais Donald Trump n'en a cure !

La probabilité d'un krach boursier ou d'un choc pétrolier sera une aubaine pour certains et une catastrophe pour d'autres surtout si cela provoque une inflation et des pénuries alimentaires pour des centaines de millions de personnes !

Le président américain parie pourtant que son pays sortira économiquement gagnant de la guerre – quitte à prolonger le conflit et à précipiter les pires scénarios.

L'autoritarisme de la Maison Blanche sont-ils les premiers symptômes du déclin de l'impérialisme américain !?

Aujourd'hui, effectivement , la stratégie de guerre menée par le régime des Mollahs contribue à ébranler davantage les fondements du système économique qui profite à l'impérialisme américain !

Et il est évident que bientôt, les moyens financiers risquent de manquer pour assumer la politique néocolonialiste menée par les faucons de la Maison Blanche !

Quant à l'Europe, qui joue très gros, beaucoup plus gros qu'en Ukraine, il faut croire que Bruxelles se retrouve dans la posture d'étudiants qui auraient préparé un sujet sur la Russie et qu'ils ont été surpris le jour des examens de se retrouver avec un sujet sur l'Iran !

Dans cette guerre pour le pétrole, c'est du chacun pour soi et la Russie n'a pas hésité en pleine crise au détroit d'Ormuz de proposer son brut à l'Inde qui était à un doigt de se retrouver à sec ! Et en même temps, la Russie a cessé l'approvisionnement de l'Europe en gaz alors que cela était prévu pour 2027 !

Il a été plus facile de renverser la dictature du Shah que de vouloir dégommer la dictature théocratique en poste à Téhéran.

Pour le reste, l'Histoire retiendra que les occidentaux ont transplanté une entité sioniste au milieu de centaines de millions de Sunnites et de Chiites, quitte à faire le ménage au fur et à mesure grâce à la suprématie militaire !



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

COMMENT SURNAGER DANS UN MONDE SANS RÈGLES "ENTRE GUERRE DES PUISSANCES ET FUTUR MONDE G2"

Certains analystes parlent déjà d'un G2 mondial à l'horizon 2035.

Le monde semble entrer dans une période étrange, presque vertigineuse. Les crises se succèdent, les institutions internationales semblent impuissantes et les grandes puissances agissent de plus en plus selon une logique de rapports de force assumés.

Les frappes militaires contre l'Iran et l'escalade qui s'en est suivie au Moyen-Orient ont brutalement rappelé cette réalité : l'ordre international construit après la Seconde Guerre mondiale traverse une phase de fragilisation profonde.

Mais derrière les missiles et les tensions régionales, une transformation beaucoup plus large est en cours.

Le système international pourrait être en train de basculer vers une nouvelle architecture de puissance : un monde dominé par deux centres de gravité, Washington et Pékin.

Certains analystes parlent déjà d'un G2 mondial à l'horizon 2035. Une idée simple, presque brutale : deux superpuissances structurent les équilibres globaux pendant que le reste du monde tente de préserver ses marges de manœuvre.

Pendant plusieurs décennies, l'ordre international reposait sur un équilibre fragile entre droit, diplomatie et dissuasion. Les Nations Unies, les institutions multilatérales et les accords internationaux formaient un cadre censé limiter l'usage de la force.

Ce système n'a jamais été parfait. Il a souvent été contourné. Mais il existait.

Aujourd'hui, il semble de plus en plus incapable de contenir les rivalités entre puissances.

Au Conseil de sécurité, les divisions paralysent toute décision majeure. Les grandes puissances défendent leurs intérêts, utilisent leur droit de veto et empêchent toute réponse collective cohérente.



Room

par **Adnane Benchakroun**

Le résultat est visible : la force redevient progressivement l'instrument central de la politique internationale. L'histoire, au fond, n'a rien d'inédit. Les relations entre États ont toujours été structurées par la puissance. Mais ce qui change aujourd'hui, c'est la vitesse à laquelle les équilibres se transforment.

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont occupé une position dominante dans le système international. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 avait ouvert ce que les analystes ont appelé le moment unipolaire américain.

Cette période touche désormais à sa fin. La montée en puissance de la Chine constitue probablement la transformation géopolitique la plus importante du début du XXI^e siècle.

En quelques décennies seulement, Pékin est passé du statut de pays en développement à celui de puissance économique, industrielle et technologique majeure.

La Chine est devenue la deuxième économie mondiale. Elle est aujourd'hui le premier partenaire commercial d'une grande partie du Sud global. Dans certains secteurs stratégiques — batteries électriques, infrastructures ferroviaires, panneaux solaires ou technologies numériques — elle occupe même une position dominante.

Face à cette ascension, Washington a profondément modifié sa stratégie.

Les États-Unis ne considèrent plus la Chine comme un simple partenaire commercial difficile.

Elle est désormais perçue comme un rival systémique capable de remettre en cause l'ordre international construit après 1945.

Cette rivalité dépasse largement le terrain militaire.

Elle se joue dans les laboratoires, dans les centres de recherche et dans les industries de pointe. Intelligence artificielle, informatique quantique, satellites, biotechnologies, semi-conducteurs, réseaux numériques : chaque innovation devient un instrument de puissance.

La confrontation entre les deux puissances s'exprime déjà dans plusieurs domaines clés.

Les restrictions américaines sur les exportations de semi-conducteurs vers la Chine, la bataille pour les infrastructures numériques ou les tensions autour de Taiwan illustrent cette nouvelle compétition. Dans le même temps, Pékin développe sa propre architecture d'influence économique.

L'initiative des Nouvelles routes de la soie a permis à la Chine d'investir massivement dans les infrastructures en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Ports, chemins de fer, zones industrielles, réseaux énergétiques : ces projets créent progressivement un réseau d'interdépendances économiques.

La rivalité ne concerne plus seulement la puissance militaire.

Elle concerne désormais les normes technologiques. Dans l'économie numérique, définir la norme mondiale peut être aussi important que produire la technologie elle-même.

Certains experts évoquent déjà la perspective d'un "splinternet", un Internet fragmenté entre plusieurs écosystèmes technologiques concurrents.

Un monde numérique où les infrastructures, les plateformes et les standards seraient différents selon les blocs d'influence.

Un monde bipolaire... mais différent de la guerre froide

Le concept de G2 évoque naturellement la bipolarité de la guerre froide. Mais la comparaison s'arrête rapidement.

Au XX^e siècle, la planète était divisée en deux blocs idéologiques rigides. Aujourd'hui, la réalité est beaucoup plus complexe. Les économies américaine et chinoise restent profondément interconnectées. Les entreprises collaborent, les marchés financiers sont liés et les chaînes industrielles sont imbriquées.

La compétition est intense, mais la rupture totale reste difficile.

C'est ce paradoxe qui caractérise la géopolitique contemporaine : rivalité stratégique et interdépendance économique coexistent.

Le rôle des puissances intermédiaires

Dans ce paysage mouvant, de nombreux pays refusent l'idée d'un alignement automatique.

L'Inde, par exemple, entretient des relations stratégiques avec les États-Unis tout en préservant une autonomie diplomatique vis-à-vis de la Chine et de la Russie.

Le Brésil, la Turquie ou l'Arabie saoudite adoptent également des stratégies d'équilibre.

En Afrique, plusieurs gouvernements coopèrent avec la Chine sur le plan économique tout en conservant des partenariats sécuritaires avec les États-Unis ou l'Europe.

Cette flexibilité diplomatique devient une ressource stratégique.

Le monde contemporain ne ressemble plus à une simple opposition de blocs.

Il ressemble davantage à un système où les États tentent de naviguer entre plusieurs centres de puissance.



La diplomatie marocaine dans un monde instable

Dans ce contexte international incertain, la stratégie marocaine repose sur une ligne claire : le pragmatisme. Le Royaume a progressivement construit une diplomatie d'équilibre qui combine alliances solides et diversification des partenariats.

La question du Sahara marocain reste naturellement au cœur de cette stratégie.

La reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara a constitué un tournant diplomatique majeur. Elle a contribué à créer une dynamique internationale favorable à l'initiative d'autonomie proposée par Rabat.

Dans ce cadre, la relation avec Washington possède une dimension stratégique évidente.

Mais la diplomatie marocaine ne se limite pas à une seule alliance. Le Royaume développe également ses relations économiques avec l'Afrique, renforce ses partenariats avec l'Europe et élargit ses coopérations avec plusieurs puissances asiatiques.

Cette diversification constitue précisément l'un des piliers de la stratégie marocaine.

Car dans un monde incertain, la dépendance excessive à un seul partenaire peut devenir une fragilité.

Le réalisme comme boussole

La crise au Moyen-Orient a illustré la complexité de ces équilibres.

Le Maroc a condamné les attaques visant les pays du Golfe, rappelant son attachement à la stabilité régionale et à la sécurité de ses partenaires.

Dans le même temps, la diplomatie marocaine a maintenu une posture mesurée, fidèle à sa tradition de prudence stratégique.

Cette approche correspond à la vision portée par Sa Majesté le Roi, qui place la stabilité et l'équilibre au cœur de la politique étrangère du Royaume.

Mais au-delà de la gestion immédiate des crises, la véritable question est plus large : comment un État peut-il préserver sa souveraineté dans un monde où les règles deviennent plus floues ?

La puissance nationale comme assurance stratégique car la réponse ne se trouve pas uniquement dans les alliances diplomatiques. Elle passe aussi par le renforcement de la puissance nationale : Puissance économique, Puissance technologique et Puissance diplomatique.

Le Maroc a engagé ces dernières années plusieurs chantiers structurants : développement industriel, transition énergétique, modernisation des infrastructures et consolidation de son rôle en Afrique. Ces transformations ont une dimension géopolitique.

Un pays qui produit, qui innove et qui attire les investissements renforce naturellement sa capacité à peser dans les équilibres internationaux.

À l'horizon 2035, le monde pourrait effectivement se structurer autour de deux grandes puissances dominantes.

Mais cette bipolarité ne signifiera pas nécessairement un alignement automatique du reste de la planète. De nombreux États chercheront au contraire à préserver leur autonomie stratégique. Dans ce système complexe, les pays capables de combiner réalisme diplomatique, diversification des partenariats et renforcement de leur puissance interne disposeront d'un avantage décisif.

Le Maroc fait précisément partie de ces États qui tentent de construire cette marge de manœuvre. Car au fond, la grande question n'est peut-être pas de savoir si le XXI^e siècle sera dominé par Washington ou par Pékin.

La vraie question est de savoir quels pays sauront garder suffisamment d'équilibre, de lucidité et de vision pour naviguer entre ces deux pôles sans perdre leur souveraineté.

Dans un monde où les règles deviennent incertaines, la véritable puissance est peut-être celle qui sait rester libre de ses choix.



By Lody

Champion de l'actualité



**Pour une information rapide et fiable,
visitez notre site dès maintenant.**



www.lody.ma

TRUMP VEUT LA SORTIE, ISRAËL VEUT LE DERNIER MOT

Room

Mojtaba Khamenei, l'héritier qui complique la fin de guerre..

Ce qui se joue aujourd'hui autour de la guerre en Iran n'est pas seulement une bataille de missiles, de drones ou de prestige militaire. C'est aussi, et peut-être surtout, une bataille sur la manière de sortir du conflit sans le dire trop vite. Ces derniers jours, un glissement subtil mais décisif est apparu : Washington parle encore comme une puissance en campagne, mais raisonne déjà comme une puissance qui cherche la porte de sortie.

Entre Moscou et Tel-Aviv, la paix grise d'un conflit inachevé

Donald Trump a affirmé que la fin de la guerre serait décidée "d'un commun accord" avec Benjamin Netanyahu, tandis que le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a expliqué que la guerre continuerait jusqu'au moment jugé opportun par Israël et les États-Unis. Cette formulation, à elle seule, dit presque tout : on n'est plus dans la seule logique de l'offensive, on est déjà dans celle du dosage, du calendrier, du point d'arrêt.

C'est là que le titre prend tout son sens : séisme de Trump ou missiles de Mojtaba ? Car le choc principal n'est plus seulement sur le terrain militaire. Il est politique. D'un côté, Trump souffle le chaud et le froid, menace, dramatise, puis suggère qu'une issue pourrait être rapide. De l'autre, l'Iran a répondu à la décapitation de son sommet non pas par l'effondrement attendu, mais par un verrouillage. Selon Reuters, l'Assemblée des experts a désigné Mojtaba Khamenei comme nouveau Guide suprême après la mort d'Ali Khamenei dans une frappe américano-israélienne. Autrement dit, le pari d'une désorganisation du système iranien n'a, à ce stade, pas produit le résultat espéré. Il a même peut-être renforcé l'argument du régime : survivre, se resserrer, se durcir.

Il faut mesurer ce que cela signifie. Dans les guerres contemporaines, tuer une figure centrale ne garantit plus la chute de l'édifice. Le renseignement américain lui-même, selon une évaluation révélée par le Washington Post,



par **Mohamed Ait Bellahcen**

estimait avant la guerre qu'une vaste offensive avait peu de chances de renverser le régime iranien. Même en cas d'élimination du Guide suprême, l'appareil politico-militaire devait, selon cette analyse, tenter d'assurer une continuité du pouvoir. C'est une donnée froide, presque bureaucratique, mais elle est accablante pour la logique de l'escalade : on peut détruire beaucoup sans parvenir à reconfigurer ce qu'on voulait abattre. Voilà la part la plus désolante de cette séquence. La guerre produit des ruines plus vite qu'elle ne produit des solutions.

Dans ce contexte, les informations rapportées par Reuters sur l'état d'esprit israélien prennent une autre épaisseur. Plusieurs signaux montrent qu'Israël cherche à infliger un maximum de dégâts à l'Iran avant qu'un éventuel coup d'arrêt américain ne survienne. Ce n'est pas un appel à la paix au sens noble. C'est plutôt le réflexe d'un allié qui craint que la guerre ne se ferme trop tôt, avant d'avoir livré tous ses effets. Plus les marges de manœuvre politiques se réduisent, plus la tentation est forte d'accélérer la violence pour améliorer le rapport de force avant la négociation. Il y a là quelque chose de tragiquement classique : quand la diplomatie réapparaît, les bombes tombent parfois plus vite.

Mojtaba Khamenei, dans cette affaire, n'est donc pas seulement un successeur.

Il devient un symbole de continuité combattante. Reuters le décrit depuis longtemps comme un homme de l'ombre, proche des Gardiens de la révolution et profondément inséré dans les cercles les plus durs du système. Son accession au sommet change la nature de la guerre. Il ne s'agit plus, pour Washington et Tel-Aviv, de pousser un régime vieillissant vers la sortie, mais de faire face à une relève plus jeune, plus idéologiquement raide, moins encombrée peut-être par les ambiguïtés du vieux khaménéisme. En clair : l'Iran blessé pourrait sortir de cette phase plus imprévisible qu'avant.

Dans les coulisses du plaidoyer d'Israël pour mettre fin à la guerre en Iran..

La Russie, comme souvent, occupe l'espace du cynisme méthodique. Le Kremlin a confirmé que Vladimir Poutine avait transmis à Trump des propositions pour mettre fin rapidement à la guerre, et Moscou insiste sur le fait que ses offres de médiation restent sur la table. Cette médiation n'est pas altruiste. Elle répond à une logique simple : la Russie ne veut ni un effondrement iranien qui renforcerait durablement l'influence américaine, ni une guerre trop longue qui déstabiliserait encore davantage le système régional et les marchés énergétiques. Elle cherche une formule de clôture où personne ne gagne vraiment, mais où personne ne tombe tout à fait. Une paix d'usure, en somme. Une paix grise.

Le problème, c'est que cette "sortie" ne ressemble pas à une solution. Elle ressemble à une suspension. Si Trump arrête la guerre trop tôt, il laissera l'image d'un président qui a frappé fort sans changer le cours politique de l'Iran. S'il continue trop longtemps, il risque d'ouvrir un conflit sans fin, coûteux, politiquement abrasif, et de fragiliser encore davantage la confiance des alliés arabes, déjà malmenés par les secousses régionales. Si Israël pousse à prolonger l'offensive, il prend le risque de transformer l'Iran en puissance de résistance légitimée par sa survie. Et si la Russie réussit sa médiation, elle s'imposera comme arbitre utile d'un désordre que l'Amérique n'a pas su refermer seule. Aucune de ces issues n'est propre. Aucune n'est vraiment victorieuse.

Il faut regarder cela avec lucidité. Le plaidoyer israélien pour mettre fin à la guerre n'est pas celui d'un camp rassuré. C'est celui d'un acteur inquiet du temps, des stocks, du seuil politique et du récit final. Derrière les formules martiales, il y a une angoisse stratégique très nette : celle de voir l'Iran survivre à l'épreuve, celle de voir Washington reprendre la main sur le calendrier, celle de découvrir que l'on peut gagner des jours de feu et perdre la maîtrise du sens. Au Moyen-Orient, les conflits ne meurent jamais proprement. Ils se replient, se déplacent, changent de forme. Cette guerre pourrait s'arrêter bientôt. Mais son après, lui, a déjà commencé. Et il est peut-être plus dangereux que sa première phase.



ALLÔ ALGER ? MOSCOU VEND SES AMIS... AU KILO, SANS GARANTIE !!

Room

Il paraît que la ligne est mauvaise entre Alger et Moscou... On entend des grésillements... Des silences... Des « nous vous rappelons »... Chez le grand fournisseur d'alliances stratégiques, la fidélité n'est pas comprise dans le prix... C'est la liquidation avant inventaire...

Il fut un temps où l'on croyait encore aux alliances éternelles... Aux photos en noir et blanc des poignées de main viriles... Aux communiqués solennels parlant d'« amitié stratégique indéfectible »... Puis la réalité est arrivée... En costume sombre, avec une calculatrice... La Russie, grande prêtresse autoproclamée du contrepoids mondial, vient de rappeler une règle élémentaire de la géopolitique moderne... l'amitié, c'est sentimental... le gaz, c'est contractuel... !!

Les alliés d'hier ont appris, parfois tard, qu'un parapluie géopolitique peut se refermer brusquement... surtout quand il pleut des contrats en Europe... Hier, la Syrie... On jurait qu'elle était sous protection premium... protection à durée déterminée, renouvelable selon stock disponible... On promettait une protection indestructible... Mais le régime a tangué pendant que Moscou regardait ailleurs, occupée à des dossiers jugés plus rentables... !!

Puis l'Iran... Grande rhétorique, posture martiale, promesses d'axe indestructible... Et quand la pression monte ?!! Moscou consulte d'abord ses tableaux Excel... Les alliances sont devenues des contrats à géométrie variable... La morale, elle, n'est pas cotée en bourse... Les Gardiens de la Révolution ont découvert une vérité désagréable... quand les intérêts sont soldés, le soutien devient optionnel... Les discours flamboyants sur l'axe de résistance fondent plus vite qu'un rouble sous sanctions... !!

On nous expliquait que la moindre étincelle déclencherait l'embrasement planétaire... Mais le monde n'a pas brûlé... Parce qu'en géopolitique version 2026, on menace fort... mais on facture plus fort encore... La dissuasion sert à impressionner... Les intérêts servent à décider... Et quand les intérêts changent, la dissuasion prend des congés... c'est la Troisième Guerre mondiale... en version PowerPoint !!



par **Mohammed Yassir Mouline**

Pendant ce temps, Alger continue de croire au parapluie stratégique grand format... Réflexes d'un autre siècle... Discours figés dans l'ombre des années 60... Camp contre camp... Fidélité idéologique... Mais le monde ne fonctionne plus à la loyauté doctrinale... Il fonctionne au rendement...

Quand deux capitales vendent le même gaz au même continent, la fraternité révolutionnaire se transforme vite en concurrence énergétique... Et dans cette compétition, Moscou ne finance pas ses concurrents... Elle les observe... Aux Nations unies, quelques votes ont eu un goût étrange... Un soutien moins enthousiaste... Un silence plus lourd que prévu... Ce n'est pas une rupture... C'est un signal... Allô Alger ? Vous êtes toujours en ligne ?!!

Pendant ce temps-là, Rabat tend la main... Le Maroc propose d'ouvrir une nouvelle page... Dialogue... Apaisement... Réalisme... C'est une décision judicieuse et politiquement astucieuse destinée à promouvoir l'unité et à avancer vers une union qui fortifie la région du Maghreb... mais les sourds ne perçoivent pas l'appel... !!

En géopolitique, la main tendue peut être une perche... ou un miroir... une main tendue est souvent un message codé... « Le monde change... À toi de voir si tu veux changer avec lui. »... « Nous savons comment tourne le monde... Et vous ? »...

Mais la grande vérité qui dérange... Il existe une règle simple... Les États n'ont pas d'amis... Ils ont des intérêts... Les slogans rassurent les foules... Les intérêts rassurent les banques centrales... La Russie ne trahit personne... Elle optimise... Et ceux qui confondent solidarité historique et garantie stratégique découvrent parfois que la marchandise "alliance éternelle" était vendue... sans service après-vente...

La Russie ne trahit pas... Elle ajuste... Et ceux qui confondent posture et protection découvrent parfois, un matin, que le parapluie est resté à Moscou... Le monde n'est plus binaire... Il est transactionnel... Et dans ce grand marché diplomatique, mieux vaut lire les petites lignes du contrat avant de brandir les slogans... Parce qu'à la fin, ce ne sont ni les hymnes ni les souvenirs qui sauvent un régime... Ce sont les rapports de force... Et eux ne connaissent ni fidélité... ni sentimentalité... !!



Allô Alger ? Le monde n'est plus binaire... Il est transactionnel... Et dans ce supermarché géopolitique, mieux vaut vérifier la date de péremption de ses alliances... Sinon, un matin, on décroche le téléphone... et la tonalité a changé... Wa Salam Aleykoun wa Rahmatou Allah.

CHRONIQUE – QUAND LA GUERRE RALLUME LES MYTHES : LE RETOUR DES RÉCITS EXTRÊMES



par Adnane Benchakroun

À chaque grande guerre, il n'y a pas seulement des missiles qui traversent le ciel. Il y a aussi des récits qui se réveillent. Des récits anciens, enfouis, parfois marginalisés, qui réapparaissent dès que l'ordre du monde tremble. La confrontation actuelle entre l'Iran, les États-Unis et Israël agit comme un accélérateur brutal de ce phénomène. À mesure que les bombes tombent et que les chancelleries s'affolent, les extrémistes de tous bords – religieux, idéologiques, complotistes – sortent de l'ombre avec une assurance troublante : "Nous vous l'avions bien dit."

Depuis quelques jours, les réseaux sociaux, certaines tribunes et chaînes parallèles débordent d'analyses affirmant que nous assistons non pas à une guerre de plus, mais à l'accomplissement d'un plan ancien. Tout s'emboîterait enfin : Jérusalem, le III^e Temple, la disparition d'Al-Aqsa, le « Grand Israël » du Nil à l'Euphrate, l'effondrement des États-nations et, au bout du tunnel, un gouvernement mondial unique, une monnaie unique – souvent fantasmée sous forme de crypto – et une humanité sommée d'abdiquer. Pour ces récits, la guerre actuelle n'est pas une tragédie : c'est une preuve.

Il serait tentant de balayer ces discours d'un revers de main, de les réduire à une folie marginale. Ce serait une erreur. Car ce qui se joue ici n'est pas la véracité de ces thèses, mais leur fonction politique et psychologique dans un monde épuisé par l'instabilité permanente.

Le thème du III^e Temple, par exemple, n'est pas une invention récente. Il traverse depuis des décennies certains courants messianiques juifs ultra-minoritaires. Dans ces cercles, la mosquée Al-Aqsa n'est pas seulement un lieu de culte musulman : elle est perçue comme un obstacle eschatologique.

À chaque flambée de violence à Jérusalem, ce récit resurgit, amplifié, déformé, instrumentalisé. La guerre actuelle offre à ces groupes un carburant inespéré. Peu importe qu'aucune décision officielle, étatique ou internationale, n'aille dans ce sens : dans l'imaginaire radical, l'intention compte plus que les faits.

Le même mécanisme est à l'œuvre avec l'idée du « Grand Israël ». Ce concept, issu d'une lecture littérale et maximaliste de textes bibliques, est régulièrement brandi comme preuve d'un projet expansionniste global. Or, dans la réalité géopolitique, Israël agit selon des logiques sécuritaires, militaires et diplomatiques bien plus prosaïques, souvent brutales, mais rarement messianiques au sens strict. Pourtant, pour les extrémistes, la nuance est inutile. Le conflit devient la confirmation d'une prophétie.

En miroir, dans d'autres sphères idéologiques, notamment complotistes, la guerre est interprétée comme une étape vers un gouvernement mondial. Les États s'affaibliraient volontairement par la guerre, les peuples seraient épuisés par l'insécurité, l'inflation, les pénuries, jusqu'à accepter l'inacceptable : une autorité supranationale unique, une monnaie numérique globale, une gouvernance technocratique présentée comme seule alternative au chaos. Dans ce récit, Jérusalem devient non plus une capitale nationale, mais le symbole d'un centre du monde imposé.

Cette vision recycle des phrases célèbres, souvent sorties de leur contexte, comme celle de Jacques Attali évoquant un jour la possibilité d'un gouvernement mondial et se demandant s'il naîtrait « avant ou après la guerre ». Pour les complotistes, la citation devient aveu. Pour l'analyste, elle est surtout une réflexion intellectuelle sur les risques du monde, pas un plan opérationnel.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la guerre crée un besoin de sens. Lorsque les conflits se multiplient, lorsque les frontières deviennent floues, lorsque les alliances changent trop vite pour être comprises, l'esprit humain cherche une logique globale. Les récits extrémistes offrent cette logique clé en main. Ils transforment le chaos en scénario. Ils rassurent en expliquant. Ils donnent l'illusion de comprendre là où la réalité est fondamentalement instable.

Mais cette logique est trompeuse. Le monde réel ne fonctionne pas comme un jeu d'échecs contrôlé par une poignée d'acteurs omniscients. Il fonctionne par frictions, erreurs de calcul, rivalités internes, pressions économiques, contraintes sociales. La guerre Iran-USA-Israël n'est pas le produit d'un plan millénaire parfaitement huilé. Elle est le résultat d'un empilement de décisions stratégiques, de lignes rouges franchies, de rapports de force mal maîtrisés.

Pour autant, il serait naïf de nier que les extrêmes prospèrent sur ce terrain. La guerre leur offre une visibilité, une légitimité émotionnelle. Elle permet de mobiliser, de recruter, de radicaliser. Chaque missile devient un argument. Chaque image de destruction est utilisée pour prouver que « le monde ancien est mort » et que seule une rupture totale peut sauver l'humanité.

Le danger n'est pas seulement géopolitique. Il est cognitif. À force de répéter que tout est écrit, que tout est joué, que les peuples n'ont plus qu'à abdiquer ou subir, ces récits installent une fatigue démocratique profonde. Ils transforment la peur en résignation. Ils remplacent la complexité par la fatalité.

Or l'histoire montre l'inverse : les grands conflits n'aboutissent pas mécaniquement à un ordre unique. Ils produisent souvent des mondes fragmentés, instables, contradictoires. Après chaque guerre majeure, les promesses d'ordre mondial parfait se brisent sur les réalités humaines, culturelles et politiques.

La guerre actuelle est grave. Elle est dangereuse. Elle peut durer. Elle peut s'étendre. Mais elle ne signe ni la fin des nations, ni l'avènement automatique d'un gouvernement mondial, ni l'accomplissement d'un scénario prophétique global. Elle révèle surtout la fragilité de nos repères, et la facilité avec laquelle les récits extrêmes s'en emparent.

Face à cela, le rôle du journalisme, de l'analyse critique et de la lucidité intellectuelle est central. Non pour rassurer artificiellement. Non pour nier les risques. Mais pour refuser les raccourcis, démonter les mythes, rappeler que l'histoire n'est jamais écrite d'avance.

Car le vrai choix n'est pas entre guerre perpétuelle et abdication. Le vrai choix est entre pensée critique et soumission aux récits simplificateurs. Et ce choix, lui, reste encore entre nos mains.



CONFLIT US-ISRAËL-IRAN : LE MOYEN-ORIENT BASCULE DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Le Moyen-Orient vient de franchir le Rubicon. L'offensive militaire massive et coordonnée lancée ce week-end par les États-Unis et Israël contre l'Iran marque la fin brutale de décennies de guerre de l'ombre. En frappant le cœur du pouvoir à Téhéran, l'axe Washington-Tel-Aviv tente de redessiner l'architecture sécuritaire de la région par la force. Cependant, face à un "Axe de la Résistance" qui s'embrase déjà sur de multiples fronts, cette stratégie du choc risque de précipiter le monde dans un conflit asymétrique aux conséquences économiques et géopolitiques incalculables.

Une stratégie de décapitation aux répercussions régionales imprévisibles

L'opération militaire conjointe déclenchée par les forces américaines et israéliennes représente une rupture tectonique dans l'histoire contemporaine du Moyen-Orient. Il ne s'agit pas d'une simple frappe punitive, mais d'une véritable stratégie de décapitation visant à paralyser l'appareil d'État iranien. En ciblant directement la capitale, Téhéran, et en éliminant des figures de proue absolues telles que le Guide suprême Ali Khamenei ainsi que de hauts responsables de la sécurité nationale, la coalition a délibérément fait voler en éclats le fragile équilibre de la dissuasion. Cette offensive spectaculaire vise à neutraliser définitivement les capacités balistiques et nucléaires de la République islamique, imposant un changement de paradigme par la force brute. Pour les experts en relations internationales, cet événement s'inscrit d'ores et déjà comme un moment charnière dont les réverbérations redéfiniront l'ordre mondial.

Cependant, l'illusion d'une guerre chirurgicale, rapide et contenue s'est dissipée en l'espace de quelques heures. Malgré le vide colossal laissé au sommet de son pouvoir, l'Iran a immédiatement activé sa doctrine de défense asymétrique, prouvant la résilience de son commandement militaire décentralisé. Le conflit s'est instantanément régionalisé, le Hezbollah libanais ouvrant un second front extrêmement volatil au nord d'Israël par des échanges de tirs d'une intensité inédite. Parallèlement,

Téhéran a déclenché une vague de représailles ciblant les intérêts stratégiques américains et israéliens à travers toute la région. Le coût de cette escalade s'alourdit rapidement pour la coalition, le Pentagone ayant déjà confirmé la mort de trois militaires américains ainsi que la perte de plusieurs avions de chasse dans la zone d'opérations.

La trajectoire de cette conflagration dépend désormais de la capacité du Corps des Gardiens de la Révolution islamique à maintenir la cohésion interne du pays face au déluge de feu occidental. Si la supériorité technologique et aérienne de l'axe Washington-Tel-Aviv est incontestable, la victoire politique et stratégique demeure hautement incertaine.

L'histoire récente de la région démontre avec acuité que les interventions visant à renverser des régimes engendrent invariablement des décennies d'instabilité chronique. En poussant l'Iran dans ses derniers retranchements, les États-Unis et Israël prennent le risque calculé d'une guerre d'usure qui pourrait bloquer le détroit d'Ormuz, asphyxier l'approvisionnement énergétique mondial et forcer l'intervention d'autres puissances globales, transformant une crise régionale en un véritable cataclysme géopolitique.

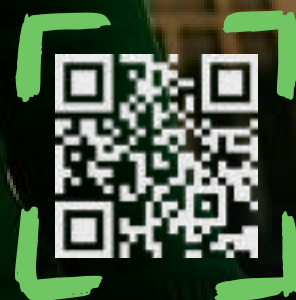
par **Mamoune ACHARKI**



By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**



POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

www.lodj.ma

ISRAËL-IRAN : LA GUERRE QUI COÛTE DES MILLIARDS ET FISSURE LE MYTHE DE L'INVINCIBILITÉ

Billet

La facture cachée de la guerre.. Comment l'Iran a forcé Israël à payer le prix du conflit ?

Dans les guerres modernes, la bataille ne se joue plus seulement sur le terrain militaire. Elle se joue aussi dans les budgets, les infrastructures, les marchés financiers et l'image stratégique des États. La confrontation actuelle entre Israël et l'Iran illustre parfaitement cette réalité : derrière les communiqués officiels et les narratifs patriotiques se cache une facture colossale, rarement évoquée publiquement.

USA : Un milliard de dollars par jour !

Depuis le début des frappes et contre-frappes, une question revient dans les cercles stratégiques : combien coûte réellement cette guerre ? Les chiffres disponibles, bien que fragmentaires, suggèrent un niveau d'usure financière et militaire considérable, notamment pour Israël, pourtant réputé pour l'efficacité de ses systèmes de défense.

Une seule nuit d'attaques iraniennes, combinant missiles balistiques et drones, aurait contraint Israël à mobiliser massivement ses systèmes d'interception. Chaque tir d'un missile du système Arrow, conçu pour neutraliser les menaces balistiques, peut coûter plus de trois millions de dollars. À cela s'ajoutent les interceptions réalisées par les batteries de David's Sling, dont chaque projectile dépasse souvent le million de dollars. Résultat : en quelques heures seulement, la facture des interceptions aurait dépassé le milliard de dollars.

Mais la défense n'est qu'une partie de l'équation. Les opérations offensives menées par l'aviation israélienne représentent elles aussi un coût gigantesque. Une frappe contre des cibles situées à plus de 1500 kilomètres nécessite la mobilisation d'une flotte aérienne complexe : avions de chasse F-35, F-15 ou F-16, appareils de ravitaillement en vol, avions de surveillance et de guerre électronique. Une seule heure de vol d'un F-35 peut dépasser les 35 000 dollars. Lorsque des dizaines d'appareils sont mobilisés simultanément, la facture grimpe rapidement à des niveaux vertigineux.

À cette dimension financière s'ajoute la question des dégâts matériels. Des images satellites commerciales, de plus en plus utilisées par les analystes indépendants, suggèrent que certaines bases stratégiques israéliennes ont été touchées.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Parmi elles, la base de Nevatim, considérée comme l'un des piliers de l'aviation israélienne et abritant notamment les escadrons de F-35. La base de Ramon aurait également subi des impacts, tout comme certaines infrastructures liées au renseignement.

Ces informations restent difficiles à confirmer de manière définitive, notamment en raison de la censure militaire stricte imposée en Israël. Les autorités limitent la diffusion d'images et d'informations susceptibles de révéler l'ampleur des dégâts. Pourtant, dans un monde où les satellites commerciaux et les réseaux sociaux documentent les événements presque en temps réel, maintenir le secret devient de plus en plus difficile.

Au-delà des installations militaires, l'impact sur la société israélienne elle-même est tangible. Les alertes aériennes répétées, la paralysie du trafic aérien et les interruptions d'activité économique ont profondément perturbé la vie quotidienne. Des milliers de civils se sont réfugiés dans les abris, tandis que les compagnies aériennes suspendaient leurs vols vers l'aéroport Ben Gourion.

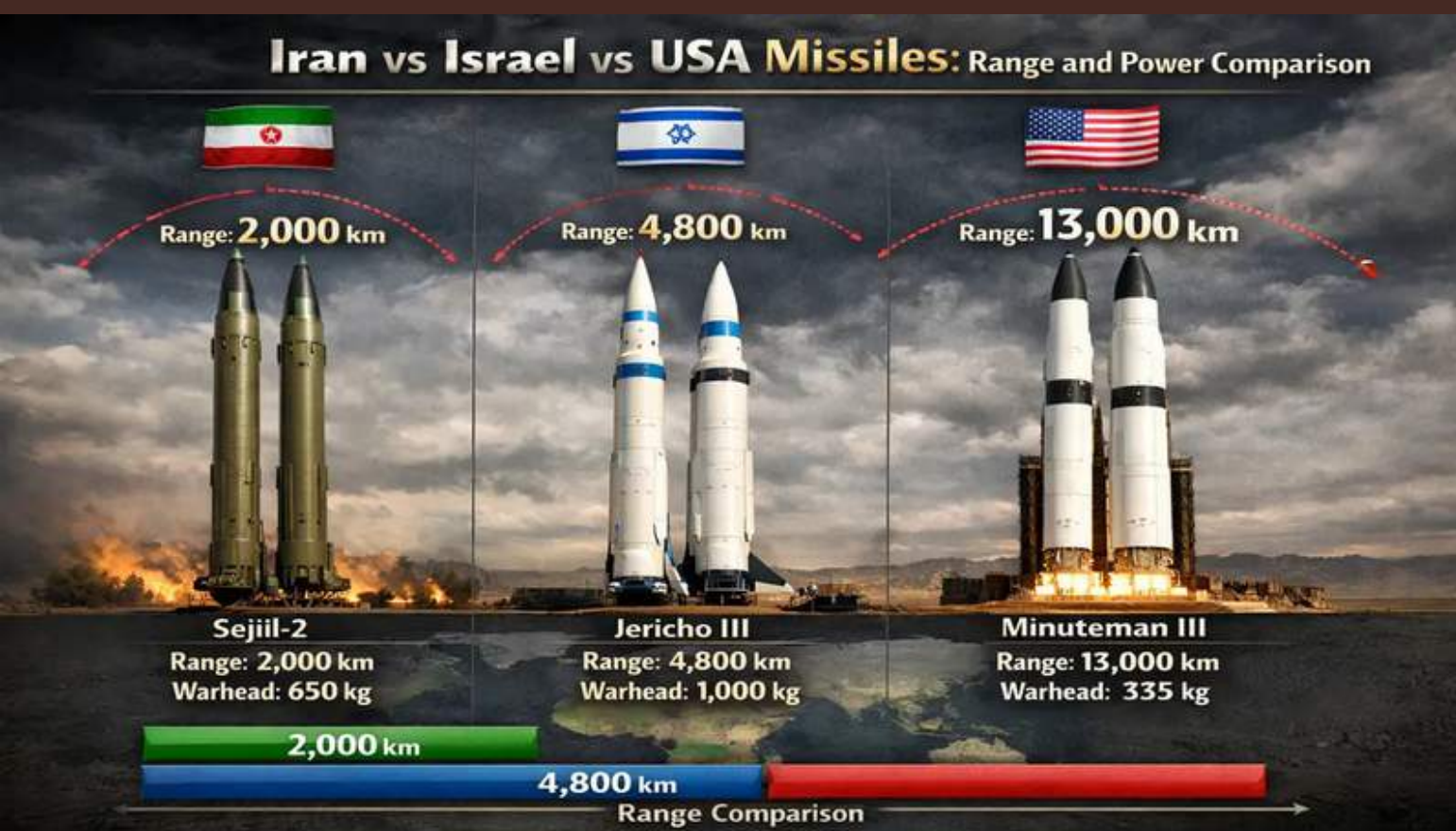
Derrière les missiles, les milliards : la guerre Israël-Iran révélée par les chiffres

Cette situation soulève une question plus large : celle du mythe de l'invincibilité stratégique. Depuis des décennies, Israël a construit une réputation de puissance militaire technologiquement supérieure, capable de protéger son territoire contre toute menace. Cette image a largement contribué au succès international de son industrie de défense, dont les exportations dépassent régulièrement les 13 milliards de dollars par an.

Or, la confrontation actuelle montre que même les systèmes les plus avancés ne peuvent garantir une protection totale face à des attaques massives et répétées. Pour la première fois depuis longtemps, Israël apparaît contraint de s'appuyer sur un soutien militaire et logistique international pour renforcer la protection de son espace aérien.

Cela ne signifie pas pour autant un effondrement militaire. Israël demeure une puissance technologique majeure et conserve une capacité offensive considérable. Mais une réalité s'impose : la guerre moderne n'est jamais gratuite. Elle impose des coûts financiers, humains et politiques qui finissent toujours par peser sur les sociétés qui la mènent.

La leçon principale de cette confrontation est peut-être là : les conflits contemporains ne se gagnent plus seulement par la supériorité militaire, mais par la capacité économique et stratégique à absorber l'usure de la guerre.



Et sur ce terrain, les chiffres racontent souvent une histoire bien différente de celle des discours officiels.

AVANT : « LE VATICAN, COMBIEN DE DIVISIONS ? » AUJOURD'HUI : « L'IRAN, COMBIEN DE MISSILES ? »

La facture cachée de la guerre.. Comment l'Iran a forcé Israël à payer le prix du conflit ?

Dans les guerres modernes, la bataille ne se joue plus seulement sur le terrain militaire. Elle se joue aussi dans les budgets, les infrastructures, les marchés financiers et l'image stratégique des États. La confrontation actuelle entre Israël et l'Iran illustre parfaitement cette réalité : derrière les communiqués officiels et les narratifs patriotiques se cache une facture colossale, rarement évoquée publiquement.

Selon plusieurs analyses militaires publiées ces derniers jours, qui restent toutefois à confirmer, l'Iran aurait commencé à modifier sa tactique de tir.

Pendant des décennies, une formule ironique attribuée à Joseph Staline résumait le cynisme géopolitique du XX^e siècle : « Le Vatican, combien de divisions ? ». Autrement dit : combien de soldats, combien de chars, combien de puissance réelle derrière un discours moral.

Une guerre de stocks

En mars 2026, alors que la guerre entre l'Iran, les États-Unis et Israël s'installe dans sa deuxième semaine, une question presque identique circule désormais sur tous les plateaux télé et dans les états-majors : « L'Iran, combien de missiles lui reste-t-il ? »

Derrière cette interrogation apparemment technique se cache une réalité stratégique centrale : dans ce conflit, la guerre pourrait être décidée non par une bataille décisive, mais par l'épuisement des stocks d'armes.

Depuis le début des frappes, les chiffres donnent le vertige.

Selon des responsables militaires américains, plus de 500 missiles balistiques et plus de 2 000 drones iraniens ont déjà été lancés dans la région.

Ces attaques ont visé Israël, mais aussi plusieurs États du Golfe, des bases militaires américaines et certaines infrastructures énergétiques.

Pour les analystes militaires, la guerre ressemble désormais à ce qu'ils appellent une "salvo competition", une compétition de salves : qui tirera le plus longtemps avant de tomber à court de munitions.

Car dans cette équation asymétrique, une chose frappe les observateurs : les drones iraniens coûtent quelques dizaines de milliers de dollars, alors que les missiles d'interception occidentaux peuvent dépasser plusieurs millions.



Par la rédaction

Une guerre économique autant que militaire.

Le mystère du stock iranien

Le problème, pour les analystes occidentaux, est que personne ne connaît exactement l'arsenal iranien.

Les estimations avant le conflit variaient déjà fortement car certaines sources évoquaient plus de 3 000 missiles balistiques dans l'arsenal iranien d'autres estimaient plutôt 2 000 à 3 000 missiles opérationnels.

Les frappes israéliennes et américaines, ainsi que les tirs massifs des premiers jours de guerre, auraient déjà réduit ce stock.

Selon certaines estimations récentes, il resterait aujourd'hui entre 1 000 et 1 500 missiles utilisables. Mais ce chiffre reste fragile. Pourquoi ?

Parce que l'Iran a construit depuis trente ans un réseau de production et de stockage extrêmement dispersé : tunnels souterrains, bases mobiles, silos camouflés, et infrastructures industrielles civiles convertibles en usines militaires.

La véritable arme : les drones

Si les missiles balistiques attirent l'attention, la véritable révolution militaire iranienne est ailleurs : les drones. Les drones kamikazes de la famille Shahed, devenus célèbres en Ukraine, constituent aujourd'hui la pièce maîtresse de la stratégie iranienne.

Et là encore, les chiffres donnent le vertige.

Certains analystes évoquent des dizaines de milliers d'unités, avec des capacités de production industrielle capables d'en fabriquer des milliers par mois.

Contrairement aux missiles, ces drones sont peu coûteux, faciles à produire, difficiles à intercepter lorsqu'ils arrivent en essaim.

Résultat : ils permettent à l'Iran de mener une guerre d'usure technologique.

Une stratégie assumée : l'épuisement. Cette logique correspond parfaitement à la doctrine militaire iranienne.

L'Iran sait qu'il ne peut pas rivaliser avec l'aviation américaine ou israélienne.

Sa réponse consiste donc à inonder les défenses adverses de missiles et de drones.

Le principe est simple : saturer les systèmes antimissiles, multiplier les frappes, obliger l'adversaire à dépenser des ressources colossales pour chaque interception.

Dans cette logique, la question stratégique n'est plus seulement militaire mais industrielle :

combien de missiles l'Iran peut produire chaque mois ?

combien d'intercepteurs Patriot ou Arrow les États-Unis et Israël peuvent fabriquer ?

qui tiendra le plus longtemps ?

Une guerre du XXI^e siècle. Le paradoxe est saisissant.

Au XX^e siècle, les guerres se gagnaient par la conquête de territoires.

Au XXI^e siècle, elles pourraient se décider dans les chaînes d'approvisionnement des usines d'armement.

Une guerre de logistique. Une guerre de production. Une guerre de stocks.

C'est pourquoi, dix jours après le début du conflit, les analystes militaires du monde entier répètent la même question sur les plateaux de télévision :

« L'Iran, combien de missiles lui reste-t-il ? »

Comme autrefois pour le Vatican, la réponse à cette question pourrait bien déterminer le poids réel d'une puissance sur l'échiquier mondial.

Et peut-être aussi l'issue de cette guerre.

Selon plusieurs analyses militaires publiées ces derniers jours — qui restent toutefois à confirmer — l'Iran aurait commencé à modifier sa tactique de tir.

Après avoir privilégié, dans les premiers jours de la guerre, des attaques de saturation combinant missiles et drones pour submerger les systèmes antimissiles israéliens, les forces iraniennes semblent désormais adopter une approche différente.

Plusieurs observateurs évoquent des salves plus petites, parfois tirées missile par missile, ou en rafales très espacées dans le temps. L'objectif serait de tester les défenses israéliennes, d'identifier les angles morts du système multicouche — souvent résumé médiatiquement par le seul « Dôme de fer », mais qui inclut en réalité plusieurs systèmes comme Arrow ou David's Sling.

Ce changement de tempo pourrait répondre à deux logiques.

La première est tactique : exploiter les failles de détection ou les délais de réaction des radars et des batteries antimissiles.

La seconde est logistique : rationner les stocks pour tenir dans la durée, alors que le rythme de tirs iraniens a déjà nettement diminué depuis les premières heures du conflit.

Certains analystes parlent ainsi d'une "guerre d'ajustement permanent", où chaque camp observe la réaction de l'autre pour adapter sa stratégie presque en temps réel.

Dans cette guerre technologique, la question centrale reste la même : non plus seulement qui frappe le plus fort, mais qui comprend le mieux les failles du système adverse.

Et dans cette équation incertaine, un seul missile bien placé peut parfois valoir cent tirs de saturation.



GUERRES ILLÉGALES : DOMINIQUE DE VILLEPIN PROPOSE QUE LES PAYS AGRESSEURS PAIENT LA RECONSTRUCTION

Billet

Guerres illégales (sans mandat de l'ONU) : Dominique de Villepin propose que les pays agresseurs paient la reconstruction « celui qui casse paie » mais que devient le fameux “droit d’ingérence”

Vers un nouveau principe du droit international : « celui qui casse paie »

Dans le vocabulaire des relations internationales, certains principes deviennent des boussoles morales. Le principe du « pollueur payeur », par exemple, s’est progressivement imposé dans le droit environnemental : celui qui dégrade un écosystème doit financer sa réparation. L’ancien Premier ministre français Dominique de Villepin propose aujourd’hui d’appliquer une logique comparable... mais au domaine de la guerre.

Son idée, formulée dans plusieurs prises de parole récentes, tient en une formule simple : tout État qui déclenche une intervention militaire illégitime ou illégale – c’est-à-dire sans mandat des Nations unies – devrait être tenu de financer la reconstruction des destructions qu’il a provoquées. Une sorte de principe international du « casseur payeur » appliqué aux conflits armés.

Derrière cette proposition se trouve une critique ancienne du fonctionnement du système international. Depuis la création de l’Organisation des Nations unies en 1945, la légalité des interventions militaires repose théoriquement sur un cadre clair : l’usage de la force est interdit sauf en cas de légitime défense ou lorsqu’il est autorisé par le Conseil de sécurité. Dans la pratique, pourtant, de nombreuses opérations militaires ont été menées en contournant ou en interprétant largement ce cadre juridique.

Les exemples sont nombreux. L’invasion de l’Irak en 2003 par une coalition menée par les États-Unis s’est déroulée sans mandat explicite du Conseil de sécurité. L’intervention de l’OTAN en Libye en 2011, bien qu’appuyée par une résolution de protection des civils, reste pour certains juristes un exemple de mandat interprété au-delà de son objectif initial. Dans ces conflits, les coûts humains et matériels ont été immenses, tandis que la reconstruction a souvent été laissée à la charge des populations locales ou de la communauté internationale.

C’est précisément ce déséquilibre que vise la proposition de Dominique de Villepin. Dans son raisonnement,



Par **Adnane Benchakroun**

l’absence de responsabilité financière alimente l’irresponsabilité stratégique. Un État peut déclencher une opération militaire, provoquer des destructions massives, puis se retirer en laissant aux autres – institutions internationales, pays voisins, bailleurs de fonds – le soin de réparer les dégâts.

La reconstruction de l’Irak, par exemple, a coûté plusieurs centaines de milliards de dollars au fil des années. Celle de la Syrie, selon certaines estimations internationales, pourrait dépasser 400 milliards de dollars. Des montants gigantesques qui dépassent largement les capacités des États fragilisés par la guerre.

Pour Villepin, introduire un principe juridique international de responsabilité financière pourrait produire un effet dissuasif. Si les puissances savaient qu’elles devront payer la reconstruction complète des infrastructures détruites – routes, hôpitaux, écoles, réseaux énergétiques – elles réfléchiraient peut-être davantage avant d’engager une intervention non validée par l’ONU.

Cette idée s’inscrit dans une tradition diplomatique française attachée au multilatéralisme. En 2003, déjà, Dominique de Villepin avait marqué les esprits en s’opposant à l’intervention en Irak devant le Conseil de sécurité de l’ONU, dans un discours devenu célèbre pour sa défense du droit international et du rôle de l’organisation.

Reste une question centrale : comment transformer une telle proposition en règle effective ? Le droit international fonctionne avant tout par le consentement des États. Pour qu'un principe comme celui-ci devienne contraignant, il faudrait soit un traité international ratifié par un grand nombre de pays, soit une évolution progressive de la jurisprudence internationale.

La difficulté est évidente. Les grandes puissances militaires, celles précisément susceptibles d'être concernées par ce type de responsabilité, seraient aussi celles dont l'accord serait indispensable à son adoption. Autrement dit, les acteurs capables de bloquer la règle seraient aussi ceux auxquels elle s'appliquerait le plus.

Malgré ces obstacles, l'idée touche un point sensible du débat international : la question de l'impunité stratégique. Dans un monde où les conflits se multiplient et où les reconstructions durent parfois des décennies, la proposition de Villepin remet sur la table une interrogation fondamentale : qui paie vraiment le prix des guerres ?

Aujourd'hui, ce sont le plus souvent les populations civiles, les États fragiles et les institutions internationales. Demain, si un tel principe voyait le jour, la facture pourrait changer de destinataire. Et avec elle, peut-être, le calcul politique de ceux qui décident d'entrer en guerre.

Reste une question sensible, presque philosophique : que deviendrait le fameux "droit d'ingérence" dans un tel système ?

Depuis les années 1990, ce concept — théorisé notamment par Bernard Kouchner — repose sur une idée simple : lorsque des populations sont victimes de crimes massifs ou de catastrophes humanitaires, la communauté internationale pourrait intervenir, même contre la souveraineté d'un État. Le principe a ensuite évolué vers la doctrine de la « responsabilité de protéger », adoptée par l'Organisation des Nations unies en 2005.

Mais introduire un principe de responsabilité financière des États intervenants poserait immédiatement un dilemme. Si un pays décide d'intervenir pour empêcher un génocide ou une catastrophe humanitaire, devra-t-il ensuite assumer seul le coût colossal de la reconstruction ? La question est loin d'être théorique.

Car dans la réalité des crises contemporaines, la frontière entre intervention humanitaire, opération militaire et calcul géopolitique est souvent floue. Une intervention peut être présentée comme humanitaire par ses initiateurs et perçue comme stratégique par d'autres acteurs.



Le principe évoqué par Dominique de Villepin aurait donc un effet paradoxal. D'un côté, il pourrait freiner les aventures militaires unilatérales en introduisant un coût direct et mesurable. De l'autre, il pourrait aussi rendre les États plus prudents face aux crises humanitaires, par crainte d'hériter seuls de la facture de la reconstruction.

Toute la difficulté tient donc dans l'équilibre entre deux exigences contradictoires : empêcher les guerres illégitimes sans paralyser les interventions nécessaires pour protéger des populations.

Autrement dit, derrière la formule simple « celui qui casse paie » se cache une question beaucoup plus complexe : comment responsabiliser la puissance sans neutraliser la solidarité internationale ?

Dans un monde où les conflits se multiplient et où les reconstructions durent parfois des décennies, le débat ne fait sans doute que commencer. Et il rappelle une vérité ancienne de la diplomatie : la guerre est parfois décidée en quelques jours, mais ses conséquences financières et humaines peuvent durer un siècle.

DU BIPEUR AU CHAMP DE BATAILLE : COMMENT LE CODE EST DEVENU UNE ARME DE GUERRE ?

L'explosion coordonnée de milliers de bipeurs au Liban en 2024 a agi comme un électrochoc géopolitique. L'image est restée : des appareils du quotidien, tenus à la main quelques secondes plus tôt, soudain transformés en armes. Au-delà du choc, un basculement stratégique s'est imposé dans le débat public : la guerre ne passe plus seulement par les missiles, les drones ou les commandos. Elle s'installe aussi dans les circuits logistiques, les systèmes embarqués, les mises à jour invisibles et les logiciels malveillants.

Pagers piégés, logiciels espions et guerre invisible : le Liban, laboratoire d'un nouvel âge cybernétique

L'épisode libanais a ravivé une question devenue centrale : dans un monde saturé d'objets connectés, où finit l'outil de communication et où commence l'arme potentielle ? Le cœur du problème n'est pas seulement matériel. Ce n'est pas uniquement l'objet qui tue, mais le code qui l'active, le réseau qui le contrôle, l'architecture technique qui le rend vulnérable. La quincaillerie n'est plus qu'un support ; le véritable champ de bataille est logiciel.

Selon plusieurs récits et analyses qui ont circulé après l'attaque, l'opération ne relèverait pas d'une improvisation tactique, mais d'une infiltration longue, méthodique et profondément industrielle. L'idée est glaçante : modifier des appareils en amont, durant la chaîne d'approvisionnement, y associer une logique d'activation à distance, puis attendre le moment opportun. Autrement dit, transformer la logistique mondiale en théâtre clandestin de guerre.

Cette logique renvoie à une mutation majeure : la privatisation croissante des capacités offensives. Longtemps, l'imaginaire collectif associait l'espionnage numérique aux seuls services de renseignement étatiques. Or le marché mondial des logiciels de surveillance raconte une autre histoire. Des entreprises privées conçoivent, testent et vendent des outils capables d'infiltrer téléphones, ordinateurs, caméras et réseaux. Officiellement, ces technologies servent à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Dans la pratique, elles ont souvent débordé ce cadre pour viser journalistes, opposants, militants et avocats.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Quand un pager devient une arme de guerre..

C'est précisément ce que l'affaire Hacking Team avait révélé au grand jour. En 2015, le chercheur connu sous le pseudonyme de Phineas Fisher avait réussi à pénétrer les systèmes internes de cette société italienne spécialisée dans les outils d'intrusion. Les documents divulgués avaient exposé un univers opaque : codes sources, failles "zero day", listes de clients étatiques, capacités de surveillance avancées et usages contestés de logiciels vendus comme "légaux". Le scandale avait montré que le cyberespionnage n'était plus seulement un instrument de souveraineté, mais aussi un produit commercial, inséré dans un marché globalisé, structuré, rentable.

Le parallèle avec le Liban est politiquement explosif. Il suggère qu'entre le sabotage matériel et l'infection logicielle, la frontière est désormais poreuse. Une attaque ne commence plus nécessairement le jour où elle se déclenche. Elle commence parfois des mois, voire des années plus tôt, quand un appareil est compromis à la source, quand une faille est volontairement conservée, ou quand un système est laissé vulnérable parce qu'il sert d'abord des intérêts clandestins.

Les conséquences dépassent largement le Moyen-Orient. Ce que révèle ce type d'opération, c'est la fragilité profonde de l'écosystème numérique mondial. Un téléphone, un routeur, une caméra ou un simple appareil de réception peuvent devenir des vecteurs d'écoute, de chantage, de sabotage ou de destruction. Dans ce nouveau paysage, la souveraineté ne se mesure plus seulement à la puissance militaire classique, mais à la capacité de contrôler ses chaînes technologiques, ses logiciels, ses réseaux et ses dépendances numériques.

La leçon géopolitique est brutale : la guerre hybride est déjà là. Elle est industrielle, discrète, externalisée, et souvent commerciale. Ses acteurs ne portent pas toujours uniforme. Ils signent parfois des contrats, publient des brochures techniques et facturent des licences.



Du bipeur au champ de bataille : comment le code est devenu une arme de

Dans cet univers, la cybersécurité n'est plus un sujet d'ingénieurs. C'est devenu une question de défense nationale, de libertés publiques et de sécurité humaine. Car le jour où un objet banal peut exploser, écouter ou trahir, ce n'est pas seulement un appareil qui est compromis. C'est le contrat de confiance entre l'individu et la technologie qui se fissure.

ET SI L'ANCIEN SG DE LA LIGUE ARABE, AMR MOUSSA, VOYAIT JUSTE ?

Si les grandes puissances testent aujourd'hui leurs lignes rouges respectives, le Moyen-Orient pourrait devenir le laboratoire d'un nouvel équilibre mondial. Les recompositions géopolitiques ne se font jamais sans frictions. Parfois, elles opèrent dans les conférences diplomatiques. Parfois, elles se dessinent dans les cartes militaires.

Dans les crises du Moyen-Orient, il existe toujours deux lectures. La première est immédiate, presque instinctive : une frappe militaire, une riposte, une escalade. La seconde est plus froide, plus stratégique : celle qui cherche à comprendre la mécanique profonde derrière les événements. C'est précisément cette lecture que propose l'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Et si, au fond, ce qui se joue aujourd'hui dans la région dépassait largement la simple confrontation entre Israël et l'Iran ?

Selon cette analyse, l'erreur serait de croire que la dynamique actuelle serait uniquement le résultat des choix du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. L'hypothèse avancée est presque inverse : il s'agirait d'une séquence stratégique beaucoup plus large, où Washington chercherait à remodeler l'équilibre régional.

Dans cette grille de lecture, Israël ne serait pas seulement un acteur national défendant ses intérêts sécuritaires. Il deviendrait aussi un partenaire régional mobilisé dans une architecture géopolitique plus vaste. L'objectif implicite serait une recomposition du Moyen-Orient, où les équilibres traditionnels seraient redéfinis autour d'un nouveau centre de gravité stratégique.

Mais les grandes stratégies ont rarement le luxe de se déployer dans un monde vide.

Car le Moyen-Orient d'aujourd'hui n'est plus celui des années 1990, lorsque les États-Unis dominaient sans partage la scène internationale. Le paysage géopolitique s'est complexifié. La montée en puissance de la Chine, par exemple, change profondément la donne. Pékin ne regarde pas la région uniquement à travers le prisme militaire, mais aussi économique. Son immense projet d'infrastructures et de corridors commerciaux, la Belt and Road Initiative, traverse une partie essentielle du Moyen-Orient. Une guerre généralisée menacerait directement ces routes commerciales.



Par la rédaction

Autre variable stratégique : la présence de la Russie. Depuis son intervention en Syrie, Moscou est devenu un acteur incontournable dans les équilibres régionaux. Son influence militaire et diplomatique constitue désormais un paramètre que personne ne peut ignorer.

Dans ce jeu d'échecs mondial, l'Iran reste la pièce la plus imprévisible. Le pays ne donne aucun signe de capitulation face aux pressions extérieures. Au contraire, son appareil stratégique semble s'être préparé à une confrontation prolongée. Cela signifie que toute tentative de recomposition régionale pourrait se transformer en spirale d'escalade.

C'est là que la réflexion d'Amr Moussa prend une dimension presque inquiétante. Si les grandes puissances testent aujourd'hui leurs lignes rouges respectives, le Moyen-Orient pourrait devenir le laboratoire d'un nouvel équilibre mondial.

L'histoire récente montre que les recompositions géopolitiques ne se font jamais sans frictions. Parfois, elles s'opèrent dans les conférences diplomatiques. Parfois, elles se dessinent dans les cartes militaires.

La vraie question n'est peut-être pas de savoir si la région entre dans une nouvelle phase de tension. La question est plus vaste : assistons-nous à la naissance d'un nouvel ordre régional, ou simplement à une dangereuse illusion stratégique ?

Dans les relations internationales, les intentions sont souvent invisibles, mais leurs conséquences, elles, deviennent toujours très réelles.

LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma



GUERRE EN IRAN : LES BOMBES TOMBENT, LES MARCHÉS COMPTENT LEURS PROFITS..

Billet

Dans les guerres modernes, les morts sont visibles, les gagnants beaucoup moins. Ils ne défilent pas en uniforme. Ils apparaissent dans les courbes du Brent, dans les primes de fret, dans les marges des majors, dans les carnets d'ordres des industriels de l'armement et dans les arbitrages fébriles des marchés. La guerre en Iran le rappelle avec une brutalité pédagogique : derrière le fracas militaire, il existe une redistribution économique immédiate, presque mécanique. Et cette redistribution commence toujours par l'énergie. Depuis l'élargissement du conflit, le pétrole s'est envolé, le détroit d'Ormuz s'est grippé et l'idée d'un baril à 100 dollars n'a plus rien d'un fantasme de trader surexcité. Reuters rapporte que les flux via Ormuz ont chuté d'environ 90% et que Goldman Sachs comme Barclays envisagent une flambée supplémentaire si la perturbation persiste.

La guerre du Golfe 2.0 : inflation pour les peuples, rente pour les autres

Le premier cercle des bénéficiaires est donc connu : les producteurs qui ne sont pas directement pris dans l'incendie. Quand une partie du Golfe exporte moins ou plus difficilement, d'autres barils deviennent soudain désirables. Les bruts américains du Golfe se négocient déjà avec des primes inédites depuis 2020, précisément parce que les raffineurs cherchent des alternatives aux qualités moyen-orientales. Dans ce jeu, les producteurs de l'OPEP hors zone de guerre, la Russie, certains exportateurs africains ou latino-américains récupèrent une partie de la rente de rareté. Le pétrole est une étrange bénédiction : il enrichit en temps de crise, tout en exposant structurellement les Etats rentiers à la prochaine secousse.

Mais il faut éviter la lecture paresseuse du "Golfe gagnant". Cette guerre frappe d'abord les producteurs au cœur. Le Koweït a décrété la force majeure et réduit sa production. L'Irak et le Qatar ont pris des mesures similaires, tandis que les attaques et la pénurie de tankers compliquent l'exportation régionale. Autrement dit : le prix monte, mais une partie de ceux qui devraient en profiter ne peut plus vendre normalement. L'Iran, lui, paie le prix fort : infrastructures touchées, recettes amputées, économie déjà vulnérable encore plus asphyxiée. Dans une guerre pétrolière,



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

la hausse des prix ne compense pas toujours la perte de volumes. C'est toute la cruauté de l'équation.

Économie du conflit : les gagnants et les perdants de la guerre en Iran..

L'onde de choc est ensuite mondiale. La Chine encaisse un double coup : énergie plus chère et demande mondiale plus molle. Reuters souligne que la crise iranienne renchérit le transport, le fuel et l'électricité bien au-delà du Moyen-Orient. Or, quand l'énergie grimpe, l'inflation se réveille ; quand l'inflation se réveille, la consommation ralentit ; et quand la consommation ralentit, l'atelier du monde tousse.

Les Etats-Unis ne sont pas à l'abri de cette logique. Les prix à la pompe ont bondi de plus de 10% en une semaine, nourrissant le risque d'une inflation importée qui complique toute détente monétaire. Comme souvent, Washington peut gagner militairement une séquence et perdre économiquement du terrain dans les supermarchés et les stations-service.

Les marchés, eux, n'ont aucune pudeur. Ils classent, ils trient, ils revalorisent. Les actions de défense profitent de la perspective de carnets de commandes gonflés ; les valeurs énergétiques montent avec le brut ; les compagnies aériennes, les secteurs exposés au transport et les économies importatrices souffrent. Wall Street a déjà donné ce signal contradictoire : baisse des grands indices sous l'effet de la peur inflationniste, mais résistance, voire hausse, de certains compartiments défensifs ou technologiques. Il y a là une vérité peu romantique : en période de guerre, la Bourse ne juge pas, elle price.

Pour les pays importateurs d'énergie, comme le Maroc, le danger est limpide : baril plus cher, dollar plus ferme, inflation importée, pressions sur les finances publiques, sur les coûts logistiques et sur le pouvoir d'achat. Le risque n'est pas seulement budgétaire ; il est social.

Chaque flambée énergétique finit par se glisser dans le panier de la ménagère, dans la facture de transport, dans le prix des intrants, puis dans l'humeur du pays. Voilà pourquoi la vraie leçon de cette guerre dépasse l'Iran : la souveraineté ne se mesure pas seulement en missiles, mais aussi en dépendances énergétiques. Et dans ce domaine, le monde continue de marcher sur une ligne de faille.



GUERRE EN IRAN : BILAN RÉGIONAL LOURD, PERTES D'ARGENT POUR LE GOLFE ET CHOC ÉNERGÉTIQUE MONDIAL

Sept jours après le déclenchement des frappes militaires contre l'Iran, le conflit s'installe désormais dans une dynamique d'escalade prolongée. Les opérations militaires se poursuivent sur plusieurs fronts, le bilan humain continue de s'alourdir et les conséquences économiques commencent déjà à se diffuser bien au-delà du Moyen-Orient.

7^e jour, bilan humain lourd et risque d'embrasement régional

Initialement centrée sur des frappes contre des installations iraniennes, la crise s'est progressivement transformée en confrontation régionale impliquant indirectement plusieurs pays. Les bombardements, les tirs de missiles et les attaques de drones se succèdent, tandis que les tensions diplomatiques restent extrêmement élevées. À ce stade, aucun acteur majeur ne semble prêt à reculer.

Un bilan humain déjà très lourd

Les chiffres disponibles au sixième jour du conflit faisaient état d'environ 1.300 morts dans l'ensemble des zones touchées, un bilan appelé à évoluer. L'Iran reste de très loin le pays le plus touché avec environ 1.190 morts, dont 435 militaires et 436 civils, ainsi que plusieurs centaines de victimes encore non identifiées. Le nombre de blessés dépasserait 6.000 personnes. Du côté d'Israël, les autorités ont confirmé 12 morts, 11 disparus et plus de 1.400 blessés à la suite des tirs de missiles et d'attaques de drones.

Le conflit s'est également étendu au Liban. Les frappes israéliennes visant des positions liées au Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth ont fait 77 morts et plus de 500 blessés, provoquant également plus de 80.000 déplacés. Des pertes ont aussi été signalées sur certaines bases militaires américaines ainsi que dans plusieurs pays du Golfe touchés par des tirs indirects.

Intensification des frappes et extension du conflit

Sur le plan militaire, la guerre s'intensifie. Les États-Unis ont déjà frappé plus de 1.000 cibles en Iran, visant notamment des infrastructures militaires,



Billet

Par **Mamadou Bilaly Coulibaly**

des installations stratégiques et des sites liés aux programmes de drones et de missiles.

Dans le même temps, Israël poursuit ses propres opérations contre des positions considérées comme liées à l'Iran et à ses alliés régionaux. Les bombardements récents dans la banlieue sud de Beyrouth illustrent l'extension du conflit au Liban, confirmant que la guerre ne se limite plus à un face-à-face direct entre Washington et Téhéran.

Washington consolide sa stratégie militaire

Sur le plan politique, Donald Trump dispose désormais d'une marge de manœuvre renforcée. Le Sénat américain a rejeté une résolution visant à limiter les pouvoirs de guerre du président par 53 voix contre 47, permettant ainsi à la Maison-Blanche de poursuivre les opérations militaires sans autorisation préalable du Congrès. Dans le même temps, le président américain a affirmé que l'envoi de troupes au sol serait une perte de temps, laissant entendre que la stratégie américaine repose principalement sur les frappes aériennes, les missiles et les opérations navales.

Téhéran ferme la porte aux négociations

Face à cette pression militaire, l'Iran maintient une position très ferme. Les autorités de Téhéran ont déclaré refuser toute négociation avec les États-Unis et affirment être prêtes à mener une guerre prolongée si nécessaire.

La crise politique interne ajoute une dimension supplémentaire au conflit. Plusieurs analyses évoquent la question de la succession d'Ali Khamenei et la possibilité que Washington cherche à peser indirectement sur ce processus. La guerre pourrait donc également devenir une bataille politique autour de l'avenir du régime iranien.

Une facture militaire déjà colossale

Les premières estimations financières donnent la mesure de l'intensité des opérations. Selon plusieurs analyses, les 100 premières heures de frappes américaines auraient coûté environ 3,7 milliards de dollars, soit près de 900 millions de dollars par jour. Ce coût s'explique notamment par l'utilisation massive de munitions de précision et de missiles à longue portée.

Le détroit d'Ormuz sous tension

La guerre provoque déjà une forte instabilité sur les marchés énergétiques. Le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite une part essentielle du pétrole mondial, est devenu l'un des points les plus sensibles de la crise. Les perturbations du trafic maritime ont déjà provoqué une forte volatilité des prix du pétrole et du gaz sur les marchés internationaux.

Les États du Golfe face à un choc économique

Les conséquences économiques pourraient être particulièrement lourdes pour les pays du Golfe. Selon Reuters, le ministre de l'Énergie du Qatar a averti que si le conflit se prolonge, les exportations énergétiques du Golfe pourraient être interrompues en quelques semaines. La région dépend fortement du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial ainsi qu'une part importante du gaz naturel liquéfié.

Les perturbations logistiques ont déjà immobilisé environ 140 millions de barils de pétrole. Au prix moyen de 80 dollars le baril, cela représente plus de 11 milliards de dollars de pétrole bloqué. Dans le même temps, les marchés ont réagi vivement : les prix du pétrole ont enregistré leur plus forte hausse hebdomadaire depuis 2020.

Aviation et tourisme frappés de plein fouet

Les transports aériens régionaux subissent également de fortes perturbations. Plus de 21.000 vols ont été annulés en raison des fermetures d'espaces aériens et des risques sécuritaires.

Cette situation affecte directement les grands hubs aériens du Golfe comme Dubaï, Doha et Abou Dhabi, ainsi que les compagnies aériennes majeures telles que Emirates, Qatar Airways et Etihad Airways. Le secteur du tourisme pourrait lui aussi être durement touché. Certaines analyses évoquent un risque de plus de 55 milliards de dollars de pertes de revenus touristiques si les tensions se prolongent.

Une guerre aux répercussions mondiales

Au septième jour du conflit, plusieurs dynamiques se dessinent déjà : une escalade militaire rapide, un blocage diplomatique, un choc énergétique mondial et des pertes économiques croissantes pour toute la région. Pour l'instant, aucun signal clair de désescalade n'apparaît. La guerre en Iran, qui semblait au départ limitée à des frappes ciblées, est désormais devenue une crise géopolitique majeure dont les répercussions dépassent largement le Moyen-Orient.



LA MORT DE KHAMENEI : AUTOPSIE D'UNE OPÉRATION SECRÈTE QUI REDESSINE LA GUERRE MODERNE

Rumeurs plus insolites (ci-dessous) : Dans ce genre d'événement spectaculaire, les réseaux sociaux deviennent très vite un laboratoire d'imagination collective.

Le 28 février 2026 restera sans doute comme l'une des dates les plus lourdes de conséquences dans l'histoire contemporaine du Moyen-Orient. Ce jour-là, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran depuis près de trente-sept ans, est mort dans une frappe attribuée conjointement à Israël et aux États-Unis.

La disparition d'un dirigeant de ce niveau n'est jamais un simple événement militaire. C'est un séisme géopolitique.

Mais ce qui intrigue davantage encore que l'attaque elle-même, ce sont les méthodes qui ont permis de l'exécuter. Les révélations partielles du Financial Times et du New York Times esquissent les contours d'une opération d'une sophistication technologique et d'une patience stratégique rarement observées à ce degré.

Derrière la mort de Khamenei se dessine en réalité une transformation profonde de la guerre : la guerre de la donnée.

Une infiltration de longue durée. Selon les éléments révélés par la presse anglo-saxonne, l'opération n'est pas le fruit d'une décision improvisée dans le contexte des tensions récentes. Elle s'inscrit dans une stratégie remontant à plus de vingt-cinq ans.

Au début des années 2000, sous l'impulsion du Premier ministre israélien Ariel Sharon, le Mossad aurait placé l'Iran au sommet de ses priorités stratégiques. À partir de ce moment, un gigantesque effort d'infiltration informationnelle aurait été lancé : réseaux humains, cyber-surveillance, interceptions électroniques et analyse de données.

D'après une source citée par le Financial Times, les services israéliens connaissaient Téhéran « comme Jérusalem ». Cette phrase, qui pourrait sembler exagérée, traduit pourtant une réalité centrale : dans la guerre contemporaine, la connaissance du terrain ne passe plus seulement par les espions humains mais par la captation permanente de données.

L'une des révélations les plus frappantes concerne le système de caméras de circulation de la capitale iranienne.



Billet

Par **Adnane Benchakroun**

Selon plusieurs sources, une grande partie de ces caméras aurait été infiltrée depuis des années. Ce type d'opération est techniquement plausible : de nombreuses infrastructures urbaines dans le monde reposent sur des systèmes numériques souvent vulnérables.

Ces caméras auraient permis aux services israéliens de reconstituer ce que les analystes appellent les « schémas de vie » des responsables iraniens : leurs trajets habituels, leurs horaires, leurs habitudes de sécurité, leurs déplacements officiels et officieux.

Autrement dit, la ville elle-même serait devenue une immense base de données.

Dans la guerre du XXI^e siècle, chaque déplacement devient une trace, chaque caméra un capteur, chaque interaction un indice.

Mais accumuler des données ne suffit pas. Encore faut-il savoir les exploiter.

C'est là qu'intervient une technique désormais centrale dans le renseignement moderne au-delà des écoutes téléphonique satellitaire : la social network analysis, ou analyse des réseaux sociaux (whatsapp, Télégram , ...) par l'intelligence artificielle

Contrairement à ce que le terme peut suggérer, il ne s'agit pas uniquement de Facebook ou de Twitter,

Cette méthode consiste à cartographier mathématiquement les relations entre individus : qui rencontre qui, qui parle à qui, qui dépend de qui dans un système de pouvoir.

En analysant des milliards d'interactions, les services de renseignement peuvent identifier les véritables centres de décision d'un régime, parfois bien au-delà des titres officiels.

Dans un système politique opaque comme celui de la République islamique, cette approche permet de détecter les véritables cercles d'influence.

C'est ainsi que les services israéliens auraient pu anticiper une réunion exceptionnelle de hauts responsables iraniens dans un complexe situé rue Pasteur, au cœur de Téhéran.

Le 28 février au matin, plusieurs figures majeures du pouvoir iranien sont réunies : responsables militaires, chefs des Gardiens de la Révolution, dirigeants de la sécurité nationale et parmi eux se trouve Ali Khamenei.

Pour Israël et les États-Unis, une telle concentration de dirigeants représente une cible stratégique exceptionnelle. Mais une opération de cette ampleur ne peut être lancée sans une certitude quasi absolue.

La doctrine israélienne impose une règle stricte : deux confirmations indépendantes doivent attester de la présence de la cible. Ce principe vise à éviter l'erreur fatale : frapper sans atteindre l'objectif.

Selon les informations disponibles, cette double confirmation aurait été obtenue et l'opération a été alors déclenchée.

Si la presse américaine et particulièrement le Financial Times évoque surtout le rôle israélien, le New York Times insiste davantage sur la contribution américaine.

La CIA suivait depuis plusieurs mois les déplacements du guide suprême iranien. Une source humaine dont l'identité reste évidemment secrète pour l'instant, aurait permis de confirmer l'existence de la réunion du 28 février.

Cette coopération illustre un point essentiel : malgré leurs rivalités politiques occasionnelles, les services américains et israéliens possèdent l'une des collaborations de renseignement les plus étroites au monde. Dans ce affaire, leurs informations se sont complétées et croisées.

Lorsque la présence de Khamenei est confirmée, le plan initial change. Une frappe nocturne était prévue. Elle est avancée vers débute vers six heures du matin pour exploiter cette opportunité unique et ainsi à 9h40 heure locale, les premiers missiles frappent le complexe

Selon les observateurs militaires, les appareils israéliens auraient utilisés des missiles de type Sparrow, capables de toucher une cible extrêmement précise à plus de mille kilomètres de distance. Ce type d'armement représente l'aboutissement de décennies de progrès technologique : guidage avancé, correction en vol, précision métrique.

Dans ce cas précis, l'objectif, validé par le président Trump, n'est pas la destruction massive mais la décapitation du commandement.

Le résultat est immédiat : Ali Khamenei et plusieurs responsables militaires de premier plan (40 !) sont tués

Mais une question centrale demeure : comment un régime réputé paranoïaque en matière de sécurité a-t-il pu exposer ainsi son dirigeant suprême ?

Le New York Times évoque une forme de négligence sécuritaire. Les dirigeants iraniens auraient sous-estimé la capacité d'infiltration de leurs adversaires.

Mais une autre hypothèse circule. Khamenei lui-même avait évoqué à plusieurs reprises la possibilité de mourir en martyr pour la République islamique. Dans la tradition révolutionnaire iranienne, le martyr n'est pas une défaite : c'est une légitimité.

Certains analystes se demandent donc si le guide suprême n'avait pas accepté consciemment ce risque. (?)



Dans l'histoire politique du Moyen-Orient, la frontière entre fatalisme religieux et calcul stratégique est souvent floue.

Au-delà de l'événement lui-même, cette opération révèle une mutation profonde des conflits contemporains.

Autrefois, éliminer un chef d'État nécessitait une invasion, un coup d'État ou un commando clandestin. Aujourd'hui, une combinaison de données, d'algorithmes et de missiles de précision peut suffire.

La guerre devient une équation et repose sur trois piliers : les données, l'analyse et une frappe chirurgicale

La puissance militaire ne se mesure plus seulement en chars ou en avions, mais en capacité à traiter l'information.

La mort de Khamenei crée cependant un précédent inquiétant.

Jusqu'à présent, Israël avait généralement évité d'assassiner des chefs d'État ennemis. Même lors des guerres les plus violentes, certaines lignes rouges restaient implicites. Cette barrière semble désormais franchie.

Si l'élimination ciblée de dirigeants devient une pratique normalisée, la stabilité internationale pourrait entrer dans une zone inconnue.

Les régimes autoritaires pourraient renforcer leur bunkerisation.

Les dirigeants démocratiques pourraient eux aussi devenir des cibles.

La logique de la décapitation stratégique pourrait s'étendre.

Reste enfin la question la plus importante : que devient l'Iran après la disparition de son guide suprême ?

Ali Khamenei était bien plus qu'un chef religieux. Il était l'architecte du système politique iranien depuis la fin des années 1980. Sa mort ouvre une période d'incertitude majeure.

Trois scénarios sont désormais évoqués par les analystes :

une consolidation du régime autour des Gardiens de la Révolution
une transition contrôlée vers un nouveau guide suprême
ou, dans le scénario le plus instable, une fragmentation interne du pouvoir

Dans tous les cas, l'équilibre du Moyen-Orient pourrait être profondément modifié.

Une leçon stratégique car cette opération révèle une vérité brutale du XXI^e siècle.

Dans le monde hyperconnecté d'aujourd'hui, aucun dirigeant, aussi puissant soit-il, n'est totalement invisible.

La surveillance globale, l'analyse algorithmique et les armes de précision ont transformé la guerre en chasse ciblée.

Les batailles d'hier se gagnaient par le nombre. Celles d'aujourd'hui se gagnent par l'information.

Et dans cette guerre silencieuse des données, la ligne entre sécurité et vulnérabilité n'a jamais été aussi mince.

Rumeurs plus insolites : Dans ce genre d'événement spectaculaire, les réseaux sociaux deviennent très vite un laboratoire d'imagination collective.

La mort d'un dirigeant aussi central que l'ayatollah Ali Khamenei n'échappe évidemment pas à ce phénomène. Plus l'opération paraît sophistiquée, plus l'imaginaire populaire cherche à combler les zones d'ombre avec des récits extraordinaires.

Depuis quelques jours, plusieurs rumeurs particulièrement insolites circulent sur X, Telegram ou certains forums géopolitiques. Elles ne reposent sur aucune confirmation sérieuse, mais elles disent quelque chose du climat psychologique autour de cette affaire : la conviction diffuse que l'infiltration israélienne en Iran serait presque totale.

L'une des histoires les plus virales concerne... un dentiste. Selon cette version, un praticien qui aurait soigné le guide suprême il y a plusieurs années aurait été retourné par les services israéliens. Lors d'une intervention dentaire banale, il aurait implanté dans une dent une micro-balise GPS quasi indétectable. Cette balise aurait ensuite permis de suivre les déplacements du dirigeant iranien avec une précision chirurgicale.

Techniquement, la miniaturisation des capteurs rend ce type de dispositif imaginable, mais les spécialistes du renseignement restent extrêmement sceptiques. Un implant de ce type nécessiterait une alimentation énergétique et un système d'émission radio difficile à dissimuler durablement dans un environnement biologique.



رمضان كريم
By Lodi



**ZAPPEZ
LA ROUTINE**

Scrollez vers l'excellence.

@lodjmaroc



Mais la rumeur ne s'arrête pas là.

Une autre version encore plus étonnante évoque un dispositif médical interne. Certains comptes anonymes affirment qu'un gastro-entérologue aurait implanté, lors d'une intervention digestive, une capsule électronique capable d'émettre un signal de localisation. L'histoire rappelle les capsules médicales utilisées aujourd'hui pour explorer l'intestin, mais elle bascule rapidement dans la fiction : ces dispositifs sont conçus pour être expulsés naturellement en quelques heures, pas pour fonctionner comme des balises permanentes.

Plus étonnant encore, certaines spéculations parlent d'une infiltration par les objets du quotidien : lunettes, stylos, montres, voire chapelets électroniques qui auraient servi à collecter des données biométriques. Là encore, rien ne permet de confirmer ces hypothèses.



Pourquoi ces histoires se propagent-elles si vite ?

Parce que l'affaire des bipeurs piégés du Hezbollah, qui avait réellement démontré la capacité d'Israël à manipuler des chaînes d'approvisionnement technologiques, a profondément marqué les esprits. Elle a installé l'idée que les services israéliens pouvaient infiltrer presque n'importe quel objet.

Dans l'imaginaire collectif, la frontière entre espionnage plausible et science-fiction devient alors très floue.

En réalité, les opérations de renseignement les plus efficaces reposent rarement sur des gadgets spectaculaires. Elles reposent sur des choses beaucoup plus banales : des sources humaines, des failles dans les systèmes informatiques, des erreurs de sécurité, et surtout une accumulation patiente d'informations pendant des années.

Mais dans les guerres modernes, la bataille de l'information ne s'arrête jamais au moment de la frappe. Elle continue dans l'espace numérique, où rumeurs, théories et récits fantastiques participent eux aussi à la construction d'un mythe stratégique.

Et parfois, pour un service de renseignement, laisser circuler ces histoires n'est pas forcément une mauvaise chose. Car plus l'ennemi croit que vous êtes partout... moins il sait où vous êtes réellement.

Avertissement au lecteur : Le texte ci-dessus relève d'un travail d'investigation informationnelle et journalistique.

Les éléments évoqués s'appuient sur des recoupements de sources médiatiques, des analyses publiques et des rumeurs circulant dans l'espace informationnel international. Ils ne constituent en aucun cas des informations issues de sources officielles, ni des confirmations émanant d'autorités gouvernementales ou d'organismes habilités.

Dans des contextes géopolitiques marqués par la guerre de l'information, les opérations d'influence et la circulation accélérée de récits concurrents, il est essentiel de rappeler que certaines hypothèses ou pistes mentionnées relèvent encore du domaine spéculatif.

Seul le travail patient des historiens, appuyé sur l'ouverture d'archives, de documents classifiés et de témoignages vérifiés, permettra un jour d'établir avec précision la réalité complète des faits et des mécanismes qui ont pu conduire à ces événements. En attendant, cette enquête se veut avant tout une contribution au débat public et à la compréhension d'un moment trouble de l'actualité internationale.

100 JOURS DE LA COUPE DU MONDE AU USA AVEC L'IRAN : QUAND LA GÉOPOLITIQUE S'INVITE DANS LE JEU

À cent jours du coup d'envoi de la Coupe du monde de football 2026, qui doit se dérouler du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique, une question paradoxale agite les cercles diplomatiques, sportifs et médiatiques : un conflit militaire majeur peut-il remettre en cause la présence sur le sol nord-américain de l'un des 48 pays qualifiés ?

Tandis que les préparatifs battent leur plein, marqués par des chiffres records de billets vendus et une anticipation économique impressionnante, le monde vit une secousse géopolitique d'ampleur. Une opération militaire coordonnée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, déclenchée le samedi 28 février, a ouvert une crise d'un genre nouveau. Cette offensive, baptisée Operation Lion's Roar, a visé des sites stratégiques à travers plusieurs villes iraniennes, faisant des centaines de victimes et provoquant une riposte de Téhéran contre des bases américaines et israéliennes dans la région.

Ce n'est pas seulement un théâtre de guerre qui s'ouvre au Moyen-Orient, mais une série de questions sportives et diplomatiques inédites. L'équipe nationale iranienne de football, qualifiée dans le groupe G aux côtés de la Belgique, de l'Égypte et de la Nouvelle-Zélande, est censée jouer ses trois matches de poule sur la côte ouest des États-Unis, à Los Angeles et à Seattle.

Le hic : après les frappes, le président de la Fédération iranienne de football, Mehdi Taj, a exprimé de fortes réserves, évoquant l'« impossible perspective » de se projeter vers une participation sereine à un Mondial organisé par le pays qui a lancé l'opération militaire. Cette déclaration jette une ombre inédite sur la participation de l'Iran, bien au-delà des tensions ordinaires que connaît parfois le sport face à la géopolitique.

Sportivement, faire jouer l'équipe iranienne à des milliers de kilomètres dans un pays directement engagé dans un conflit contre son État représente un défi logistique et symbolique majeur. Le simple déplacement de la délégation, soumis à des conditions strictes d'entrée sur le territoire américain, s'ajoute à une incertitude psychologique profonde au sein du groupe iranien.



Billet

Par la rédaction

Aucun précédent récent ne combine à ce point conflit armé direct entre États et compétition internationale majeure.

Pour la FIFA, l'organisation internationale de football qui tente de se positionner en dehors de toute ingérence politique, la situation est délicate. L'abandon ou l'impossibilité de l'Iran de se rendre aux États-Unis pourrait contraindre l'instance à envisager des remplacements de dernière minute ou des ajustements dans le format des rencontres. Des discussions informelles évoquent la possibilité d'un remplaçant, comme une équipe de la région, mais rien n'est confirmé à ce stade.

Ce contexte troublé illustre un paradoxe majeur : alors que la Coupe du monde est conçue comme un moment d'unité et de célébration globale, elle se trouve cette fois à l'intersection de fractures profondes qui traversent l'ordre international. Le calendrier sportif, riche en enjeux économiques et culturels, coexiste désormais avec une crise militaire susceptible de redéfinir non seulement des carrières et des performances, mais aussi des politiques publiques et des perceptions populaires dans plusieurs pays participants.

La question de la présence de l'équipe iranienne aux États-Unis dépasse le cadre du simple débat footballistique : elle pose des interrogations sur la capacité d'organiser des événements mondiaux dans un contexte d'affrontement ouvert entre nations. Les prochaines semaines détermineront si le sport peut jouer un rôle pacificateur, ou si, au contraire, il reflète et amplifie les tensions politiques entre États.

À cent jours de l'ouverture de ce qui doit être le plus grand Mondial de l'histoire, avec 104 matches et un engouement planétaire sans précédent, l'avenir de certains protagonistes demeure incertain. Entre bilans économiques record et défis diplomatiques imprévus, le compte à rebours prend une dimension bien plus complexe que prévu.

Ce tournoi, déjà hors normes par son format et sa portée, se déroule à un moment où le monde a plus que jamais besoin d'équilibre entre performance sportive et responsabilités politiques globales.

LES CRYPTOMONNAIES SONT-ELLES EN TRAIN DE DEVENIR L'ÉCONOMIE DES GUERRES ?

Les bombes tombent au Moyen-Orient, et le bitcoin clignote aussitôt. Voilà peut-être l'un des signes les plus révélateurs de notre époque : la guerre ne secoue plus seulement le pétrole, l'or ou les bourses classiques ; elle traverse désormais en temps réel le marché des cryptomonnaies. À peine une frappe annoncée, une tension militaire confirmée ou une rumeur de riposte relayée, et l'écran des traders s'embrase. Le bitcoin chute, rebondit, hésite. L'ethereum suit. Les volumes s'emballent. Le marché, lui, ne dort jamais.

Crypto sous tension : le nouveau front financier des conflits

Ce qui se joue ici dépasse la simple volatilité. Le marché crypto est devenu un sismographe géopolitique. Là où les places financières traditionnelles ferment le soir et se réveillent avec retard, l'univers des actifs numériques réagit immédiatement. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, il absorbe les angoisses du monde en direct. Ce n'est plus seulement un espace de spéculation technophile. C'est aussi un terrain où se lisent les peurs, les paris, les contournements et parfois les stratégies de survie.

La récente escalade entre les États-Unis, Israël et l'Iran l'a encore montré. Dans les premières heures du choc, le bitcoin a décroché brutalement avant de rebondir presque aussi vite. Ce mouvement dit beaucoup. D'un côté, la panique réflexe : en temps de guerre, les investisseurs vendent ce qu'ils jugent risqué. De l'autre, un phénomène plus nouveau : une partie du marché revient rapidement sur ces actifs, comme s'il reconnaissait dans le crypto non plus seulement un danger, mais aussi une porte de sortie.

C'est là que le débat devient sérieux. Les cryptomonnaies peuvent-elles devenir un refuge en temps de crise ? La réponse honnête est plus nuancée que les slogans. Non, le bitcoin n'est pas un bunker. Non, l'ethereum n'est pas une assurance-vie géopolitique. Leur volatilité reste extrême, leur statut réglementaire fragile, leur usage encore inégal selon les pays. Mais oui, dans certaines circonstances,



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

ces actifs remplissent une fonction que les systèmes bancaires classiques ne remplissent plus : transférer, contourner, convertir, préserver un minimum de mobilité financière quand les circuits officiels se ferment.

Du missile au bitcoin : comment la guerre électrise les cryptos

C'est particulièrement visible dans les pays soumis à sanctions ou à fortes restrictions monétaires. En Iran, par exemple, la montée des tensions s'accompagne souvent d'un regain d'activité crypto. Ce n'est pas un détail technique. C'est un fait politique. Quand les banques sont surveillées, quand les transferts sont bloqués, quand les devises deviennent difficiles d'accès, les actifs numériques ne sont plus seulement un pari spéculatif ; ils deviennent un outil de contournement. Ils ne remplacent pas l'économie réelle, mais ils offrent une soupape.

Cette évolution change la place du crypto dans le monde. Pendant longtemps, il a été présenté comme une rébellion monétaire, un jouet d'initiés ou une bulle plus ou moins géniale. Aujourd'hui, il s'installe dans une zone plus troublante : celle des infrastructures parallèles. Une guerre éclate, et soudain les cryptos servent à lire autre chose que la cupidité des marchés. Elles servent à lire la fragmentation de la mondialisation. Le monde se découple, se sanctionne, se méfie, se blinde. Et dans ces fissures, le crypto prospère.

Il faut pourtant se garder des mythologies faciles. Le marché des cryptomonnaies reste brutal. Il récompense vite, il punit plus vite encore. Son apparente résilience peut masquer une nervosité extrême. Sa capitalisation gigantesque lui donne du poids, mais pas encore la stabilité d'un actif refuge au sens classique. Le crypto n'est pas la fin de la finance traditionnelle ; il est le symptôme d'un monde où la confiance dans cette finance n'est plus absolue.

C'est peut-être cela, au fond, la vraie leçon. Les guerres modernes ne déplacent pas seulement des armées ; elles déplacent aussi des flux numériques. Elles réinventent les refuges, bousculent les hiérarchies monétaires et exposent les limites des systèmes fermés. Dans ce nouvel âge, les cryptomonnaies ne sont ni une solution miracle ni un simple casino global. Elles sont devenues un indicateur avancé du désordre.



Et quand le désordre s'installe, les marchés qui ne ferment jamais deviennent les premiers à parler.

LA GUERRE EN DIRECT

Des centaines d'avions israéliens frappent l'Iran et le Liban et même sans Khamenei, le régime reste obsédé par sa survie

Le jour d'après

Le détroit d'Ormuz, passage stratégique et épice de tensions pétrolières, au centre de l'attention

Après des frappes menées ce week-end contre l'Iran, le conflit se propage à d'autres régions du Moyen-Orient. Ce lundi matin, des centaines d'avions israéliens mènent des frappes simultanément sur le Liban et l'Iran.

L'armée israélienne avait, en effet, annoncé tôt lundi matin mener « des frappes à grande échelle » sur Téhéran, et l'agence de presse iranienne Tasnim a fait état d'explosions dans la capitale. L'armée israélienne a également annoncé frapper des cibles du Hezbollah « à travers le Liban », en riposte à des tirs du mouvement chiite libanais en direction d'Israël, les premiers depuis le début de l'intervention contre l'Iran.

L'Iran confirme la mort de Khamenei

Téhéran avait confirmé dimanche la mort de son Guide suprême Ali Khamenei, tué dans l'opération militaire lancée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, lequel a riposté en visant Israël et plusieurs pays arabes. Malgré la joie qui s'exprime en Iran et au sein de la diaspora, des voix critiquent une opération américaine « illégale » et contraire au droit international.

Aux États-Unis, Donald Trump impose un nouveau conflit à une population réticente

Avant l'attaque américaine et israélienne du samedi 28 février, cette intervention militaire en Iran était largement impopulaire dans l'opinion outre-Atlantique, mais pas au sein de la base trumpiste.

« Les États-Unis et Israël veulent un changement de régime en Iran »

La nouvelle guerre déclenchée par Israël et les États-Unis contre l'Iran ce samedi matin a un air d'attendu et de déjà-vu. Néanmoins, l'objectif est différent de celui affiché pendant l'offensive précédente de juin 2025. Cette fois, la cible est le régime lui-même.

« Les bombardements n'entraînent jamais de changement de régime positif »

Pour Robert Pape, politiste à l'université de Chicago, auteur du livre de référence sur les effets des attaques aériennes dans l'histoire, le tapis de bombes qui s'abat aujourd'hui sur l'Iran n'atteindra pas ses buts, même si le régime a été décapité.



Billet

Par **Hafid Fassi fihri**

Vers un choc pétrolier !?

La guerre au Moyen-Orient va-t-elle faire flamber les prix de l'essence à la pompe ?

La guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran pourrait aussi avoir des conséquences économiques. L'Iran a en effet bloqué le détroit d'Ormuz par lequel transite 20% de la consommation mondiale de pétrole. Les automobilistes s'inquiètent.

La guerre contre l'Iran fait s'envoler les prix du pétrole sur le marché international et une répercussion des prix serait possible d'ici "une semaine à quinze jours" !

Dimanche 1er mars, les principaux pays producteurs de pétrole se sont réunis en urgence en visioconférence. Ils pourraient annoncer dans la journée une hausse de leur production pour amortir le choc

Au Moyen-Orient, la loi du plus fort suscite un profond malaise

Flagrantes divergences entre le Pentagone et la Maison Blanche !

L'administration Trump a justifié les frappes massives contre l'Iran en coordination avec Israël, comme une action préventive face à des « indicateurs » d'une attaque imminente iranienne contre les forces américaines au Moyen-Orient. Trump a même affirmé, sans preuves, que Téhéran était proche de pouvoir frapper directement les États-Unis avec des missiles balistiques.

Cependant, lors de briefings confidentiels au Congrès le 1er mars 2026, des responsables du Pentagone ont explicitement déclaré qu'il n'existait aucune indication d'intelligence montrant que l'Iran préparait une attaque préventive contre les États-Unis et ses forces navales. Ils ont insisté sur les menaces persistantes des missiles balistiques iraniens et des proxies, mais ont nié toute preuve d'une frappe imminente iranienne en premier.

Cette contradiction directe sape la justification principale de Trump, qui présentait l'opération comme une défense nécessaire plutôt qu'une « guerre de choix », un terme utilisé par les démocrates.

Le timing est crucial : ces révélations arrivent alors que l'opération est en cours, avec déjà des pertes américaines (cinq soldats tués, plusieurs blessés), des avions de combat abattus, et juste après l'abandon apparent de pourparlers de paix prometteurs avec médiation d'Oman.

En informant le Congrès, y compris des républicains, de cette absence de preuves, le Pentagone semble se distancier publiquement de la décision présidentielle, potentiellement pour se protéger légalement ou politiquement face à une guerre impopulaire.

Dans un contexte où l'approbation de Trump est faible (environ 39 % selon un sondage Reuters/Ipsos récent, avec seulement 27 % soutenant les frappes), cette dissonance renforce l'image d'une administration divisée. Historiquement marqué par des tensions avec l'appareil militaire (Mattis, Milley, etc.), Trump voit ici le Pentagone refuser d'endosser ou de couvrir ses allégations les plus alarmistes sur l'imminence de la menace.



En résumé, cette position du Pentagone met en lumière un fossé entre les faits rapportés par l'intelligence militaire et la rhétorique belliqueuse de Trump, affaiblissant sa crédibilité et potentiellement isolant l'administration dans un contexte de guerre impopulaire.

Cela pourrait être vu comme une forme de rébellion institutionnelle, où les militaires ont pour priorité la vérité factuelle et non pas la loyauté politique.

GUERRE IRAN-USA-ISRAËL : LE GOLFE PAIE LA FACTURE D'UNE STRATÉGIE QUI LE DÉPASSE

Billet

Le Golfe vient de redécouvrir une vérité brutale : dans une guerre moderne, la géographie ne protège plus. Elle expose. Bases, ports, aéroports, hubs logistiques, hôtels emblématiques, tours vitrées : tout ce qui fait la puissance économique d'une région devient aussi une cible, un message, une preuve de force.

Ormuz en otage, Dubaï sous choc : la guerre "ciblée" qui n'épargne plus personne

Le récit officiel — celui d'une opération "préventive", "chirurgicale", "nécessaire" — s'effondre dès que les ripostes commencent à tomber. Les frappes initiales peuvent être calibrées, coordonnées, vendues à l'opinion. La suite, elle, appartient au brouillard : chaînes de commandement sous stress, surenchère politique, accidents, rumeurs, intox, et surtout... logique d'escalade.

La scène la plus révélatrice n'est pas seulement militaire. Elle est psychologique. Quand Donald Trump annonce, sur sa plateforme, la mort du Guide suprême iranien Ali Khamenei, l'information devient une arme à part entière — une tentative de décapitation symbolique autant que politique. Reuters rapporte qu'un responsable israélien évoque la découverte du corps, tandis que Téhéran ne confirme pas. Dans ce type de séquence, l'annonce fait parfois plus de dégâts que la bombe : elle vise à briser le moral, provoquer des fractures internes, accélérer la panique... ou pousser l'adversaire à l'irréversible.

En face, l'Iran joue une autre partition : ne pas subir seul, internationaliser le coût. C'est une stratégie froide, pas un réflexe. Chaque frappe sur un point névralgique du Golfe dit aux voisins : "Vous n'êtes pas spectateurs, vous êtes le théâtre." Même quand les défenses interceptent, même quand le bilan humain reste contenu, l'effet recherché est économique et politique : prime de risque, volatilité des marchés, incertitude sur l'énergie, pression sur les gouvernements hôtes des dispositifs américains.

L'épisode qatari est parlant : un document diffusé par The Peninsula évoque la condamnation d'une attaque de missiles iranienne sur le territoire du Qatar — qualifiée de violation flagrante. Au-delà des mots, c'est l'aveu d'un nouveau statut : les pays du Golfe ne sont plus seulement des "arrière-bases". Ils deviennent des lignes de front.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Même Dubaï, symbole global de la ville-refuge, s'invite dans cette grammaire de la guerre. Le Monde rapporte des attaques ayant touché des hôtels et aéroports, avec des explosions et des débris de drones. Là encore, l'objectif dépasse la destruction : frapper l'image d'invulnérabilité, attaquer la confiance, faire monter le coût de l'assurance, gêner le trafic, effrayer l'investisseur.

Changement de régime : la promesse de paix qui commence par mettre le feu au Golfe

Et pendant qu'on discute missiles, une question pèse plus lourd que toutes les cartes d'état-major : Ormuz. Le détroit est moins un passage maritime qu'un levier mondial. Il suffit d'une menace crédible — pas même d'un blocage total — pour faire trembler les prix, réactiver l'inflation importée, et transformer un conflit régional en onde de choc planétaire.

Le danger, aujourd'hui, c'est la fable de la guerre "maîtrisée". Les stratèges promettent une campagne courte, un affaiblissement rapide, une transition politique "enfin possible". Mais l'Histoire, elle, n'a jamais signé ce contrat. Un changement de régime n'est pas un bouton. C'est une période de vide. Et dans un vide, ce ne sont pas les discours qui gagnent : ce sont les milices, les fractures, les règlements de comptes, les opportunistes — et parfois, pire encore que le régime renversé.

Alors, oui, la supériorité technologique existe. Mais la supériorité stratégique, elle, se mesure à la capacité d'éviter l'engrenage. Et l'engrenage, c'est exactement ce que l'on voit : chaque camp cherche à prouver qu'il peut encaisser, durer, et faire payer l'autre.

La région est entrée dans une nouvelle ère : celle où la puissance se paie en vulnérabilité. Les bases protègent, mais elles attirent. Les hubs enrichissent, mais ils s'illuminent sur les radars. Les alliances rassurent, mais elles importent la guerre.

Et maintenant, la question qui dérange — celle qu'on repousse parce qu'elle est trop simple : qui contrôle la sortie ? Parce qu'on peut toujours ouvrir une guerre avec un calendrier. On ne la referme jamais avec un communiqué.

On nous vend la "paix par la force". Mais quand la force s'installe au Golfe, c'est la paix qui se retrouve en exil.

A



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodi

DEBATS

Adnane
Benchakroun



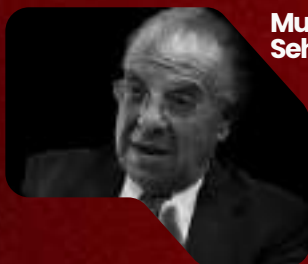
Aziz
Boucetta



Aziz
Daouda



Mustapha
Sehimi



Bargach
Larbi



Mohamed
Ait Bellahcen



Hafid
Fassi fihri



Mohammed
Yassir Mouline



Mamoune
acharki



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Abdelghani
El Arrasse.



NAIM
KAMAL



Rachid
boufous



Marwane
Benhima.



Abderrahmane
Karmane



Hicham EL
AADNANI.



Lahcen
Haddad.



Mamadou
Bilaly Coulibaly



لم تتأخر الردود الدولية، فمن القاهرة إلى الرياض وعمان، جاءت الإدانات فورية. ليس فقط لأن كلام هوكابي يمس سيادة الدول، بل لأنه يحيي فكراً استعمارياً لاهوتياً (دينياً) تعرفه المنطقة جيداً. في شرق أوسط مثخن بالحروب، يقع كلام دبلوماسي غربي عن "أرض الميعاد" كمحرك للغضب والعداء الشديد.

كما أن هناك "تمللاً" داخل إسرائيل نفسها، فرغم وجود تيارات متطرفة ترحب بهذا الكلام، إلا أن الدولة الرسمية لا تدعي ضم المنطقة بالكامل باسم الدين. إن الإيحاء بعكس ذلك يعرض إسرائيل لعزلة دولية، ويغذي تهم التوسع الديني، ويعقد أي فرصة للهدنة.

في النهاية، تضعنا هذه الواقعة أمام سؤال جوهري : إلى أي مدى يمكن لقوة عظمى أن تترك ممثليها يتحدثون بناءً على قناعاتهم الشخصية دون تحمل تبعات ذلك؟ هذا الغموض خطر، فهو يغذي التطرف ويضعف المؤسسات الدولية.

لا يكفي أن نظل مذهبين، بل يجب أن نرى في هذا التصريح "ناقوس خطر"، إنه عودة للدين كحجة سياسية صريحة لمشروع توسع جغرافي. وإذا تم قبول هذا المنطق، فإننا سنحول صراعات القرن الحادي والعشرين إلى "حروب مقدسة" لا حل فيها ولا تسوية.

الشرق الأوسط لا يحتاج لنبوءات، بل يحتاج للقانون والمسؤولية. وعلى الولايات المتحدة أن توضح موقفها : "التوراة" ليست معاهدة لرسم الحدود، والإيمان لا يمكن أن يحل محل القانون الدولي. وبدون هذا الوضوح، فإن الصدمة التي نعيشها اليوم ستتحول إلى واقع أكثر خطورة



حين تصبح التوراة ضيفاً على مائدة الدبلوماسية

إذا أصبح "سفر التكوين" بمثابة "صك ملكية" للأرض، فأين ينتهي هذا المنطق؟ وأي دين أو نص أو تأويل سيكون هو المرجع والحكم؟ إن الحوار الذي أجراه "تاكر كارلسون" مع "مايك هوكابي"، سفير واشنطن الرسمي في إسرائيل، يُعدّ كاشفاً وصادماً في آن واحد.

يصاب المرء بالذهول. ذهولٌ حقيقيّ. لا ينبع هذه المرة من تصريحٍ ألقِي في لحظة حماسٍ على منبرٍ حزبي أو خلال تجمعٍ انتخابي، بل من كلماتٍ نطق بها بهدوءٍ واتزان سفيرُ الولايات المتحدة الممارس لمهامه في تل أبيب؛ ذلك الذي يُفترض به أن يجسّد العقلانية الاستراتيجية، والتحفظ الدبلوماسي، واللغة الرصينة التي تميز القوى العظمى. لقد اعتبر 'مايك هوكابي'، ممثل واشنطن الرسمي في إسرائيل، أنه من «المقبول» أن تستولي إسرائيل على أراضٍ تشمل فلسطين ولبنان وسوريا والأردن، بل وحتى أجزاءً من السعودية والعراق، باسم ما يسمى بـ «الحق التوراتي». لقد قيلت الكلمة إذن.. ومعها، حلّ شعور بالذوار.

إن ما يثير الدهول هنا ليس راديكالية الموقف — فالتاريخ يغصّ بالتصريحات المتطرفة — بل هي 'الحجة' المستدعاة. فالمبرر ليس الأمن القومي، ولا التاريخ المعاصر، ولا حتى قراءة استراتيجية براغماتية لموازن القوى، بل هو نصّ من (سفر التكوين). نصّ ديني يعود لآلاف السنين، يُستحضر اليوم، في عام 2026، لتبرير إعادة صياغة جذرية للخارطة الإقليمية في الشرق الأوسط. وعلى لسان مَنْ؟ سفير الولايات المتحدة. في هذه المرحلة، لم يعد الأمر مجرد استفزاز عابر، بل أصبح (عَرَضاً) لخلل أعمق.

إن ما يحدث هنا يتجاوز شخص 'هوكابي' بكثير؛ فهذه التصريحات تعزّي الخلط المتزايد بين العقيدة والأيديولوجيا والدبلوماسية، في عالم هسّ تمزقه الصراعات والروايات الهوية وتقويض القانون الدولي. فحين يزعم 'هوكابي' أن «الأرض وهبها الله للشعب مختار»، فهو لا يتحدث بلسان القس الإنجيلي فحسب، بل يتحدث من موقع السلطة والقرار؛ وهذا ما يغير الموازين تماماً.

يجب أن نكون واضحين: لا يمكن لنظام دولي حديث أن يصمد أمام دبلوماسية ترتكز على 'وعد غيبية'. فالمنظومة المنيثقة عن عام 1945 — رغم علاقتها وانتهاكاتها المتكررة — تقوم على مبادئ مدنية صرفة: سيادة الدول، الحدود المعترف بها، حقوق الشعوب، وحل النزاعات عبر التفاوض. أما إقدام 'الحق التوراتي' في هذه الهندسة، فهو بمثابة فتح 'صندوق باندورا' (صندوق الشرور) الذي لن يملك أحد القدرة على لجم تداعياته. فإذا غدا سفر التكوين 'صك ملكية'، فلماذا نتوقف عنده؟ وأي دين، أو نص، أو تأويل ستكون له السلطة حينها؟ ومن ذا الذي يملك حق الفصل؟

لقد كان الحوار مع 'تاكر كارلسون' كاشفاً في هذا السياق؛ فالصحفي المحافظ، رغم بُعده التام عن نصره القضية الفلسطينية، حاصر 'هوكابي' بأسئلة وضعت منطقاً على المحك. إذ تساءل كارلسون عن 'الالتساق الأخلاقي' لخطابٍ يمنح حقوقاً تاريخية ليهود قادمين من أوروبا الشرقية،

بينما يهّمش حقوق سكان مسيحيين ومسلمين يعيشون في بلاد الشام منذ قرون. وجاء رد 'هوكابي' — الذي رفض المنطق الوراثي واستدعى 'شهادة الحجارة' — ليعلن عن انزلاق خطير: حيث يغدو علم الآثار إيماناً، والإيمان سياسة، والسياسة تبريراً للاستحواذ.

سيكون من السطحية بمكان اعتبار هذه التصريحات مجرد (نزوة أيديولوجية) عابرة؛ فمايك هوكابي ليس لاعباً منفرداً يغرد خارج السرب، بل هو تجسيد لتيار جارٍ في الولايات المتحدة: 'الصهيونية المسيحية'. هذا التيار المتجذر بعمق في أوساط الناخبين الإنجيليين، والنافذ في أروقة الكونغرس، والصاحب بقوة في دوائر صنع القرار، لا يدعم إسرائيل انطلاقاً من حسابات جيوسياسية، بل بدافع قناعات 'إسكاتولوجية' (متعلقة بنهاية العالم). بالنسبة لهؤلاء، لا يُنظر إلى التوسع الجغرافي لإسرائيل كجاذفة أو خطر، بل كـ 'محطة' حتمية؛ محطة ضمن رواية 'نهاية الزمان' التي يخشى الدبلوماسيون تسميتها بمسمياتها، بينما يبدو أن البعض بدأ يتبناها علانية.

وعليه، فإن المشكلة لا تكمن فيما قيل فحسب، بل فيما تم كشفه؛ دبلوماسية أمريكية تمزقها منطقيات داخلية متناقضة. فمن جهة، هناك وزارة خارجية لا تزال تؤكد تمسكها بالقانون الدولي والاستقرار الإقليمي والحل التفاوضي؛ ومن جهة أخرى، نجد شخصيات سياسية عُينت في مناصب عليا تتحدث لغة مغايرة تماماً، مما يخلط الأوراق، ويذكي بذور الشك، ويقوّض مصداقية واشنطن.

عدنان
بنشقرن



رمضان كريم
By Lodi



علاشي و كيفاشي ؟

طريق الرجوع لله... لحظات صفاء
باش نغديو الروح ونفهمو جوهر دينا

@lodjmaroc



لماذا يجب على دول الخليج تجنب الانزلاق إلى حرب مباشرة مع إيران؟

تمر المنطقة العربية بمرحلة تصعيد غير مسبوق بين إيران من جهة والولايات المتحدة وإسرائيل من جهة أخرى. هذا التصعيد الحالي يثير تساؤلات حول موقع دول مجلس التعاون الخليجي في هذا الصراع. ففي تغريدة مطولة على منصة «إكس»، دعا معالي حمد بن جاسم بن جبر، رئيس وزراء قطر الأسبق، إلى ضرورة تجنب انجرار دول المجلس إلى مواجهة مباشرة مع إيران، رغم انتهاكاتها السابقة والحالية لسيادة دول الخليج. ويرى أن اتخاذ موقف سياسي قوي لا يعني بالضرورة الدخول في حرب، خاصة أن هناك قوى قد تسعى إلى دفع الخليج إلى صراع مباشر مع إيران يستنزف الطرفين ويفتح الباب لتدخلات خارجية وإملاءات ينبغي تجنبها.

كما حذر من أن موازين القوى في المنطقة قد تتغير بعد انتهاء المواجهة الحالية، وربما تميل لصالح إسرائيل، ما يفرض على دول المجلس تعزيز وحدتها وتنسيقها لمواجهة أي تهديد ورفض أي محاولات لابتزازها.

اتفق تماماً مع هذا الرأي السديد بأن الحكمة الاستراتيجية لدول الخليج تكمن في التوازن بين الردع وتجنب الانجرار إلى حرب مباشرة مع إيران. والحذر الخليجي المطلوب أمر منطقي، وقد تبنته دول مجلس التعاون منذ مدة، إدراكاً منها أنها توجد في قلب جغرافيا تُعد من أكثر مناطق العالم توتراً. نعم، أثبتت أنظمة الردع الآن والقنب الدفاعية فعاليتها، وجنّبت السكان مآسي كثيرة، لكن حرباً طويلة قد تكون مكلفة عسكرياً وسياسياً ومدنياً.

فالبنية التحتية التي طورتها دول الخليج خلال عقود قد تصبح هدفاً للصواريخ والطائرات المسيّرة في إطار حروب هجينة قد تشنها إيران أو أطراف أخرى لا تنظر بعين الرضا إلى ازدهار المنطقة.

أضف إلى ذلك أن الاقتصاد العالمي يعتمد إلى حد كبير على استقرار دول الخليج. لذلك فهذه الدول تتحمل مسؤولية اقتصادية وأخلاقية تجاه شعوبها، وتجاه الشعوب العربية التي تعتمد عليها، بل وتجاه الاقتصاد العالمي برمته.

بعض القوى، مثل إسرائيل، قد ترى مصلحة في توسيع دائرة الصراع، لأن من شأن ذلك إضعاف دول الخليج التي استطاعت بحكمة أن تبقى نسبياً بعيدة عن حروب المنطقة، ولم تتدخل بشكل مباشر إلا في حالات محدودة. لكن أي رد عسكري حازم من دول الخليج قد يدخل المنطقة في دوامة الرد والرد المضاد وحرب استنزاف طويلة، وهو أمر يروق لمن لا يروق لهم استقرار وازدهار دول الخليج. وهذا لا يعني أن دول الخليج ضعيفة، بل على العكس: فهي قوية اقتصادياً وتكنولوجياً وعلى مستوى الحكامة، وتمتلك أنظمة ردع متطورة. وقد رأينا في الأيام الماضية نجاحاتها في إفشال الهجمات الصاروخية وهجمات الطائرات المسيّرة في أجواء الإمارات وقطر.

لكن السياسة الحكيمة تكمن في الجمع بين الردع وضبط النفس الاستراتيجي. فإيران اليوم في وضع صعب، ونظامها يواجه تحديات داخلية وخارجية كبيرة، ولذلك قد يلجأ إلى استخدام كل أوراقه — من الحوثيين إلى حزب الله — لخلط الأمور. ففي الفوضى العارمة والحرب الشاملة قد يرى فرصة للبقاء، كما قد تجد أطراف أخرى مثل إسرائيل في ذلك فرصة لتحقيق أهدافها على حساب استقرار المنطقة.

لهذا فإن دعم وحدة دول الخليج ليس أمراً استراتيجياً فحسب، بل له أيضاً أبعاد وجودية. فأمن الخليج لا يمكن أن يكون فردياً أو مجزأً. لذلك فإن تكثيف التعاون الأمني والعسكري، ووضع أنظمة متطورة للرصد والدفاع والردع، وإعداد سيناريوهات للتعامل مع الحروب الهجينة المحتملة — سواء القادمة من إيران أو من إسرائيل — كلها عناصر أساسية في حماية استقرار المنطقة.

كما أن تطوير أنظمة الرصد والدفاع باستخدام الذكاء الاصطناعي والتكنولوجيا المتقدمة يجب أن يكون عملاً جماعياً بين دول الخليج لضمان استدامة الردع. فالرهان اليوم هو الحفاظ على النفس الاستراتيجي الذي اكتسبته هذه الدول عبر السنوات، والقائم على مزيج من الاعتدال والقوة والردع والانفتاح والتنمية في آن واحد.

التفكك هو الخطر الأكبر، والوحدة هي الضمان الحقيقي للأمن. لذلك، وبما أن المنطقة مقبلة على تحولات كبرى، قوامها ضعف إيراني متوقع وتصاعد واضح في القوة الإسرائيلية، فإن الحكمة تقتضي الاستمرار في نهج الردع، وتغليب منطق العقل والبعد الاستراتيجي، في إطار وحدة دول الخليج.

فالوحدة هي التي تضمن أن تبقى الدول الخليجية مستقلة استراتيجياً وسيدة قراراتها كما كانت في الماضي. أما الدخول في حرب استنزاف طويلة فسيؤدي إلى تقويض هذا الامتياز، ويجعل هذه الدول أقل استقلالاً وأضعف قدرة على التحكم في مصيرها.

فالهدف ليس الحرب، بل حماية الاستقرار الإقليمي، وعدم الانجرار إلى تحقيق أهداف الخصوم الذين يسعون إلى جرّ المنطقة نحو الفوضى أو الحرب الشاملة، وهي أوضاع نعرف جميعاً من يستفيد منها في نهاية المطاف.

بقلم: **لحسن حداد**



رمضان كريم
By Lodj



موعد الفنانين فرمضان

سهرات فنية و أنغام طربية

الفن هو لغة الروح فهاد الشهر الفضيل

@lodjmaroc



كيف نغالب الغرق في عالم بلا قواعد : بين صراع القوى و مستقبل عالم الـ G2

يتحدث بعض المحللين منذ الآن عن نظام عالمي ثنائي القطبية (G2) في أفق عام 2035. يبدو أن العالم يدخل مرحلة غريبة، تكاد تصيب بالدوار؛ حيث تتوالى الأزمات، وتبدو المؤسسات الدولية عاجزة، بينما تتصرف القوى العظمى بشكل متزايد وفق منطق علاقات القوة المكشوفة.

لقد جاءت الضربات العسكرية ضد إيران وما تلاها من تصعيد في الشرق الأوسط لتدق ناقوس الخطر وتذكرنا بهذه الحقيقة المريرة : النظام الدولي الذي بُني بعد الحرب العالمية الثانية يمر بمرحلة وهن عميق. ولكن خلف الصواريخ والتوترات الإقليمية، هناك تحول أوسع نطاقاً يجري الآن.

إن النظام الدولي قد يكون في طور الانتقال نحو هندسة قوة جديدة : عالم يهيمن عليه مركزا جاذبية، واشنطن وبكين. فكرة بسيطة لكنها حادة؛ قوتان خارقتان تهيكلان التوازنات العالمية، بينما تحاول بقية دول العالم الحفاظ على هوامش مناوئتها.

لعدة عقود، ارتكز النظام الدولي على توازن هش بين القانون والدبلوماسية والردع. وشكلت الأمم المتحدة والمؤسسات متعددة الأطراف والاتفاقيات الدولية إطاراً يُفترض أن يحد من استخدام القوة. لم يكن هذا النظام مثالياً قط، ولطالما تم اللاتفاف عليه، لكنه كان موجوداً. أما اليوم، فيبدو عاجزاً أكثر فأكثر عن كبح جماح التنافس بين القوى. ففي مجلس الأمن، تشل الانقسامات أي قرار جوهري، حيث تدافع الدول الكبرى عن مصالحها وتستخدم حق النقض (الفيتو) لمنع أي استجابة جماعية منسجمة.

والنتيجة واضحة : عادت القوة لتصبح الأداة المركزية للسياسة الدولية. التاريخ، في جوهريه، لا يقدم جديداً؛ فالأصل في العلاقات بين الدول هو القوة. لكن ما يتغير اليوم هو السرعة التي تتحول بها التوازنات.

منذ نهاية الحرب الباردة، احتلت الولايات المتحدة موقعاً مهيمناً، لكن هذه الحقبة تلمس نهايتها. إن صعود الصين يمثل التحول الجيوسياسي الأهم في مطلع القرن الحادي والعشرين. في عقود قليلة، انتقلت بكين من وضع الدولة النامية إلى قوة اقتصادية وصناعية وتكنولوجية كبرى، وهي اليوم الشريك التجاري الأول لجزء كبير من دول "الجنوب العالمي".

أمام هذا الصعود، غيرت واشنطن استراتيجيتها جذرياً؛ إذ لم تعد تنظر إلى الصين كشريك تجاري صعب، بل كمنافس "سيستيمي" قادر على إعادة صياغة النظام الدولي. هذه المنافسة تتجاوز الميدان العسكري لتشمل الذكاء الاصطناعي، الحوسبة الكمومية، الأقمار الصناعية، وأشباه المواصلات؛ حيث يصبح كل ابتكار أداة من أدوات القوة.

في المقابل، تطور بكين معمارها الخاص للنفوذ الاقتصادي عبر مبادرة "الحزام والطريق"، مما يخلق شبكة من التبعية المتبادلة. حتى أن بعض الخبراء يتوقعون ظهور "إنترنت مجزأ" (Splinternet)، حيث تنقسم المعايير التكنولوجية والمنصات حسب كتل النفوذ.

بقلم : عدنان بنشقرون

عالم ثنائي القطبية.. لكنه مختلف عن الحرب الباردة يوحي مفهوم الـ G2 بالقطبية الثنائية التي سادت في الحرب الباردة، لكن المقارنة تنتهي سريعاً. في القرن العشرين، كان الكوكب منقسماً إلى كتلتين أيديولوجيتين جامدتين. أما اليوم، فالواقع أكثر تعقيداً؛ إذ يظل الاقتصادان الأمريكي والصيني مترابطين بشكل عميق، وتظل سلاسل الصناعة والأسواق المالية متشابكة. هذا التناقض هو ما يميز الجيوسياسية المعاصرة: تنافس استراتيجي وتعايش اقتصادي في آن واحد.

دور القوى الوسيطة والدبلوماسية المغربية في هذا المشهد المتحرك، ترفض دول عديدة الاصطفاف التلقائي. الهند، البرازيل، تركيا، والسعودية تتبنى استراتيجيات توازن دقيقة. وفي هذا السياق، تبرز الاستراتيجية المغربية القائمة على "الواقعية". لقد بنى المغرب دبلوماسية متوازنة تجمع بين التحالفات الصلبة وتنويع الشركاء. وتظل قضية الصحراء المغربية في قلب هذه الرؤية، حيث شكل الاعتراف الأمريكي بسيادة المغرب نقطة تحول كبرى، لكن الدبلوماسية المغربية لم تحصر نفسها في تحالف واحد، بل عززت علاقاتها مع أفريقيا وأوروبا وقوى آسيوية.

إن القوة الوطنية هي التأمين الاستراتيجي الحقيقي، فالرد لا يكمن فقط في التحالفات، بل في تعزيز القدرات الذاتية: اقتصادياً، تكنولوجياً، ودبلوماسياً. والمغرب، عبر مشاريعه الهيكلية في الصناعة والطاقة والبنية التحتية، يعزز قدرته على التأثير في التوازنات الدولية.

في أفق عام 2035، قد يتشكل العالم بالفعل حول قطبين مهيمنين، لكن هذا لن يعني بالضرورة اصطفاً أعمى لبقية الكوكب. فالعديد من الدول ستسعى للحفاظ على استقلاليتها الاستراتيجية. والسؤال الحقيقي ليس من سيهيمن، واشنطن أم بكين، بل من هي الدول التي ستملك الكفاءة والرؤية للمناورة بين القطبين دون أن تفقد سيادتها.

في عالم تترنح فيه القواعد، القوة الحقيقية هي تلك التي تملك القدرة على أن تظل حرة في خياراتها

في الشركات الكبرى، تستخدم بنى "متعددة الوكلاء" (Multi-agents) بالفعل لتسيير عمليات معقدة: التحليل المالي، تحسين اللوجستيك، اليقظة الاستراتيجية، ورصد المخاطر. السياسة، التي كانت لفترة طويلة أكثر بطئا في تبني التكنولوجيات، بدأت تنظر لهذه الأدوات باهتمام.

السبب بسيط : الحكامة العمومية أصبحت معقدة بشكل غير عادي.

القرارات الوزارية يجب أن تدمج اليوم معايير اقتصادية، تكنولوجية، بيئية، جيوسياسية ومجتمعية في آجال قصيرة جدا. فإصلاح سيء التحضير يمكن أن يطلق عاصفة سياسية في بضع ساعات على شبكات التواصل الاجتماعي. في هذا السياق، التوفر على نظام ذكاء استراتيجي دائم يمكن أن يصبح ميزة حاسمة. لكن هذا التطور يطرح أيضا أسئلة حساسة : من يراقب هذه الأنظمة؟ من يصمم الخوارزميات؟ كيف نضمن حياد التحليلات المنتجة؟ قد يكون الإغراء كبيرا لتفويض هذه البنى لشركات تكنولوجية كبرى، مع خطر إدخال تبعيات جديدة في آلة الدولة. تصبح مسألة السيادة الرقمية حينها مركزية. إذا اعتمدت الحكومات حقا "حكومات الظل" هذه، فسيتعين عليها على الأرجح تطوير بنياها التحتية الخاصة ونماذجها الخاصة للذكاء الاصطناعي من أجل الحفاظ على استقلال القرار العام.

تحد آخر : الشفافية الديمقراطية

المستشار البشري يمكن الاستماع إليه، استجوابه، ومناقضته. أما نظام الوكلاء الخوارزمي، فيبقى غالبا "صندوقا أسود". يجب أن يضمن للمواطنين أن هذه الأدوات تخدم المصلحة العامة وليس منطقتا تقنوقراطيا غامضا. رغم هذه التساؤلات، يبدو شيء واحد مؤكدا منذ الآن : الذكاء الوكالي يستعد لتحويل الطريقة التي تتخذ بها المنظمات قراراتها.

الشركات فهمت ذلك، والمؤسسات العمومية بدأت تهتم به. وغدا، ربما، لن يكون أول قرار للوزير هو فقط اختيار مستشاريه. بل سيكون أيضا تصميم منظومته للذكاء. في هذا المشهد الجديد، السلطة لن تلعب فقط في المكاتب الوزارية. بل ستلعب أيضا في البنى غير المرئية للوكلاء الرقميين الذين سيحللون العالم باستمرار.

المكتب السياسي سيبقى بشريا.

لكن خلفه، صامتا ودؤوبا، مكتب آخر -خوارزمي هذه المرة- قد يعمل ليل نهار على إضاءة القرارات.



الوزير، مكتبه.. وعصر "حكومة الظل" المكونة من وكلاء الذكاء الاصطناعي

طالما كان اختيار المستشارين أحد أولى الأعمال السياسية للوزير المعين حديثاً. لكن واقعا تكنولوجيا جديدا بدأ يفرض نفسه تدريجيا : فالى جانب المكتب البشري، بدأت بعض الحكومات الآن في اختبار أنظمة ذكاء اصطناعي قادرة على العمل كـ "حكومة ظل" (Shadow Cabinet) حقيقية. إنها ثورة صامتة في طريقة الحكم.

عندما يعبر الوزير باب مكتبه لأول مرة، يفرض عليه قرار فوري: تشكيل مكتبه. مديرون، مستشارون تقنيون، وخبراء قطاعيون.. يفترض بهذا الفريق الصغير أن يجسد العقل الجماعي للمؤسسة. فهو الذي يصفى المعلومات، ويعد التحكيمات، ويتوقع الأزمات.

لكن منذ بضعة أشهر، ظهر فاعل جديد في هندسة السلطة هذه: الذكاء الاصطناعي المسمى "الوكالي" (Agential AI).

خلافاً لأدوات الذكاء الاصطناعي الحوارية الكلاسيكية -التي تكتفي ببساطة بالإجابة على الأسئلة- يعمل الذكاء الوكالي بشكل مختلف. فهو مبني كنظام من الوكلاء المستقلين القادرين على الإدراك، التحليل، القرار، والعمل في بيئة معلوماتية معقدة. بعبارة أخرى، لم تعد هذه مجرد آلات تجيب، بل آلات تعمل.

في العديد من الإدارات عبر العالم، بدأ هذا التطور في تحويل مصنع القرار العام.

الفكرة بسيطة على الورق. في اللحظة التي يشكل فيها الوزير مكتبه البشري، يمكنه أيضاً تكليف مزود تكنولوجياي بوضع "حكومة ظل" من وكلاء الذكاء الاصطناعي. نوع من المكتب الموازي، غير المرئي ولكنه نشط للغاية، مكلف بمعالجة تدفق المعلومات باستمرار.

ملموسا، يمكن لهذا النظام أن يتكون من عدة وكلاء متخصصين :

- وكيل يراقب البيانات الاقتصادية.
 - وكيل آخر يحلل المستجدات الدولية.
 - ثالث يتتبع شبكات التواصل الاجتماعي والرأي العام.
 - ورابع يمحس النصوص القانونية والسياسات العمومية المقارنة.
- كل واحد من هؤلاء الوكلاء يعمل بشكل دائم، يقاطع البيانات، ينتج الخلاصات، يحدد الإشارات الضعيفة ويرفع التنبيهات.
- الهدف ليس تعويض المستشارين البشريين، بل منحهم قدرة تحليلية مضاعفة. لأن واقع السلطة الحديثة قاسي: فالمعلومات تصل اليوم بسرعة وحجم لا تستطيع الفرق البشرية استيعابها بمفردها.

يومية، يجب على الوزارة تدبير آلاف الوثائق، التقارير، الإحصائيات، المذكرات الدبلوماسية، المنشورات العلمية، والرسائل على شبكات التواصل الاجتماعي. لا يمكن لأي مكتب، مهما كان حسن التنظيم، أن يعالج هذا التدفق في الوقت الفعلي.

الذكاء الوكالي يغير المعطيات.

بفضل ذاكرته الدائمة وقدرته على المعالجة الضخمة، يمكن لشبكة من الوكلاء تحليل آلاف المصادر في وقت واحد وإنتاج لوحات قيادة استراتيجية باستمرار.

بإمكان الوزير هكذا أن يتوفر كل صباح على إيجاز (Briefing) مغذى ليس فقط من طرف مستشاريه، ولكن أيضا من طرف نظام قادر على أن يكون قد حلل طوال الليل التطورات الاقتصادية، القرارات الأجنبية المماثلة، أو اتجاهات الرأي العام.

في بعض الحالات، يمكن لهذه الأنظمة حتى محاكاة السيناريوهات.

إذا تم التفكير في مشروع قانون، يمكن للوكلاء تحليل تجارب عشرات الدول، نمذجة الأثر الاقتصادي المحتمل، توقع ردود الفعل الإعلامية أو تحديد المخاطر القانونية.

يبقى المكتب البشري هو سيد القرار، لكن البيئة المعلوماتية تصبح أغنى بشكل جذري.

هذه الفكرة حول "حكومة الظل" الخوارزمية ليست من قبيل الخيال العلمي.

عدنان
بنشقرن



البلد لم يعد في مرحلة "إطلاق"، بل في مرحلة "هبوط واستقرار".

وفي هذه المرحلة، تصبح الوعود البراقة عائقاً أحياناً؛ فكل إعلان جديد يخطر بإضافة طبقة من التعقيد إلى بناء هو أصلاً كثيف. لذا سيكون التحدي السياسي مفارقة: مقاومة إغراء الابتكار المستمر لأولويات جديدة، وتركيز الطاقة الحكومية على إتمام التحولات الجارية بالفعل.

لأن السؤال في العمق لم يعد "إلى أين يريد المغرب الذهاب؟"، فهذا الاتجاه واضح نسبياً: دولة اجتماعية موطدة، اقتصاد إنتاجي أكثر تنوعاً، انتقال طاقي متسارع، إدارة رقمية أكثر كفاءة، واندماج دولي معزز.

السؤال أصبح الآن أكثر واقعية: كيف نحول هذه التوجهات إلى نتائج مرئية في الحياة اليومية للمواطنين؟

هنا سيلعب الاختبار السياسي الحقيقي لما بعد سبتمبر 2026.

ليس في فوز شعار على آخر، بل في قدرة الحكومة على ممارسة هذا الفن الهادئ والصعب الذي يسمى ببساطة: "الحكم".

لكن الإصلاح الترابي المغربي يتضمن أيضاً بعداً استراتيجياً وجيوسياسياً كبيراً: التنزيل الملموس والتطبيق التدريجي لمبادرة الحكم الذاتي في الأقاليم الجنوبية تحت السيادة المغربية. هذا الورش، الذي يندرج ضمن رؤية لحل سياسي دائم لقضية الصحراء، يتطلب ترجمة مبدأ الحكم الذاتي الواسع مؤسسياً واقتصادياً، مع تعزيز الاندماج الوطني.

من هذا المنظور، لا تعد الأقاليم الجنوبية مجرد أراضٍ يجب تطويرها؛ بل تصبح مختبراً للحكامة الترابية المتقدمة، يجمع بين التنمية الاقتصادية المتسارعة، المؤسسات الجهوية المعززة، والمشاركة المتزايدة للسكان المحليين في تدبير شؤونهم.

لأن المسألة الترابية في جوهرها ليست إدارية فحسب، بل هي مسألة سياسية واقتصادية واجتماعية عميقة. فالدول التي تتطور بشكل مستدام هي الدول التي ترفض التصدعات المجالية.

في مغرب الثلاثينيات، يجب أن يكون الوعد الضمني واضحاً: لا يهتم الإقليم الذي ولدت فيه، فالفرص يجب أن تظل مفتوحة.

بمعنى آخر، لا يجب أن تكتفي الجهوية بإنتاج قدر أكبر من الاستقلالية المحلية، بل يجب أن تضمن أمراً أساسياً: ألا يوجد "مغريان"، بل مغرب واحد يتقدم معاً، من الريف إلى الأقاليم الجنوبية.

الإصلاح الرابع (والثالث ضمناً في السياق السياسي) هو بلا شك ميثاق الثقة مع المواطنين. على مر السنين، أصبح المجتمع المغربي أكثر تطلباً، وحركة "الجيل (GEN Z)" أكدت ذلك. المواطنون اليوم أكثر اطلاعاً، وأكثر اتصالاً، وأكثر انتباهاً للنتائج الملموسة للسياسات العمومية. الوعود لم تعد تكفي، والإعلانات التي لا تتبعها آثار تعذي نوعاً من "التعب المدني".

في هذا السياق، لم تعد القضية المركزية هي قضية الإصلاحات فحسب، بل هي قضية مصداقيتها. ينتظر المواطنون خدمات عمومية فعالة، آجالاً إدارية معقولة، بنية تحتية وظيفية، وفرص شغل حقيقية. إنهم يحكمون على النتائج لا على الخطابات.

لذا سيتعين على الحكومة المقبلة إعادة بناء علاقة مباشرة بين العمل العمومي والحياة اليومية. وهذا يمر عبر الشفافية، تقييم السياسات العمومية، التبسيط الإداري، وتواصل سياسي أكثر رصانة. في عالم مشبع بالرسائل، تُبنى الثقة بالتجربة الملموسة للخدمة العمومية أكثر مما تُبنى بالكلام.

هذه الإصلاحات الأربعة: التنفيذ، الكفاءة البشرية، والثقة؛ ترسم في الواقع تحدياً واحداً: الانتقال من "الدولة الاستراتيجية" إلى "الدولة الفعالة".

لقد قطع المغرب بالفعل عدة مراحل هامة؛ فتعميم الحماية الاجتماعية، الاستثمارات في البنية التحتية، صعود الطاقات المتجددة، التطور الصناعي، والانفتاح الدولي، كلها تشهد على تحول عميق بدأ منذ عقدين.

لكن المرحلة المقبلة ستكون مختلفة؛ إذ ستتطلب قدراً أقل من الإعلانات الكبيرة وقدراً أكبر من الدقة. استراتيجيات جديدة أقل وتنسيقاً أكبر بين الاستراتيجيات القائمة. مركزية أهل وذكاءً ترابياً أكبر.

بهذا المعنى، لن تكون انتخابات 2026 مجرد موعد سياسي كلاسيكي، بل ستكون لحظة توضيح: أي فريق حكومي سيمتلك الانضباط والمنهجية اللزمين لإنهاء الأوراش الكبرى المفتوحة؟



ما بعد انتخابات 2026 : أربعة إصلاحات للانتقال من الوعود إلى النتائج



بقلم : عدنان بنشقرُون

والمساخر تبطئ الاستثمارات، والبرامج التجريبية تظل محدودة في بضعة أقاليم. المشكلة ليست في جودة المخططات، بل في الميكانيكا التي تحولها إلى واقع.

لذا، سيتعين على الحكومة المقبلة قيادة إصلاح غير استعراضي ولكنه جوهري: "الحكم بالنتائج". وهذا يعني تتبع السياسات العمومية بمؤشرات واضحة، وتسريع القرارات الإدارية، وتبسيط الإجراءات، وقبول تقييم ما ينجح وما لا ينجح. في عالم سياسي اعتاد الإعلانات، يعتبر الانضباط في التنفيذ ثورة ثقافية تقريباً.

الإصلاح الثاني هو الإصلاح الترابي. لا يزال المغرب منظماً إلى حد كبير حول مركز قرار مكثف جداً في الرباط، فالتوجهات الكبرى تُحدد هناك، وكذلك التحكيمات الميزانية، وتظل الإدارات الترابية غالباً في منطلق التنفيذ أكثر منه في منطلق الاستراتيجية. ومع ذلك، فإن واقع البلاد أكثر تنوعاً وتبايناً، فتحديات حواضر كبرى مثل الدار البيضاء ليست هي نفسها في إقليم جبلي بالأطلس المتوسط، ولا في مدينة صراوية تمر بتحولات شاملة.

هنا يطرح سؤال سياسي جوهري: هل يمكن للمغرب أن يستمر في التقدم بسرعات ترابية متفاوتة؟

إن رهان العقد المقبل سيكون بالضبط هو تجنب ظهور "مغرب بسرعتين": من جهة أقطاب حضرية ديناميكية، متصلة، صناعية، ومندمجة في التدفقات العالمية؛ ومن جهة أخرى مناطق قروية أو هامشية قد يتولد لديها شعور بالبقاء خارج ركب النمو والفرص.

وضعت الهوية المتقدمة الأسس المؤسسية لتغيير هام، لكن هذا التحول لا يزال غير مكتمل؛ فالجهات تمتلك اختصاصات متزايدة، لكن هوامشها المالية تظل محدودة، والمسؤوليات تتقاسمها أحياناً بضباية الإدارة المركزية والجماعات الترابية والإدارات اللامركزية.

سيتعين على الحكومة المقبلة إذن تسريع تطور بسيط في مبدئه ومعقد في تنفيذه: وضع الثقة في المجالات الترابية وضمان عدالة ترابية حقيقية.

وهذا يعني نقل المزيد من الوسائل والمسؤوليات إلى الجهات، وتعزيز القدرات الإدارية المحلية، وتمكين المناطق من أن تصبح محركات حقيقية للتنمية. وهذا يفترض أيضاً الاستثمار المكثف في البنية التحتية، التعليم، الصحة، والربط في المناطق الأقل حظاً.

لن ترث الحكومة المقبلة المنبثقة عن الانتخابات التشريعية المغربية لسبتمبر 2026 صفحة بيضاء، بل ستجد أمامها رصيداً من الإصلاحات التي بدأت بالفعل، والتي نُفذت جزئياً، وهي إصلاحات تنسم أحياناً بحساسية سياسية وغالباً بثقل إداري.

بمعنى آخر : لن تكون اللحظة لحظة تأسيس بقدر ما هي لحظة بلورة وتصفية. فالأولويات المدرجة في قانون مالية 2026، ومشروع قانون مالية 2027 (الذي أعدته الحكومة المنتهية ولايتها)، وفي خرائط الطريق القطاعية موجودة بالفعل: الاستثمار الخاص، التشغيل، تقليص الفوارق الاجتماعية والمجالية، الماء، الحماية الاجتماعية، الرقمنة، السيادة الإنتاجية، والرفع من جودة الخدمات العمومية. النقطة الحاسمة إذن ليست في "ما هي الإصلاحات التي يجب إطلاقها"، بل "ما هي الإصلاحات التي يجب إتمامها، وتصحيحها، وتمويلها، وتنزيلها تريباً". هنا يدخل الواقع "بأقدامه الموحلة": تحكيمات ميزانية، نقص في الكفاءات، بطء تنظيمي، تدخل في الاختصاصات، وصعوبة مزمنة في تحويل استراتيجية وطنية إلى خدمة ملموسة للمواطن.

تقترب الانتخابات التشريعية لسبتمبر 2026، ومعها الوعد بدورة سياسية جديدة. وكما هو الحال في كل استحقاق، تزدهر البرامج، وتُصقل الشعارات، وتُعاد صياغة التحالفات. ومع ذلك، ثمة حقيقة هيكلية تفرض نفسها خلف الضجيج الانتخابي: الحكومة المقبلة لن تضطر لابتكار توجه استراتيجي جديد للمغرب، فالرؤية والتوجه موجودان بالفعل تحت القيادة الملكية.

الدولة الاجتماعية في طور البناء، الانتقال الطاقي، التحديث الرقمي، إصلاح المنظومة الصحية، تحول المدرسة، دعم الاستثمار الخاص، تدبير الإجهاد المائي... يمتلك البلد الآن هندسة استراتيجية كثيفة، وطموحة في بعض الأحيان. ما ينقصنا ليس الرؤية، بل التنفيذ.

إن الرهان السياسي الحقيقي لما بعد 2026 لن يكون إذن في الإعلان عن إصلاح كبير جديد، بل في إنجاز أربعة تحولات صامتة وحاسمة تتقاطع فيها جميع الوزارات والسياسات العمومية تقريباً.

الإصلاح الأول هو إصلاح التنفيذ. أنتج المغرب منذ حوالي عشر سنوات كمية هائلة من الاستراتيجيات القطاعية: الفلاحة، الصناعة، السياحة، الرقمي، الطاقة، الماء، التكوين المهني، والحماية الاجتماعية. صُممت هذه الاستراتيجيات بجدية، وبرؤية طويلة المدى نادرة في المنطقة، لكن نجاحها يعتمد على مرحلة أكثر نكراناً للذات: التنزيل على أرض الواقع.

في الممارسة الإدارية، لا تزال الفجوة بين الاستراتيجية والتنفيذ واسعة؛ فالإعلانات سريعة، لكن المراسيم تستغرق وقتاً،

رمضان كريم
By Lodi

السطحية سالك وقتها..

دأبا وقت الغوص فالپارانورمال

عندما تبسط التكنولوجيا حياتنا.. هل نصبح أكثر كسلاً أم أكثر غباءً؟

ثم اخترعوا ChatGPT.

وهنا وصلنا إلى القمة، لا داعي للتفكير، لا داعي للكتابة، ولا داعي للبحث. تطرح سؤالاً، فتترد الآلة. أحياناً بشكل جيد جداً، وأحياناً بسرعة كبيرة، وأحياناً حتى قبل أن نفهم نحن تماماً ما كنا نريد السؤال عنه.

لكن البشرية لن تتوقف هنا.

قريباً، سيخترعون روبوتاً يمارس الرياضة بدلاً منك. ستكون جالساً بهدوء على الأريكة بينما يقوم الروبوت بتمارين الضغط والفرصاء ويركض عشرة كيلومترات على جهاز المشي لأجلك. وفي النهاية، سيرسل لك التطبيق تنبيهاً: "تهانينا، لقد حرقت 500 سعرة حرارية اليوم".

وفي العمق، ليست هذه هي القضية الحقيقية.

لأن الآلة الحاسبة لا تمنع من التفكير، وورد لا يمنع من الكتابة، وGPS لا يمنع من مراقبة العالم من حولك، والذكاء الاصطناعي لا يمنع من امتلاك الأفكار.

هي ببساطة تكشف حقيقة بشرية قديمة: الأدوات لا تعوض الذكاء أبداً. هي تعوض "الجهد" بشكل أساسي. والجهد، دعونا نعترف بذلك، تحاول البشرية أتمتته منذ فجر التاريخ.

الاختراع القادم؟ تطبيق يفكر بدلاً منا.. لكنه يهتئنا رغم ذلك على الفكرة.

بقلم هيلة التحرير

للشريحة هذه العادة الغريبة : في كل مرة تبتدع فيها أداة لتصبح أكثر ذكاءً.. تنجح أيضاً، في طريقها، بأن تصبح أكثر كسلاً قليلاً.

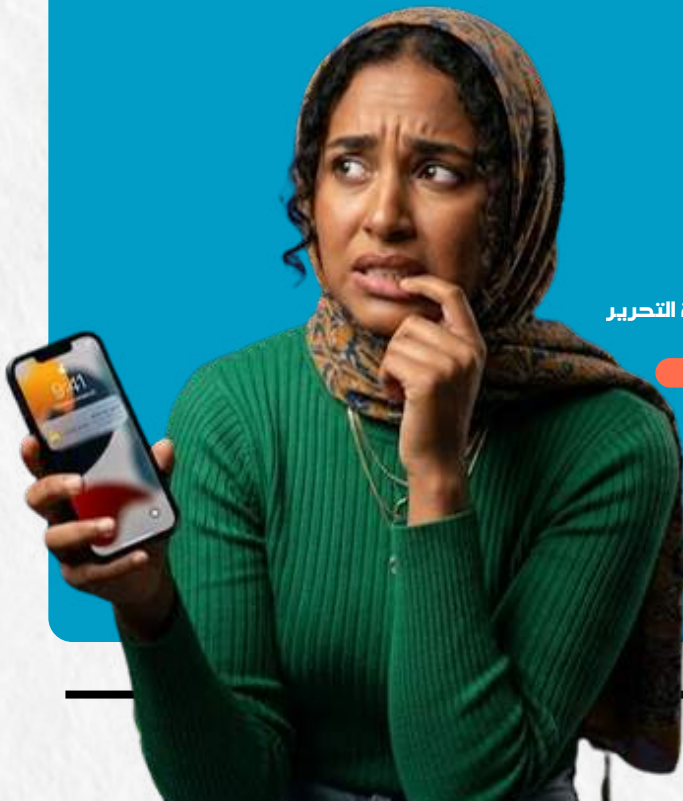
اخترعوا الآلة الحاسبة، والنتيجة : اليوم، اطلب من أحدهم حاصل ضرب 7 في 8 بدون هاتف.. وستظهر على وجهه تلك التعبير الخاصة جداً، تعبيرة جهاز كمبيوتر يعيد التشغيل.

اخترعوا برنامج وورد (Word). في السابق، كنا نكتب الرسائل بإملاء تقريبي لكنه شجاع. اليوم، بمجرد أن يختفي المصحح التلقائي، تصبح أبسط جملة حقل ألغام. نتردد في كل شيء: الهمزات، القواعد.. وحتى في كلمة "مرحباً".

اخترعوا نظام تحديد المواقع (GPS). قديماً، كنا نسأل عن الطريق، نراقب النجوم، ونراقب الجبال. اليوم، إذا نفدت بطارية الهاتف، تبدو الحضارة بأكملها تأهية في منتصف موقف السيارات.

اخترعوا الهاتف الذكي. قبل ذلك، كنا نحفظ الأرقام المهمة عن ظهر قلب، رقم والدين، الأصدقاء، وحتى الجيران أحياناً. اليوم، إذا اختفى هاتفنا، لست متأكداً حتى من قدرتي على الاتصال بزوجتي. وهو ما قد يراه بعض الأزواج، في نهاية المطاف، تكنولوجيا مفيدة جداً.

اخترعوا شبكات التواصل الاجتماعي. قبلها، لكي نعرف ما يفعله الناس، كان علينا الاتصال بهم أو لقاءهم. اليوم، نعرف ماذا أفطر شخص ما في طوكيو، ونعرف النادي الرياضي لشخص غريب في دبي، ورأي خال أحد الأصدقاء في السياسة.. لكننا لا نعرف حتى الآن كيف حال جارنا في الشقة المجاورة.



كم صاروخاً تستطيع إيران إنتاجه كل شهر؟ وكم عدد صواريخ اعتراض "باتريوت" أو "آرو" التي يمكن للولايات المتحدة وإسرائيل تصنيعها؟ ومن سيصمد لفترة أطول؟

حرب القرن الحادي والعشرين. المفارقة هنا مذهلة. في القرن العشرين، كانت الحروب تُكسب باحتلال الأراضي، أما في القرن الحادي والعشرين، فقد تُحسم في سلاسل توريد مصانع الأسلحة. إنها حرب اللوجستيات، وحرب الإنتاج، وحرب المخزونات. لهذا السبب، وبعد مرور عشرة أيام على بدء النزاع، يكرر المحللون العسكريون حول العالم السؤال نفسه: «إيران، كم بقي لديها من الصواريخ؟». وكما كان الحال قديماً بالنسبة للفايكان، فإن الإجابة على هذا السؤال قد تحدد الوزن الحقيقي لقوة ما على الرقعة العالمية، وربما تحدد أيضاً مآل هذه الحرب.

وفقاً لعدة تحليلات عسكرية نُشرت في الأيام الأخيرة — والتي لا تزال بحاجة إلى تأكيد — يبدو أن إيران بدأت في تغيير تكتيكاتها القتالية. فبعد أن فضلت في الأيام الأولى للحرب "هجمات الإشباع" التي تجمع بين الصواريخ والمسيرات لإغراق أنظمة الدفاع الإسرائيلية، يبدو أن القوات الإيرانية تتبنى الآن نهجاً مختلفاً.

يتحدث العديد من المراقبين عن رشقات أصغر، تُطلق أحياناً صاروخاً تلو الآخر، أو في دفعات متباعدة زمنياً بشكل كبير. الهدف من ذلك هو اختبار الدفاعات الإسرائيلية، وتحديد النقاط العمياء في النظام متعدد الطبقات — الذي غالباً ما تختصره وسائل الإعلام في "القبة الحديدية" وحدها، بينما يضم في الواقع عدة أنظمة مثل "آرو" أو "مقلع داود".

هذا التغيير في وتيرة العمليات قد يستند إلى منطقتين. الأولى تكتيكية: استغلال ثغرات الكشف أو تأخير رد فعل الرادارات وبطاريات الصواريخ. والثاني لوجستي: تقنين المخزونات لضمان الصمود لفترة أطول، خاصة وأن وتيرة القصف الإيراني قد انخفضت بوضوح منذ الساعات الأولى للنزاع.

يتحدث بعض المحللين عن "حرب تعديل دائم"، حيث يراقب كل طرف رد فعل الآخر لتكييف استراتيجيته في الوقت الفعلي تقريباً. في هذه الحرب التكنولوجية، يظل السؤال المركزي هو نفسه: ليس فقط من يضرب بقوة أكبر، بل من يفهم بشكل أفضل ثغرات نظام الخصم. وفي هذه المعادلة غير المستقرة، قد يزن صاروخ واحد وُضع بدقة ما ترزئه مائة رشقة إشباع.



أمس : «الفاتيكان، كم يملك من الفيالق؟» واليوم: «إيران، كم تملك من الصواريخ؟»

وفقاً لعدة تحليلات عسكرية نُشرت في الأيام الأخيرة، والتي لا تزال بحاجة إلى تأكيد، يبدو أن إيران بدأت في تغيير تكتيكاتها القتالية.

لعمد من الزمن، لخصت عبارة ساخرة نُسبت إلى جوزيف ستالين الواقعية السياسية الفجة للقرن العشرين : «الفاتيكان، كم يملك من الفيالق؟». وبعبارة أخرى: كم عدد الجنود، كم عدد الدبابات، وكم هي القوة الحقيقية الكامنة وراء الخطاب الأخلاقي؟

حرب المخزونات

في مارس 2026، وبينما تدخل الحرب بين إيران والولايات المتحدة وإسرائيل أسبوعها الثاني، يتردد سؤال مشابه تقريباً في كافة الاستوديوهات التلفزيونية وهيئات الأركان : «إيران، كم بقي لديها من الصواريخ؟» خلف هذا التساؤل التقني في الظاهر، تكمن حقيقة استراتيجية جوهرية: في هذا الصراع، قد لا يُحسم الموقف بمعركة فاصلة، بل باستنزاف مخزونات الأسلحة.

منذ بداية الضربات، تثير الأرقام الذهول. فوفقاً لمسؤولين عسكريين أمريكيين، تم إطلاق أكثر من 500 صاروخ باليستي وأكثر من 2000 طائرة مسيرة إيرانية في المنطقة حتى الآن.

استهدفت هذه الهجمات إسرائيل، ولكنها طالت أيضاً عدة دول في الخليج، وقواعد عسكرية أمريكية، وبعض البنى التحتية للطاقة.

بالنسبة للمحللين العسكريين، تبدو الحرب الآن وكأنها "منافسة رشقات" : من سيصمد ويطلق النار لفترة أطول قبل أن تنفذ ذخائره. ففي هذه المعادلة غير المتكافئة، هناك أمر يسترعي انتباه المراقبين : المسيرات الإيرانية تكلف بضع عشرات الآلاف من الدولارات، بينما قد تتجاوز تكلفة صواريخ الاعتراض الغربية عدة ملايين. إنها حرب اقتصادية بقدر ما هي عسكرية.

لغز المخزون الإيراني

تكمن المشكلة بالنسبة للمحللين الغربيين في أنه لا أحد يعرف بالضبط حجم الترسانة الإيرانية. فقبل الصراع، كانت التقديرات تتباين بشدة، إذ تحدثت بعض المصادر عن وجود أكثر من 3000 صاروخ باليستي،

بقلم هيئة التحرير



بينما قدرت مصادر أخرى وجود 2000 إلى 3000 صاروخ تشغيلي فقط. ومن المفترض أن الضربات الإسرائيلية والأمريكية، بالإضافة إلى الرشقات المكثفة في الأيام الأولى للحرب، قد قلصت هذا المخزون بالفعل. تشير بعض التقديرات الحديثة إلى أنه قد يتبقى اليوم ما بين 1000 و1500 صاروخ صالح للاستخدام، لكن هذا الرقم يظل تخمينياً. لماذا؟ لأن إيران قامت على مدار ثلاثين عاماً ببناء شبكة إنتاج وتخزين مشتتة للغاية : أنفاق تحت الأرض، قواعد متنقلة، صوامع مموهة، وبنى تحتية صناعية مدنية قابلة للتحويل إلى مصانع عسكرية.

السلح الحقيقي : الطائرات المسيرة

إذا كانت الصواريخ الباليستية تجذب الانتباه، فإن الثورة العسكرية الإيرانية الحقيقية تكمن في مكان آخر : الطائرات المسيرة. فالمسيرات الانتحارية من عائلة "شاهد"، التي نالت شهرة واسعة في أوكرانيا، تشكل اليوم حجر الزاوية في الاستراتيجية الإيرانية.

وهنا أيضاً، تثير الأرقام الحيرة، إذ يتحدث بعض المحللين عن عشرات الآلاف من الوحدات، مع قدرات إنتاج صناعية قادرة على تصنيع الآلاف شهرياً. وعلى عكس الصواريخ، فإن هذه المسيرات منخفضة التكلفة، وسهلة الإنتاج، ويصعب اعتراضها عندما تهاجم في أسراب. والنتيجة : أنها تتيح لإيران شن حرب استنزاف تكنولوجية.

استراتيجية معلنة : الاستنزاف. يتوافق هذا المنطق تماماً مع العقيدة العسكرية الإيرانية. فإيران تدرك أنها لا تستطيع مضاهاة سلاح الجو الأمريكي أو الإسرائيلي، لذا يتمثل ردها في إغراق دفاعات الخصم بالصواريخ والمسيرات.

المبدأ بسيط : إشباع أنظمة الدفاع الجوي، ومضاعفة الضربات، وإجبار الخصم على إنفاق موارد هائلة مقابل كل عملية اعتراض. في هذا المنطق، لم يعد السؤال الاستراتيجي عسكرياً فحسب، بل صار صناعياً :

بل أساساً لأن القواعد لا تطبق دائماً بنفس الطريقة على الجميع. ففي بعض الحالات، يبدو الوصول إلى الحقوق معتمداً على الشبكات أو النفوذ أو العلاقات، وفي حالات أخرى، تصبح المساطر طويلة جداً لمن لا يملك أي نفوذ.

هذا التصور للظلم هو ما يغذي عدم الثقة. وهذا بالضبط ما حاول دستور 2011 تصحيحه من خلال الإصرار على مبادئ جوهريّة: المساواة أمام القانون، شفافية العمل العمومي، مسؤولية المنتخبين، ومحاربة الفساد. التحدي الحالي ليس هو ابتكار نموذج سياسي جديد، بل التطبيق الكامل للنموذج الموجود بالفعل.

لماذا يغير سؤال الحكم الذاتي في الأقاليم الجنوبية كل شيء؟

يأخذ النقاش بعداً استراتيجياً عندما يمس مسألة الحكم الذاتي للأقاليم الجنوبية تحت السيادة المغربية. هذا الحكم الذاتي ليس مجرد مقترح دبلوماسي لحل نزاع إقليمي، بل يقدمه المغرب كنموذج حديث للحكامة الترابية، قائم على المشاركة الديمقراطية، والتدبير المحلي، والمسؤولية السياسية. بيد أن هذا النموذج لا يمكن أن يكون ذا مصداقية إلا بشرط واضح: يجب أن تعمل الديمقراطية في كل مكان بنفس المعايير. لا يمكن لحكم ذاتي جهوي أن يوجد في نظام تختلف فيه القواعد الديمقراطية حسب الأقاليم أو الظروف. إن الحجة الدبلوماسية للمغرب تقوم تحديداً على فكرة أن الأقاليم الجنوبية ستستفيد من مؤسسات محلية قوية، وسلطة تدبير حقيقية، ومشاركة سياسية فعلية.

دولة قوية وأحزاب قوية : تكامل لا تناقض

يُقال أحياناً إن الحل يكمن في دولة أكثر قوة في مواجهة أحزاب ضعيفة، لكن هذا التحليل يقوم على معضلة وهمية. فالدولة القوية والأحزاب القوية ليسا متناقضين، بل هما متكاملان.

الملكية تحدد التوجهات الاستراتيجية، وتشرف على المجالات السيادية، وتضمن الوحدة الوطنية، وتحمي المؤسسات. أما الأحزاب السياسية، فدورها تنظيم النقاش العام، وهيكله المشاريع المجتمعية، وتمكين المواطنين من المشاركة في القرار. عندما تضعف الأحزاب، تضعف الديمقراطية، وعندما تحاول الدولة تعويض السياسة بشكل دائم، يفقد النظام قدرته على التجدد.

علاج مؤسساتي لا "جراحة"

بدلاً من الحديث عن جراحة سياسية، سيكون من الأصح الحديث عن "علاج مؤسساتي". ويمكن لهذا العلاج أن يمر عبر عدة مسارات: تعزيز الديمقراطية الداخلية للأحزاب، توضيح قواعد التمويل والشفافية، محاربة تضارب المصالح بفعالية أكبر، تسريع القضاء الإداري، وتبسيط المساطر العمومية. هذا النوع من الإصلاح لا يدمر المؤسسات القائمة، بل يجعلها أكثر فعالية، وقبل كل شيء، يعزز الثقة التي تظل المادة الخام لكل ديمقراطية.

السرعة الوحيدة الحقيقية : سرعة الكرامة

المسألة في النهاية ليست معرفة ما إذا كان يجب على المغرب السير بسرعة أكبر، فالإجابة واضحة: نعم. السؤال الحقيقي هو كيف يسير بسرعة أكبر؟

إذا كانت السرعة تعني فقط تسريع المشاريع الكبرى والقرارات المركزية، فستستمر البلاد في العيش بواقعين متوازيين. لكن إذا كانت السرعة تعني أن كل مواطن، في كل مدينة وقرية، يصل إلى نفس الحقوق بنفس السرعة والشفافية، حينها تأخذ الاستعارة معناها الكامل. لا يجب أن تكون "السرعة الوحيدة" هي سرعة الطاعة الإدارية، بل يجب أن تكون سرعة المساواة أمام القانون.

الرهان الحقيقي

لقد أثبت المغرب غالباً قدرته على تحقيق ما كان الكثيرون يعتقدون أنه مستحيل. اليوم، التحدي ليس هو الاختيار بين الفعالية والديمقراطية، بل التحدي الأكثر تطلباً هو : إثبات أن الفعالية يمكن أن تقوي الديمقراطية لا أن تعوضها. فإذا أراد المغرب الدفاع عن نموده المؤسساتي، وإقناع شركائه الدوليين، وإنجاح مشروع الحكم الذاتي، فعليه أن يظهر أمراً أساسياً : الديمقراطية المغربية لا تعمل بسرعتين، بل تعمل بسرعة واحدة : سرعة القانون، والمسؤولية، والكرامة للجميع.

بقلم : عدنان بنشقرون



انتخابات 2026 :

إجراء "ديمقراطية النتائج"

لماذا يجب أن تكون ديمقراطية النتائج هي أيضاً ديمقراطية الحق والقانون؟

الانتخابات، الأحزاب السياسية والديمقراطية المغربية

في المغرب، تبرز بعض الأفكار السياسية بشكل منهجي مع اقتراب الانتخابات التشريعية (23 سبتمبر 2026) كاستعارات جذابة؛ فهي تضرب الخيال، وتلخص إحباطاً جماعياً، وتعطي انطباعاً بتشخيص لبيب. إن فكرة "ديمقراطية النتائج"، التي عادت مؤخراً إلى طاولة النقاش العام، تنتمي بوضوح إلى هذه الفئة. فهي تنطلق من ملاحظة يتقاسمها الكثيرون: البلاد تتقدم بسرعة في مشاريعها الكبرى، لكنها تظل أحياناً بطيئة بشكل يبعث على اليأس في الحياة اليومية للمواطن.

طرق، موانئ، بنية تحتية، مشاريع صناعية، دبلوماسية نشطة، طموح أفريقي، وأفق 2030... يظهر المغرب قدرة حقيقية على التخطيط وتنفيذ المشاريع الاستراتيجية. ولكن في الوقت نفسه، يستمر مغرب آخر: مغرب الملفات العالقة، والقرارات الإدارية الغامضة، والوصول غير المتكافئ للحقوق، والبطء الذي ينتهي به المطاف ليصبح مهيباً. ومن هذا التناقض، تولد فكرة ضرورة تسريع النظام بأكمله، حتى لو اقتضى الأمر اللجوء إلى شكل من أشكال "الجراحة المؤسسية" لاستئصال العوائق، خاصة السياسية منها. قد يبدو الطرح مقنعاً: إذا كانت الأحزاب السياسية ضعيفة أو غير فعالة، وإذا كانت المؤسسات الوسيطة لم تعد تلعب دورها، فلماذا لا نتوجه مباشرة نحو منطق الفعالية والنتائج؟

لكن هذه الرؤية، مهما كانت جذابة في حالة الاستعجال، تغفل عن عنصر جوهري: المغرب يمتلك بالفعل إطاراً دستورياً صُمم خصيصاً لحل هذه المعضلة، وهو دستور 2011.

دستور 2011: هندسة للمصالحة بين الفعالية والديمقراطية

لم يأت الإصلاح الدستوري لعام 2011 فقط بتعديلات مؤسسية، بل أعاد تعريف توازن النظام السياسي المغربي حول عدة ركائز أساسية: الملكية الدستورية، فصل السلطات، المسؤولية الحكومية، التعددية السياسية، الجهوية المتقدمة وربط المسؤولية بالمحاسبة. بعبارة أخرى، لم يضع الدستور أبداً الفعالية كعدو للديمقراطية، بل على العكس، حاول تنظيم تعايشهما. هنا يصبح النقاش مثيراً للاهتمام؛ فإذا كان البعض يندد اليوم بضعف الأحزاب السياسية أو تراجع الوساطة الديمقراطية، فإن المسألة ليست في اللاتفاف على هذه المؤسسات، بل في تقويتها. ذلك أن الديمقراطية الحديثة لا تعمل بإقصاء وسماتها، بل بتطويرهم.

يمكن للدولة أن تكون قوية دون أن تكون ممرضة، ويمكنها أن تكون فعالة دون أن تكون سلطوية. لكن لتحقيق ذلك، يجب قبول قاعدة بسيطة: قوة الدولة الديمقراطية تعتمد أيضاً على قوة مؤسساتها السياسية وقواها المضادة.

إجراء "ديمقراطية النتائج"

في النقاش الحالي، تبرز غالباً فكرة "ديمقراطية النتائج". هذا المفهوم ليس عبثياً، فهو يقوم على حدس سليم: المواطنون يحكمون على المؤسسات بما تنتج بشكل ملموس في حياتهم اليومية. مستشفى وظيفي، مدرسة فعالة، إدارة سريعة، وعدالة ميسرة، هذه هي المؤشرات الحقيقية لجودة أي نظام سياسي.



لكن هذا المفهوم يحمل أيضاً خطراً إذا أُسيء فهمه. لا يمكن للديمقراطية أن تختزل في مجرد حسابات إدارية للفعالية، وإلا تحولت إلى "تكنوقراطية". يجب أن تكون النتائج قابلة للقياس، شفافة، وخاضعة للرقابة، وأن تتحقق ضمن إطار من المسؤولية السياسية والقانونية. وبدون ذلك، قد تصبح "ديمقراطية النتائج" مجرد خطاب يبرر تركيز السلطة باسم الفعالية.

المشكلة الحقيقية: الإفلات من العقاب وعدم المساواة أمام القانون

إذا كان المواطنون يشعرون أحياناً بأنهم يعيشون في مغرب بسرعتين، فليس ذلك فقط بسبب البطء الإداري،

رضي

By Lodj



تراث جدودنا..

مسحنا عليه الغبرة جبهناه ليكم
فطبق ذهبي

@lodjmaroc



109 انتخابات 2026: إغراء ديمقراطية النتائج

107 أمس الفاتيكان، كم يملك من الفياق؟ واليوم إيران، كم تملك من الفيلق؟

105 عندما تبسط التكنولوجيا حياتنا، هل نصبح أكثر كسلاً أم أكثر غباً؟

103 ما بعد انتخابات 2026، أربعة إصلاحات للانتقال من الوعود إلى النتائج

101 الوزير، مكتبه وعصر حكومة الظل المكونة من وكلاء الذكاء الاصطناعي

99 كيف نغالب الغرق في عالم بلا قواعد بين صناعة القوي ومستقبل عالم بلا قيود؟

97 لماذا يجب على دول الخليج تجنب الانزلاق إلى حرب مباشرة مع إيران؟

95 حين تصبح التوراة ضيفاً على مائدة الدبلوماسية

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

كناك الرأى

By Lodj

لودي جي بالعربية

بلاطفورم الشباب



انتخابات 2026

إغراء "ديمقراطية النتائج"

ما بعد انتخابات 2026 : أربعة
إصلاحات للانتقال من الوعود
إلى النتائج

عندما تبسط التكنولوجيا
حياتنا.. هل نصبح أكثر
كسلاً أم أكثر غباءً؟

أمس : «الفاتيكان، كم يملك
من الفيالق؟» واليوم: «إيران،
كم تملك من الصواريخ؟»